

BOÎTE À OUTILS SUR LES INÉGALITÉS

GUIDE POUR AGIR EN FAVEUR DE LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS



OXFAM

À PROPOS DE CETTE BOÎTE À OUTILS

LE COÛT ÉLEVÉ DES INÉGALITÉS CE GUIDE

À l'échelle mondiale et dans de nombreux pays, **les inégalités économiques – l'écart entre les plus riches et le reste de la société – atteignent des niveaux alarmants et ne cessent de s'accroître.** Les inégalités de richesse sont bien plus marquées que les inégalités de revenus. Ces inégalités entravent l'éradication de la pauvreté et de la faim, la réalisation de nos droits et contribuent au dérèglement climatique. Elles fragilisent nos sociétés et corrompent notre vie politique, car la richesse permet d'acquérir du pouvoir, de corrompre les politiciens et d'exercer une influence. Elles alimentent et exacerbent d'autres inégalités, divisions et haines, comme la montée du racisme ou de la misogynie.

CETTE BOÎTE À OUTILS

À l'inverse, une plus grande **égalité économique est le fondement de tout progrès.** Depuis plus de dix ans, Oxfam organise son action autour de la lutte contre les inégalités et la concentration du pouvoir. Au fil du temps, nous avons collectivement approfondi notre compréhension des inégalités et de ce qui est nécessaire pour œuvrer en faveur d'un monde plus égalitaire. Aujourd'hui, la lutte contre les inégalités est plus urgente que jamais. Cette boîte à outils mise à jour vise à doter le personnel d'Oxfam et ses alliés des compétences nécessaires pour intensifier leurs efforts de lutte contre les inégalités au niveau national. Elle leur permet d'analyser les niveaux d'inégalité au niveau national et de formuler des revendications quant aux mesures concrètes à mettre en œuvre pour les réduire. Elle comprend des informations détaillées sur les politiques et les actions qui ont fait leurs preuves en matière de réduction des inégalités, notamment dans les domaines des services publics, de la fiscalité, du climat, des droits des travailleurs, de la dette et de l'égalité des genres.

TABLE DES MATIÈRES

BOÎTE À OUTILS SUR LES INÉGALITÉS : GUIDE POUR AGIR EN FAVEUR DE LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

1 Introduction	5
1.1 Objectif et structure de cette boîte à outils	6
2 Qu'est-ce que l'inégalité et pourquoi est-ce important ?	7
2.1 Qu'est-ce qu'une inégalité ?	8
2.2 L'importance des inégalités économiques	10
2.3 L'ampleur des inégalités économiques – quand les inégalités économiques deviennent-elles trop élevées ?	11
2.4 Mesure des inégalités	11
2.5 Où trouver des données sur les inégalités	12
3. Les revendications d'Oxfam en matière d'inégalités	13
3.1 Plans nationaux de réduction des inégalités	14
3.2 Évaluer des inégalités dans votre pays	15
4. Le pouvoir citoyen et la lutte contre la mainmise des élites	16
4.1 Quels sont les problèmes auxquels nous devons faire face ?	16
4.2 Quels changements exigeons-nous ?	18
5 Le pouvoir des services publics	19
5.1 Quels sont les problèmes auxquels nous devons faire face ?	20
5.2 Quels changements exigeons-nous ?	21
5.3 Sources des données	22
6. Financement progressif	23
6.1 Quels sont les problèmes auxquels nous devons faire face ?	24
6.2 Quels changements exigeons-nous ?	26
6.3 Sources de données	27
7. Les droits des travailleurs et des salaires plus justes	28
7.1 Quels sont les problèmes auxquels nous devons faire face ?	29
7.2 Quels changements exigeons-nous ?	30
7.3 Sources de données	31
8 Climat	32
8.1 Quels sont les problèmes auxquels nous devons faire face ?	33
8.2 Quels changements exigeons-nous ?	35
9 Terre, alimentation et agriculture	36
9.1 La terre	37
9.2 Quels sont les problèmes auxquels nous devons faire face ?	37
9.3 Quels changements exigeons-nous ?	37
9.4 Alimentation et agriculture	38
9.5 Quels sont les problèmes auxquels nous devons faire face ?	39
9.6 Quels changements exigeons-nous ?	40
9.7 Sources de données	40
10. Transformer l'analyse en action	41
10.1 Façonner le débat et faire basculer les rapports de force	42
10.2 Analyse des inégalités et du pouvoir	43

TABLE DES MATIÈRES

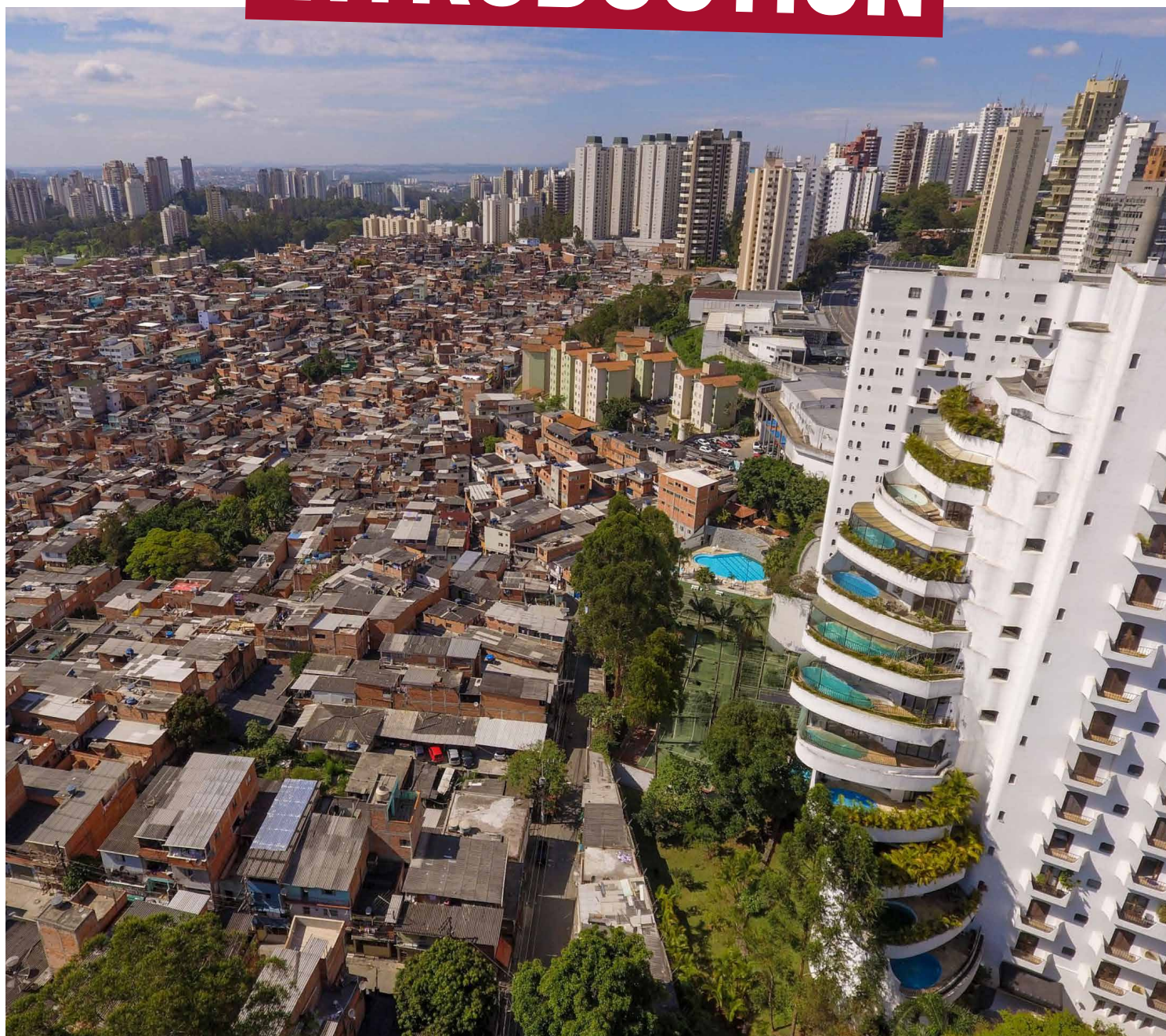
BOÎTE À OUTILS SUR LES INÉGALITÉS : GUIDE POUR AGIR EN FAVEUR DE LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

11. Les cinq piliers de l'influence	44
11.1 Pilier 1 : Construction d'alliances	45
11.2 Pilier 2 : Échange de capacités	47
11.3 Pilier 3 : Recherche et engagement politique	48
11.4 Pilier 4 : Plaidoyer et opportunités	48
11.5 Pilier 5 : Campagnes, médias et imaginaire collectif	51
12 TOUT METTRE EN PERSPECTIVE	53
12.1 Lorsque les piliers agissent de concert	54
12.2 De l'analyse à l'influence	54
12.3 Suivi, évaluation et apprentissage	54
Annexes	56
Annexe 1 : Outils clés pour influencer les inégalités	57
Annexe 2 : Organiser un atelier sur les inégalités	58
A2.1 Comprendre les manifestations de l'inégalité dans votre contexte	58
A2.2 Identifier les principaux facteurs d'inégalité	58
A2.3 Réfléchir aux programmes et stratégies actuels	58
A2.4 Identifier les priorités d'action et d'influence	58
A2.5 Résultats attendus	59
Annexe 3 : Modèle de cahier des charges pour une publication	59
Notes	63

Pour les utilisateurs de la version interactive : pour accéder à n'importe quelle section de cette boîte à outils, veuillez cliquer sur la page souhaitée. Pour revenir à cette page d'accueil, cliquez sur l'en-tête en haut à gauche.

CHAPITRE 1

INTRODUCTION



1 INTRODUCTION

Nous vivons dans un monde où les riches s'enrichissent toujours davantage, tandis que des milliards de personnes vivent dans la pauvreté et la faim, se voient privées de leurs droits à l'éducation, à la santé et à un travail décent. **Les inégalités économiques alimentent l'exclusion, érodent les droits et les libertés, et entravent tout progrès significatif pour l'humanité.** Elles nourrissent et renforcent la montée d'autres inégalités et divisions telles que le racisme et la misogynie. La classe des ultra-riches précipite également notre planète vers une catastrophe climatique par sa consommation excessive de carbone, tandis que les inégalités font que, partout dans le monde, ce sont les gens ordinaires qui subissent le plus durement les conséquences du dérèglement climatique.

Sans une plus grande égalité économique, il sera impossible de progresser vers un monde plus juste et plus durable.

Une plus grande égalité économique est le fondement de tout progrès. La bonne nouvelle est que, puisque l'inégalité est un choix, des sociétés plus égalitaires sont possibles. Il existe de nombreux exemples incroyables de pays et de régions qui ont rapidement réduit les inégalités économiques. Autre bonne nouvelle : grâce à une plus grande égalité, il est possible pour l'ensemble de l'humanité de prospérer tout en mettant fin au dérèglement climatique et en vivant dans les limites des capacités de notre planète.

Pour créer ce monde plus égalitaire, il faut démanteler les systèmes structurels d'exclusion, d'oppression et d'exploitation qui permettent à une poignée de privilégiés de s'enrichir aux dépens des citoyens ordinaires, des femmes et des groupes marginalisés. Cela implique que les gouvernements, en tant que garants de cette responsabilité, prennent des mesures audacieuses, notamment par le biais de politiques telles que la propriété publique, la régulation des marchés, une fiscalité progressive, des politiques en matière de travail, l'investissement dans les services publics et une transition juste pour sortir des énergies fossiles. Il leur incombe de minimiser l'influence de la richesse et du pouvoir sur la politique, et de créer et protéger des espaces permettant à la société civile de participer pleinement aux processus décisionnels.

Oxfam milite auprès des gouvernements et des institutions pour qu'ils agissent sans délai afin de briser le cercle vicieux des inégalités et pour qu'ils bâtissent des sociétés économiquement plus égalitaires. Nous remettons en question le statu quo en mettant en lumière les politiques régressives qui alimentent les inégalités ; nous présentons des solutions progressistes ; et nous soutenons les personnes et les organisations afin qu'elles puissent faire entendre leur voix et exiger le changement. Nous nous efforçons également de mettre en lumière le lien manifeste

et réciproque entre inégalités économiques, patriarcat et d'autres systèmes d'oppression qui s'entrecroisent, tels que le colonialisme et le racisme.

1.1 OBJECTIF ET STRUCTURE DE CETTE BOÎTE À OUTILS

Cette boîte à outils a été élaborée pour apporter une contribution concrète au mouvement mondial croissant qui lutte contre les inégalités extrêmes. Elle s'appuie sur les ressources et guides précédents d'Oxfam et intègre les analyses contextuelles et politiques les plus récentes. Nous espérons qu'elle constituera un point de départ précieux pour l'action. D'autres outils et documents sont répertoriés à l'**Annexe 1**.

Ce document est une boîte à outils pratique et orientée vers l'action, qui accompagne le lecteur de la compréhension du problème à l'identification des priorités et à la conception de stratégies d'action. Cela comprend :

- Chapitre 2 : Qu'est-ce que l'inégalité et pourquoi est-ce important ?** Ce chapitre examine les effets des inégalités sur les droits, le bien-être et la justice sociale.
- Chapitre 3 : Quelles sont nos revendications en matière de réduction des inégalités ?** Ce chapitre met en lumière certains des engagements fondamentaux que les gouvernements doivent prendre.
- Chapitres 4 à 9 : Domaines stratégiques pour lutter contre les inégalités.** Ces chapitres présentent des données et des analyses récentes et mettent en évidence certains des changements essentiels nécessaires dans les domaines stratégiques suivants: 1) **le pouvoir citoyen et la lutte contre la mainmise des élites** ; 2) **les services publics** ; 3) **la finance progressiste** ; 4) **les droits des travailleurs** ; 5) **le climat** ; et 6) **la terre, l'alimentation et l'agriculture**.
- Chapitre 10 : Agir contre les inégalités.** Ce chapitre porte sur les stratégies d'influence efficaces.
- Chapitre 11 : Les cinq piliers de l'influence.** Ce chapitre accompagne le lecteur de l'analyse à l'action, en lui fournissant des outils pour élaborer et mettre en œuvre des stratégies d'influence efficaces. Il aborde les cinq piliers interdépendants de l'influence sur les inégalités : 1) la création d'alliances ; 2) l'échange de compétences ; 3) la recherche et l'engagement politique ; 4) le plaidoyer et la création d'opportunités ; et 5) les campagnes, les médias et la mobilisation du public.
- Chapitre 12 : Tout mettre en perspective.** Ce chapitre de conclusion explique comment le changement s'opère lorsque la stratégie, les données, l'analyse, les alliances, les données factuelles et la mobilisation s'imbriquent parfaitement.

CHAPITRE 2

QU'EST-CE QUE L'INÉGALITÉ ET POURQUOI EST-CE IMPORTANT ?



2. QU'EST-CE QUE L'INÉGALITÉ ET POURQUOI EST-CE IMPORTANT ?

BOÎTE À OUTILS SUR LES INÉGALITÉS :
GUIDE POUR AGIR EN FAVEUR DE LA
RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

2 QU'EST-CE QUE L'INÉGALITÉ ET POURQUOI EST-CE IMPORTANT ?

2.1 QU'EST-CE QU'UNE INÉGALITÉ ?

L'inégalité désigne la répartition inégale des ressources et des opportunités au sein d'un groupe ou entre différents groupes ; par exemple, les disparités au sein d'un pays ou entre pays, ou les différences économiques entre les hommes et les femmes. Lorsque l'écart entre les « riches » et les « pauvres » est excessif, et lorsque la part du lion des ressources et des opportunités est concentrée entre les mains d'une poignée de personnes, les conséquences sont néfastes pour l'ensemble de la société.

Plus particulièrement, les niveaux de richesse extrêmes constituent un danger profond pour la société. En effet, la richesse, plus que le revenu, se traduit par le pouvoir et l'influence. Elle façonne et oriente la société. Elle perpétue les injustices de génération en génération. Le plus souvent, cette richesse extrême n'est pas le fruit d'un travail acharné. Elle résulte plutôt, pour la majorité d'entre elles, de règles et de lois truquées – comme l'abus de position dominante, le népotisme et les successions – qui perpétuent un cercle vicieux où l'élite fortunée ne cesse de s'enrichir.¹

Les inégalités ont des racines coloniales, et les structures néocoloniales continuent d'entraver le progrès.² Plusieurs décennies après la fin de la période coloniale, notre économie mondiale reste encore structurée de manière à ce que la richesse afflue du Sud vers le Nord, et plus précisément des populations les plus modestes du Sud vers les plus riches du Nord. Dans de nombreux pays du Sud, les niveaux toujours très élevés d'inégalité que l'on observe aujourd'hui trouvent leur origine dans le colonialisme, notamment à travers la concentration extrême de la propriété foncière.

De manière générale, il existe trois types d'inégalités qui se recoupent et interagissent entre elles :

1. L'INÉGALITÉ ÉCONOMIQUE. La répartition inégale des revenus, de la richesse, des ressources et des actifs tels que les terres. On observe, par exemple, des écarts importants entre les revenus les plus élevés et les plus faibles, ainsi que la forte concentration de la richesse et des actifs entre les mains d'une minorité fortunée. Ces inégalités économiques se traduisent, à leur tour, par des inégalités sociales et politiques.

2. L'INÉGALITÉ SOCIALE. La manière dont l'inégalité économique peut se traduire par des différences de résultats sociaux entre les groupes, notamment en matière d'espérance de vie, d'opportunités d'emploi, ainsi que de santé et d'éducation. Les personnes les plus défavorisées subissent l'inégalité économique sous la forme d'une

espérance de vie plus courte, d'une santé plus précaire, d'un niveau d'éducation plus faible et d'une plus grande exposition à la criminalité et à d'autres problèmes sociaux. Les personnes plus riches vivent souvent 10 à 15 ans de plus que les plus pauvres.³ Les femmes, les filles, les personnes non binaires, les migrants et les communautés racisées sont touchés de manière disproportionnée par ces conséquences de l'inégalité économique. Elles sont encore plus exposées à la précarité de l'emploi, aux inégalités salariales, à des responsabilités familiales non rémunérées ou sous-rémunérées, ainsi qu'à l'exclusion des processus décisionnels, car l'inégalité économique interagit avec ces autres formes d'inégalité.

3. L'INÉGALITÉ POLITIQUE. L'inégalité économique se transforme très souvent en inégalité politique : un déséquilibre du pouvoir politique, de la participation effective et des possibilités d'influencer les politiques et les pratiques qui régissent nos vies et nos sociétés. Par exemple, lorsque les élites fortunées utilisent leur argent et leurs relations pour influencer les élections et les politiques, et lorsque les personnes vivant dans la pauvreté et victimes de discrimination sont exclues du droit de vote ou de toute influence sur les politiques et les décisions qui façonnent leur existence. Parallèlement à la montée en puissance politique des plus riches, on observe une érosion du pouvoir politique de la majorité, ainsi qu'une forte progression de l'autoritarisme et une répression accrue des droits civiques et politiques à travers le monde.

Ces inégalités se renforcent mutuellement. Par exemple, un enfant issu d'un milieu défavorisé rencontre davantage d'obstacles à l'éducation – tels que des frais de scolarité inabornables et une alimentation insuffisante – qu'un enfant issu d'une famille aisée. Cela engendre des inégalités scolaires, affecte les revenus et les perspectives d'emploi tout au long de la vie, et aggrave ainsi les inégalités économiques et la pauvreté intergénérationnelle. Si cet enfant pauvre est une fille, ses chances d'accès à l'éducation seront encore plus réduites que celles d'un garçon pauvre. À l'opposé, les élites politiques exercent une influence excessive sur la vie politique, ce qui leur permet de s'accaparer les décisions et d'orienter les politiques publiques à leur avantage, augmentant ainsi leur richesse et leur pouvoir.

Les individus et les groupes subissent des inégalités croisées qui alimentent les inégalités économiques.

Certaines personnes sont prises au piège du désavantage, où de multiples facteurs réduisent leurs capacités, tandis que d'autres bénéficient de multiples avantages. Par exemple, une femme vivant dans la pauvreté a plus de chances qu'un homme d'être exclue du système éducatif et de ne pas posséder de papiers d'identité, ce qui constitue un obstacle majeur à l'accès à un emploi décent et à la

participation politique. Si cette femme vivant dans la pauvreté appartient en outre à un groupe ethnique ou religieux victime de discrimination, elle risque de subir une exclusion encore plus grande, de voir ses opportunités réduites et de connaître un appauvrissement politique et économique encore plus profond. Les femmes, les filles, les personnes non binaires et les communautés racisées sont également plus susceptibles d'être exclues du système éducatif et de l'emploi formel, car elles assument une part disproportionnée du travail de soins non rémunéré. À l'inverse, un homme blanc, riche, originaire des pays du Nord, bénéficie de multiples avantages liés à ses revenus, son origine ethnique, sa situation géographique et son genre, ce qui renforce son accès à l'argent et au pouvoir.

Les politiques et pratiques qui engendrent des inégalités verticales alimentent également d'autres inégalités horizontales, telles que les inégalités de genre et de race. Cette boîte à outils traite principalement des inégalités *verticales*, c'est-à-dire des inégalités entre les individus et les ménages riches et pauvres. Ces inégalités *verticales* interagissent avec les inégalités *horizontales*, les alimentent et se nourrissent d'elles. Une inégalité horizontale est une inégalité qui existe entre différents groupes définis culturellement, par exemple en fonction de la race, de l'origine ethnique, de la religion ou du genre. Ces inégalités fondées sur l'appartenance à un groupe sont manifestement injustes et doivent être combattues et surmontées. Oxfam mène également des campagnes en ce sens, notamment à travers sa campagne pour les droits et la justice en matière d'égalité des genres. De même, dans tous les pays, les inégalités verticales alimentent et sont alimentées par différentes inégalités horizontales, qu'elles soient liées au genre, à la race ou à d'autres groupes identifiés. Il est impératif de les comprendre et de les combattre conjointement.

ENCADRÉ 1 : SE CONCENTRER SUR LES INÉGALITÉS OU SE CONCENTRER SUR LA PAUVRETÉ

De nombreuses ONG se concentrent sur la pauvreté et non sur les inégalités. Il est essentiel de se concentrer sur la pauvreté. Cela ne suffit toutefois pas, car cette approche ne s'intéresse qu'aux personnes situées au bas de l'échelle sociale. C'est important, mais insuffisant.

À l'inverse, se concentrer sur les inégalités revient à examiner la répartition inégale des revenus, de la richesse, des opportunités ou du pouvoir entre les individus ou les groupes au sein d'une société. Les inégalités ne se concentrent pas uniquement sur ceux qui ont trop peu, mais examinent également pourquoi certains individus ont trop et ce que leur pouvoir leur permet de faire.

En nous intéressant aussi bien aux « nantis » qu'aux « démunis », nous pouvons aborder des questions structurelles plus complexes concernant la répartition des richesses, des revenus et du pouvoir au sein d'une société. **Se concentrer uniquement sur la pauvreté relève davantage de la charité ; se concentrer sur les inégalités relève de la justice.**

L'interaction entre pauvreté et inégalités est également importante. Il est plus difficile d'éradiquer la pauvreté dans les pays où les inégalités sont très marquées. Un niveau élevé d'inégalités ralentit la réduction de la pauvreté car les bénéfices économiques sont accaparés de manière disproportionnée par les personnes les plus riches, qui peuvent également disposer du pouvoir nécessaire pour bloquer les politiques de redistribution.⁵

2.2 L'IMPORTANCE DES INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES

Voici les cinq principales raisons pour lesquelles Oxfam a choisi d'axer un pilier majeur de son travail de plaidoyer sur les inégalités économiques.

Le premier problème est l'augmentation alarmante et dangereuse des inégalités économiques à travers le monde. Les inégalités économiques, qu'elles portent sur la richesse ou les revenus, sont extrêmement élevées dans la plupart des pays, et dans bon nombre d'entre eux, elles ont également connu une forte hausse au cours des dernières décennies. Cette tendance est profondément préoccupante et nuit aux efforts visant à progresser dans la lutte contre d'autres formes d'inégalité. Nous devons nous battre pour inverser cette tendance dangereuse et créer un monde plus égalitaire.

Deuxièmement, il est évident qu'une **réduction significative des inégalités économiques nous permettra d'éradiquer la pauvreté plus rapidement.** La Banque mondiale prévoit que la réduction des inégalités peut tripler le rythme de la réduction de la pauvreté.⁶ Les recherches du FMI montrent que de fortes inégalités compromettent la croissance économique durable à long terme et la stabilité macroéconomique, deux éléments indispensables à l'élimination de la pauvreté.⁷ Les politiques favorisant l'égalité économique, telles que les services publics universels et gratuits et une fiscalité progressive, sont également essentielles pour vaincre la pauvreté et garantir l'égalité des chances. Les politiques régressives, comme les allègements fiscaux excessifs accordés aux plus riches, exacerbent les inégalités économiques et affaiblissent les services publics, compromettant ainsi les droits, la réduction de la pauvreté et la mobilité sociale.

Troisièmement, il est clair que les inégalités économiques alimentent **les inégalités sociales** partout dans le monde : les plus riches ont accès à de meilleurs soins de santé, à de meilleures écoles et à des quartiers plus sûrs. Ils vivent plus longtemps. Dans les sociétés où les inégalités économiques sont plus marquées, la confiance et le bonheur sont moindres, la criminalité est plus élevée et les problèmes environnementaux sont plus graves.⁸ Les sociétés égalitaires constituent le fondement même du progrès en matière de bien-être humain – à tous les égards qui comptent vraiment dans nos vies : notre bonheur, notre santé, nos familles, nos communautés et notre monde.

Quatrièmement, l'énorme fossé qui sépare aujourd'hui les plus riches et le reste de la population engendre des niveaux dangereux d'**inégalités politiques**. Ces dernières constituent un frein majeur au progrès, portant atteinte aux libertés et aux droits de la majorité. Une classe de super-riches, bénéficiant d'un accès démesuré au pouvoir, est en train d'émerger : les milliardaires ont 4 000 fois plus de

chances d'occuper des fonctions politiques que les citoyens ordinaires.⁹ Parallèlement, une majorité politiquement défavorisée voit ses droits et sa voix bafoués, et n'a aucun pouvoir réel sur sa vie ni sur ses gouvernements. Des études montrent que les inégalités économiques constituent l'un des principaux facteurs prédictifs du recul démocratique.

¹⁰Les pays où l'égalité est plus grande sont bien moins polarisés politiquement et moins autoritaires.¹¹ Les femmes, en particulier, celles qui subissent des discriminations et une marginalisation cumulées, rencontrent des obstacles supplémentaires à la participation politique, à l'accès aux postes de direction et à l'engagement civique. Ainsi, les inégalités économiques, conjuguées à l'oppression de genre, aggravent l'exclusion démocratique.

Cinquièmement, **l'existence des inégalités alimente la crise climatique et ses conséquences.** Pendant de nombreuses années, le changement climatique et ses impacts ont été perçus comme distincts des inégalités. L'un des objectifs principaux du travail d'Oxfam est de renverser cette perception erronée et de démontrer que la crise des inégalités alimente la crise climatique, et inversement¹². Les émissions extrêmes et disproportionnées de gaz à effet de serre des plus riches de la planète – du fait de leur consommation et de leurs investissements – épuisent notre budget carbone restant, c'est-à-dire la quantité d'équivalent dioxyde de carbone qui peut être émise avant de franchir le seuil critique de 1,5 °C de réchauffement climatique. Si chaque habitant de la planète émettait autant que les 1 % les plus riches, le budget carbone mondial restant serait épuisé en moins de cinq mois.¹³ Cet impact direct est aggravé par le pouvoir politique des super-riches, qui leur permet de bloquer les mesures en faveur du climat au profit de leurs propres intérêts. Dans le même temps, les inégalités économiques déterminent qui subit les conséquences de la crise climatique – les phénomènes météorologiques extrêmes, les pertes de récoltes, les dégâts – : tout cela touche davantage les pays les plus pauvres et les populations les plus démunies. À l'inverse, les sociétés plus égalitaires sont bien mieux armées pour faire face aux chocs, aux changements et aux risques rapides qu'entraîne la crise climatique.

Outre ces problèmes fondamentaux liés aux inégalités économiques, des niveaux élevés d'inégalités économiques rendent les progrès dans la lutte contre d'autres inégalités beaucoup moins probables et bien plus difficiles. Les femmes, les groupes racialisés et marginalisés sont généralement traités de manière beaucoup plus inégalitaire et souffrent bien davantage dans les pays où les inégalités économiques sont élevées.¹⁴ Lorsqu'il existe un écart important entre les personnes riches et le reste de la société, ce sont ces groupes qui souffrent le plus sur le plan économique, tandis que ce sont les hommes, et souvent les hommes blancs riches, qui en tirent principalement profit.

Le racisme, la xénophobie et la misogynie sont également utilisés pour alimenter les divisions dans ces sociétés, afin de diviser et de détourner l'attention des fortes inégalités économiques. À l'inverse, les sociétés plus égalitaires sur le plan économique sont également beaucoup plus susceptibles de présenter une plus grande égalité entre les sexes et moins de racisme et de marginalisation ; ce sont au contraire des sociétés où chacun est traité de manière plus équitable et plus juste.



Nous sommes au début d'une extinction de masse, et vous ne parlez que d'argent et de contes de fées promettant une croissance économique sans fin. Comment osez-vous ?

Greta Thunberg, militante pour le climat¹⁵

2.3 L'AMPLEUR DES INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES – QUAND LES INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES DEVIENNENT-ELLES TROP ÉLEVÉES ?

Le fossé entre les plus riches et le reste de la société est énorme, bien plus important que la plupart des gens ne l'imaginent. Entre les pays et au sein de nombreux pays, aussi bien développés qu'en développement, les inégalités sont très fortes et souvent en hausse.

- Les chiffres de la World Inequality Database montrent qu'entre 1980 et 2024, 42,4 % de toute la nouvelle richesse créée à l'échelle mondiale est allée au 1 % des plus riches, contre seulement 1 % aux 50 % des plus pauvres. Cela signifie que pour chaque dollar de nouvelle richesse créée dans le monde, 42 cents sont allés dans les poches du 1 % des plus riches, tandis que seulement 1 cent a été réparti entre la moitié la plus pauvre de l'humanité.¹⁶
- Plus de 71 % de la population mondiale vit dans des pays où l'écart entre la part de richesse revenant aux 1 % les plus riches et aux 50 % les plus pauvres s'est creusé entre 1980 et 2024.¹⁷

En mars 2026, on comptait plus de 3 400 milliardaires dans le monde, dont la fortune cumulée dépassait 20 100 milliards de dollars américains (20,1 billions de dollars).¹⁸ Ces deux chiffres ont atteint des niveaux records.

2.4 MESURE DES INÉGALITÉS

Il existe divers indicateurs d'inégalité qui mettent en évidence différents aspects et peuvent enrichir l'analyse.

¹⁹L'inégalité des revenus est beaucoup plus souvent documentée et mesurée que l'inégalité de patrimoine.

La mesure standard de l'inégalité utilisée par tous les pays est appelée « coefficient de Gini », où 0 correspond à une égalité parfaite et 1 à une inégalité parfaite. Un pays très égalitaire comme la Norvège affiche un coefficient de Gini de 0,27 (en 2023), tandis qu'un pays très inégalitaire comme l'Afrique du Sud présente un coefficient de Gini de 0,54 (en 2022).²⁰ La Banque mondiale a récemment défini une inégalité élevée comme un coefficient de Gini supérieur ou égal à 0,4, et une inégalité moyenne comme un coefficient compris entre 0,3 et 0,4, et une faible inégalité comme un coefficient inférieur à 0,3.²¹

Le coefficient de Gini peut également s'appliquer à l'inégalité de richesse. L'inégalité de richesse est invariablement bien plus importante que les inégalités de revenus. Par exemple, au Royaume-Uni, le coefficient de Gini des revenus était de 0,36 en 2022, mais celui de la richesse atteignait 0,59.²²

Une autre mesure courante de l'inégalité utilisée par Oxfam est le rapport entre les revenus des 10 % les plus riches et ceux des 40 % les plus pauvres, connu sous le nom de « ratio de Palma ». ²³ Ce ratio est beaucoup plus facile à comprendre : un ratio de Palma égal à 1 signifie que les 10 % les plus riches perçoivent le même revenu que les 40 % les plus pauvres. Une étude montre que cela correspond à un coefficient de Gini d'environ 0,23.²⁴

La politique d'Oxfam préconise que tous les gouvernements s'efforcent d'atteindre un indice de Palma de 1, c'est-à-dire un niveau où les 10 % les plus riches ont un revenu équivalent à celui des 40 % les plus pauvres. Il ne s'agit donc pas d'une égalité totale, mais d'un niveau d'inégalité économique nettement plus faible. Les gouvernements doivent fixer des objectifs mesurables et assortis de délais pour réduire l'inégalité économique à ce niveau (**chapitre 3**).

Des inégalités existent également entre les pays, ainsi qu'au sein de la population mondiale dans son ensemble – et les mesures utilisées sont les mêmes. C'est ce qu'on appelle les inégalités mondiales. Le coefficient de Gini des inégalités mondiales s'élève à environ 0,6 en 2022 ²⁵, soit l'équivalent des pays les plus inégalitaires de la planète. Ce chiffre reflète l'héritage du colonialisme et des systèmes économiques néocoloniaux persistants qui favorisent les riches dans les pays riches. Selon le ratio de Palma, en 2024, les 10 % de la population mondiale les plus riches disposaient d'un revenu (avant impôts) 33 fois supérieur à celui des 40 % les plus pauvres.²⁶ **La politique d'Oxfam est la même au niveau mondial : les revenus devraient converger vers un ratio de Palma de 1, de sorte que les 10 % les plus**

riches de la population mondiale ne disposent pas d'un revenu supérieur à celui des 40% les plus pauvres.

Il existe de nombreuses autres façons de mesurer les inégalités ²⁷. Il est essentiel de garder à l'esprit qu'il est largement admis, ²⁸ que toutes **les estimations officielles des inégalités sont structurellement sous-estimées** et, sont pour de nombreux pays, très obsolètes. Elles reposent sur des enquêtes auprès des ménages, et souvent réalisées seulement tous les deux ou trois ans. Les personnes riches ne répondent que rarement aux enquêtes. Par conséquent, les estimations des revenus les plus élevés sont bien inférieures à la réalité. Divers nouveaux outils permettent de compléter ces données et de mettre en évidence la richesse et les revenus du 1 % le plus riche, par exemple à l'aide de classements des plus grandes fortunes ou de listes de milliardaires. Ces outils ne sont toutefois pas encore normalisés ni largement utilisés par les gouvernements, mais ils peuvent s'avérer très utiles. Oxfam s'en sert pour créer des faits « chocs » qui captivent l'imagination du public et montrent l'ampleur réelle des inégalités dans un pays, ainsi que les tendances. Les niveaux officiels d'inégalité peuvent ainsi paraître stables ou en baisse, alors que la part des revenus les plus élevés pourrait en réalité augmenter, ce qui signifie que les mesures officielles pourraient masquer la réalité.

Pour la plupart des pays du Sud, hors Amérique latine, les mesures des inégalités de revenus reposent sur la consommation et non sur le revenu. Cela a souvent pour effet de sous-estimer les inégalités ²⁹. Si l'on utilise la consommation comme indicateur, l'Inde présente un coefficient de Gini de 0,26 ³⁰(en 2022), ce qui la rendrait a priori plus égalitaire que la Norvège. Mais si l'on se base sur le revenu, son coefficient de Gini est de 0,61 ³¹, soit un niveau supérieur à celui de l'Afrique du Sud.

Une part essentielle de votre travail pourrait consister à plaider en faveur de données de meilleure qualité et plus récentes, de la part des autorités nationales concernant l'ampleur et les tendances des inégalités économiques dans votre pays. Des données actualisées sur les inégalités économiques leur permettraient de cibler des réductions systématiques et de modéliser l'impact des politiques proposées sur ces inégalités. Par exemple, elles peuvent simuler l'évolution des inégalités si elles suppriment les exonérations de TVA ou si elles instaurent la gratuité des soins de santé.

2.5 OÙ TROUVER DES DONNÉES SUR LES INÉGALITÉS

Bien que les données sur les inégalités restent rares et sous-estiment souvent l'ampleur du phénomène, une amélioration a été constatée ces dernières années. Voici quelques-unes des meilleures sources :

1. La **Base de données mondiale sur les inégalités (World Inequality Database, WID)**, qui fournit ³²des estimations de la répartition des revenus et de la richesse pour tous les pays. Elle combine des données issues d'enquêtes, de sources fiscales et administratives. C'est là que vous trouverez des estimations concernant les 1 % les plus riches, les 10 % les plus riches, etc.
2. La **Base de données mondiale sur les inégalités de revenus (World Income Inequality Database) de l'UNU WIDER**, ³³ qui contient des données exhaustives sur les inégalités de revenus ; vous y trouverez également des estimations concernant les 1 % les plus riches, etc.
3. La **Plateforme sur la pauvreté et les inégalités (PIP) de la Banque mondiale**, qui fournit des données harmonisées d'enquêtes auprès des ménages sur la pauvreté et les inégalités de revenus, en particulier l'indice de Gini et les parts de revenus par décile.
4. Les **bases de données** ³⁵**de l'OCDE sur la répartition des revenus et des richesses**, qui contiennent des données sur la répartition des revenus et des richesses couvrant les États membres et quelques pays non membres de l'OCDE.
5. L'**Étude luxembourgeoise sur les revenus (Luxembourg Income Study)** ³⁶, qui contient la plus grande base de données sur les revenus, composée de micro données harmonisées couvrant plus d'un demi-siècle et environ 50 pays (à partir de 2026). Elle dispose également de micro données transnationales sur la richesse. Toutefois, l'accès à ses ensembles de données nécessite une inscription et peut s'avérer complexe pour les utilisateurs non initiés.
6. Les **instituts nationaux de statistique**, qui fournissent souvent des données sur les inégalités, notamment à partir d'enquêtes auprès des ménages dans les pays en développement. Ils travaillent souvent en partenariat avec la Banque mondiale dans votre pays.

CHAPITRE 3

LES REVENDICATIONS D'OXFAM EN MATIÈRE D'INÉGALITÉS



3. LES REVENDICATIONS D'OXFAM EN MATIÈRE D'INÉGALITÉS

BOÎTE À OUTILS SUR LES INÉGALITÉS :
GUIDE POUR AGIR EN FAVEUR DE LA
RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

3 LES REVENDICATIONS D'OXFAM EN MATIÈRE D'INÉGALITÉS

Oxfam estime que tous les pays, ainsi que notre société dans son ensemble, devraient être radicalement plus égalitaires, et que cela constitue le fondement absolu d'un avenir sûr et durable, fondé sur la solidarité, la dignité et la prospérité partagée pour tous. C'est ce que nous appelons « l'économie humaine ». Dans une économie humaine, les gouvernements se fixent pour objectif une réduction radicale des inégalités. L'État joue un rôle actif, bienveillant et compétent : il réglemente le secteur privé et le marché du travail, garantit des services publics universels, redistribue la richesse et les revenus grâce à une fiscalité progressive, et veille à ce que les économies servent les intérêts de la majorité. Il permet aux personnes de vivre et de s'épanouir dans le respect des limites de la planète. Dans une économie humaine, le pouvoir rend des comptes à la population.

3.1 PLANS NATIONAUX DE RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

Il sera impossible de mettre en place une économie humaine sans une réduction radicale et rapide des inégalités économiques.

Oxfam appelle tous les gouvernements à mettre en place des plans nationaux de réduction des inégalités (PNRI) réalistes et assortis d'échéances précises afin de parvenir à une réduction rapide. Tout comme les pays ont besoin de contributions déterminées au niveau national (CDN) pour respecter leurs engagements en matière de changement climatique au titre de l'Accord de Paris, ils devraient recourir aux PNRI pour honorer leur engagement en faveur d'une égalité bien plus grande. Les PNRI doivent être élaborés en collaboration entre les citoyens, la société civile, les gouvernements et les groupes parlementaires. Ils devraient identifier les niveaux actuels et cibles d'inégalité, et préciser le délai dans lequel la réduction peut être atteinte.

Nous recommandons que les PNRI visent des coefficients de Gini inférieurs à 0,3, seuil défini par la Banque mondiale comme synonyme de « faible inégalité », ³⁷et idéalement proches de 0,2, ainsi qu'un ratio de Palma inférieur ou égal à 1 (c'est-à-dire lorsque le revenu total des 10 % les plus riches ne dépasse pas le revenu total des 40 % les plus pauvres). Les PNRI devraient également élaborer et promouvoir de nouveaux indicateurs de progrès humain et de bien-être, au-delà de l'indicateur imparfait que constitue le PIB (voir encadré 2).

Pour y parvenir, il faut que les gouvernements s'attaquent aux causes systémiques des inégalités. Ils devraient mettre en œuvre des politiques telles que la taxation des plus riches (chapitre 6), la lutte contre la mainmise des élites sur les entreprises et la sphère politique (chapitre 4

), l'augmentation des salaires et la défense des droits des travailleurs (chapitre 7), ainsi que la mise à disposition de services publics gratuits et de qualité et d'une protection sociale pour tous (chapitre 5).

L'impact des politiques incluses dans les PNRI sur le coefficient de Gini et le ratio de Palma d'un pays doit faire l'objet d'un suivi annuel. Cela nécessite une véritable révolution dans le domaine des données sur les inégalités. Dans de nombreux pays, ces données sont fragmentaires et peu fiables, et tendent à sous-estimer l'ampleur des inégalités. Les gouvernements doivent donc investir dans des données de qualité et actualisées sur les inégalités, en combinant les enquêtes auprès des ménages avec les données administratives et fiscales. Ils doivent également ventiler d'autres données en fonction des revenus et de la richesse ; par exemple, les inégalités de revenus entre les hommes et les femmes, ou l'accès à l'éducation entre les plus pauvres et les plus riches.

ENCADRÉ 2 : ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE ET MESURE DES PROGRÈS AU-DELÀ DU PIB

À l'instar de nombreux autres acteurs, Oxfam plaide pour que l'on cesse de tout miser sur l'objectif fallacieux du PIB et que l'on mette en place de nouveaux indicateurs de progrès qui placent le bien-être humain et la santé de la planète au cœur des politiques publiques. Ces indicateurs doivent prendre en compte des contributions essentielles telles que le travail de soins sous-rémunéré et non rémunéré, qui est assuré de manière disproportionnée par les femmes et les personnes marginalisées.

“

On estime que les femmes consacrent chaque jour 12,5 milliards d'heures à des tâches de soins non rémunérées, ce qui représente une valeur ajoutée d'au moins 10 800 milliards de dollars US pour l'économie mondiale, soit trois fois la valeur financière du secteur des technologies à l'échelle mondiale.

Des sociétés plus égalitaires constituent la pierre angulaire pour aller au-delà du PIB et atteindre ces nouveaux objectifs de bien-être et d'épanouissement de la planète : il sera impossible de progresser dans ces domaines si nous ne rendons pas nos sociétés radicalement plus égalitaires sur le plan économique, et ce, rapidement.

3.2 ÉVALUER DES INÉGALITÉS DANS VOTRE PAYS

Il est essentiel de bien comprendre l'ampleur des inégalités économiques dans votre pays, et comment elles interagissent avec d'autres formes d'inégalités et les réalités vécues par les personnes.

Un audit rigoureux des inégalités au niveau national combine des données quantitatives – issues, par exemple, d'enquêtes auprès des ménages menées par des instituts nationaux de statistiques ou de bases de données mondiales telles que le WID – avec des données qualitatives qui permettent de comprendre comment les inégalités sont vécues et perçues.

Il devrait également constituer la base de votre **rapport sur les inégalités nationales** : un tableau complet de ce que signifie l'inégalité économique pour les habitants de votre pays et de ce qui peut être fait pour y remédier.

L'analyse devrait commencer par des questions concrètes permettant de cartographier à la fois les **conséquences** des inégalités – telles que les écarts de revenus, de santé, d'éducation et de participation civique – et les **facteurs** qui les perpétuent, notamment la fiscalité régressive, les coupes budgétaires dans les dépenses publiques, la dynamique du marché du travail, la mainmise des élites sur le pouvoir, l'influence des institutions financières internationales, les investisseurs étrangers fortunés et les discriminations croisées. Cette analyse combinée permet d'identifier les inégalités les plus urgentes ou les plus symboliques, les domaines où des changements politiques et de pouvoir sont les plus nécessaires pour faire évoluer la situation, ainsi que les opportunités politiques à saisir.^{38,39} Les différentes dimensions de l'inégalité peuvent être analysées de manière structurée en fonction des domaines de l'expérience vécue :⁴⁰

1. la vie et la santé ;
2. la sécurité physique et juridique ;
3. l'éducation et l'apprentissage ;
4. le travail et la sécurité financière ;
5. les conditions de vie ;
6. la participation et la prise de parole ; et
7. la vie sociale et familiale.

Ainsi, un audit des inégalités permet de cartographier les inégalités dans des domaines thématiques clés : salaires et travail, fiscalité, soins non rémunérés, foncier, climat et participation citoyenne. Il convient de commencer par un aperçu général, puis d'approfondir l'analyse là où les inégalités sont les plus marquées.⁴¹ La combinaison de données statistiques et de méthodes fondées sur l'expérience vécue, telles que les dialogues participatifs, les témoignages ou les tableaux de bord citoyens, garantira que le plaidoyer reflète les réalités des personnes, en veillant tout particulièrement à inclure les voix de celles et ceux qui sont les plus touchés par les inégalités et l'exclusion.⁴² Toutes les données doivent être ventilées par revenu, genre, âge, handicap et zone rurale/urbaine, et inclure des identités pertinentes au niveau local, telles que l'appartenance ethnique ou la caste. L'influence étant rarement linéaire ou statique, il est recommandé de réfléchir régulièrement aux approches d'influence et de les réévaluer.⁴³

CHAPITRE 4

LE POUVOIR CITOYEN ET LA LUTTE CONTRE LA MAINMISE DES ÉLITES



4 LE POUVOIR CITOYEN ET LA LUTTE CONTRE LA MAINMISE DES ÉLITES

Toute lutte pour l'égalité est une lutte pour le pouvoir : pour le droit d'être entendu, de participer et d'influencer les décisions qui affectent nos vies. Les inégalités s'accroissent lorsque le pouvoir est accaparé par les élites, que l'espace civique est restreint et que les plus démunis sont exclus des processus décisionnels. Lorsque quelques personnes contrôlent les règles, la démocratie s'affaiblit, la confiance s'effondre et les divisions s'accroissent.⁴⁴ Lorsque les citoyens s'organisent, participent et exigent des comptes, les inégalités peuvent être éradiquées.

Ce chapitre explore la manière dont le pouvoir est accaparé et comment il peut être reconquis en protégeant l'espace civique, en s'opposant à l'influence des élites et en amplifiant la voix des citoyens dans la prise de décision.

- Cela nécessite de mettre en œuvre des stratégies d'influence qui renforcent le pouvoir des citoyens à façonner les politiques et les pratiques, et garantissent la synergie entre la gouvernance et la défense de la justice économique. Concrètement, cela peut se traduire :
- élaborer des campagnes en faveur de la redistribution des richesses et du pouvoir ;
- plaider pour que les gouvernements mettent en œuvre des mécanismes participatifs d'élaboration des politiques ; et/ou
- soutenir les mouvements de femmes, de jeunes et les mouvements populaires.

4.1 QUELS SONT LES PROBLÈMES AUXQUELS NOUS DEVONS FAIRE FACE ?

L'espace civique est la cible d'attaques constantes, alors que plus des deux tiers de la population mondiale vivent dans des pays où les libertés fondamentales d'association, de réunion et d'expression sont restreintes.⁴⁵

Les gouvernements et les élites ont de plus en plus recours à des lois restrictives envers les ONG, à des poursuites judiciaires stratégiques visant à entraver la participation citoyenne, à la surveillance, au contrôle numérique, à des stratégies de communication et à la répression pour délégitimer la société civile, étouffer la dissidence et affaiblir la capacité des citoyens à demander des comptes au pouvoir.⁴⁶ Ces restrictions ciblent de manière disproportionnée ceux qui plaident en faveur de politiques plus inclusives et redistributives, ainsi que les personnes les plus touchées par l'injustice, comme les défenseurs de l'environnement et des droits fonciers, les militantes des droits des femmes, les communautés autochtones et d'autres groupes marginalisés.⁴⁷

L'espace civique numérique est lui aussi menacé. Les gouvernements ont de plus en plus recours aux coupures d'internet et à la censure, réduisant au silence la dissidence et restreignant les droits fondamentaux en ligne ; 283 incidents ont été signalés dans 39 pays en 2023.⁴⁸ Les algorithmes opaques des principales plateformes appartenant à des milliardaires amplifient la désinformation et les discours dangereux, les femmes dirigeantes et les militants issus des minorités étant souvent la cible d'abus en ligne, ce qui porte atteinte à leur capacité à participer à la vie citoyenne.⁴⁹

L'accroissement des inégalités alimente la mainmise politique. Les données provenant de 136 pays indiquent que la répartition des ressources économiques s'accompagne d'une répartition de plus en plus inégale du pouvoir politique.⁵⁰ Dans les contextes de fortes inégalités, les plus riches disposent d'une influence politique excessive pour orienter les politiques et les débats, tandis que les personnes confrontées à la pauvreté et à la discrimination rencontrent davantage d'obstacles à leur participation. L'extrême richesse peut conférer une influence démesurée sur les règles et les institutions par le biais du lobbying, du financement des campagnes électorales et de la possession des médias. La richesse permet également d'acquérir une influence en ligne démesurée, les monopoles technologiques concentrant richesse et pouvoir dans la sphère numérique.⁵¹

L'incapacité des États à respecter leurs contrats sociaux entraîne une perte de confiance du public dans les institutions et la promesse de progrès.⁵² Lorsque les gouvernements sous-financent les services publics, négligent la fiscalité équitable ou laissent l'élaboration des politiques aux mains des entreprises, la confiance des citoyens dans la démocratie s'effondre.⁵³ Partout en Afrique, la concentration croissante des richesses, conjuguée à un faible engagement en faveur de politiques de redistribution, laisse les populations convaincues que l'État sert avant tout les élites.⁵⁴ La confiance dans les institutions politiques en Afrique a diminué, le mécontentement étant lié à la perception qu'ont les citoyens des inégalités en matière de conditions de vie, de gouvernance et de corruption.⁵⁵

Les personnes les plus durement touchées par les inégalités sont souvent les moins représentées dans les décisions qui impactent leur vie. Les personnes aux ressources limitées sont confrontées à des obstacles structurels, tels que l'absence de papiers d'identité, la discrimination de genre ou les préjugés raciaux. Dans les pays à faible revenu, 45 % des personnes appartenant au quintile le plus pauvre ne possèdent pas de pièce d'identité, ce qui est souvent une condition requise pour voter.⁵⁶ Environ 45 % des femmes dans ces pays n'ont pas de pièce d'identité, contre 30 % des hommes.⁵⁷ Les disparités en matière de représentation sont également criantes. Au Brésil, en 2020, par exemple,

4. LE POUVOIR CITOYEN ET LA LUTTE CONTRE LA MAINMISE DES ÉLITES

BOÎTE À OUTILS SUR LES INÉGALITÉS :
GUIDE POUR AGIR EN FAVEUR DE LA
RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

seulement 16 % des conseillers municipaux étaient des femmes. Les femmes noires – qui représentent plus d'un quart de la population – n'occupaient que 2,5 % des sièges à la Chambre des députés.⁵⁸

4.2 QUELS CHANGEMENTS EXIGEONS-NOUS ?

Lutter contre les inégalités extrêmes exige une action délibérée et concertée pour limiter la mainmise des élites sur le pouvoir, protéger et défendre les droits fondamentaux, garantir l'accès à l'information et élargir la participation afin que les citoyens puissent façonner les règles qui régissent leur vie. Parmi les changements nécessaires, citons :

- **Les gouvernements doivent s'attaquer aux liens structurels entre la richesse et la politique.** Cela implique de donner la priorité aux registres de lobbying, aux règles relatives aux conflits d'intérêts et aux délais de carence, ainsi qu'aux organismes de contrôle indépendants qui garantissent la responsabilité. Cela implique également de réglementer le lobbying et le financement des campagnes électorales, d'appliquer la politique de concurrence pour démanteler les monopoles, et de mettre fin aux liens de copinage entre les élites politiques et les grandes entreprises.
- **Les gouvernements doivent garantir les trois principes non négociables de l'espace civique :** la liberté d'association, de réunion et d'expression. Ils doivent également protéger les défenseurs des droits humains, les militants, les journalistes, les syndicalistes et les lanceurs d'alerte contre l'intimidation, le harcèlement et les représailles.
- **Les gouvernements doivent lutter activement contre la discrimination et l'exclusion qui limitent la participation égalitaire à la vie publique,** en particulier pour les femmes et les autres groupes marginalisés. Cela implique notamment de garantir un espace civique numérique sûr, inclusif et fondé sur les droits, ainsi que de mettre en place des mécanismes permettant de surveiller et de rendre compte de l'état de l'espace civique et de la participation.
- **Les gouvernements doivent adopter et appliquer des lois sur la liberté d'information, publier des données budgétaires ouvertes** et institutionnaliser des mécanismes participatifs permettant aux citoyens de suivre les flux financiers et de demander des comptes aux décideurs. Sans cette transparence et cet accès à l'information, les citoyens ne peuvent ni influencer ni améliorer leurs conditions de vie, et la voix des groupes marginalisés reste inaudible.
- **Les gouvernements doivent investir dans des mécanismes participatifs d'élaboration des politiques** en accordant aux titulaires de droits – en particulier aux groupes marginalisés et à ceux confrontés à la pauvreté et à la discrimination – une place à la table des décisions. Nous savons que des réformes progressistes sont possibles avec une volonté politique suffisante (voir **encadré 3**).

• **Les organisations de la société civile doivent également agir pour renforcer le pouvoir du peuple.** Cela implique de forger de larges alliances et de collaborer à des campagnes qui s'attaquent aux causes profondes des inégalités. Cela signifie également de faciliter l'accès des groupes exclus aux processus décisionnels, de protéger l'espace civique là où les défenseurs des droits sont confrontés à des menaces ou à des restrictions, et d'investir à long terme dans les mouvements de femmes, de jeunes et locaux, en particulier là où l'espace civique est le plus restreint.

Ensemble, ces mesures peuvent rééquilibrer les rapports de force, protéger la participation démocratique et garantir que les gouvernements servent l'intérêt général plutôt que celui d'une minorité de privilégiés. Pour lutter efficacement contre les inégalités, ces efforts doivent s'accompagner de stratégies visant à promouvoir des changements politiques progressistes sur les autres enjeux stratégiques abordés dans **les chapitres 5 à 9**. Un rééquilibrage des rapports de force est essentiel pour bâtir un monde plus juste, plus égalitaire et plus durable, fondé sur la voix du plus grand nombre.

ENCADRÉ 3 : PARTICIPATION À L'ACTION ⁵⁹

En Amérique latine, des mécanismes délibératifs et participatifs ont été mis en place afin d'associer des millions de citoyens et d'organisations de la société civile à l'élaboration des politiques publiques. Au Brésil, par exemple, les Conférences nationales de politique publique organisées entre 2003 et 2010 ont permis à plus de 7 millions de personnes de participer à l'élaboration de la législation nationale, en mettant particulièrement l'accent sur les droits des minorités et les politiques de redistribution.

En Australie, les avancées en matière de traités et la signature du premier traité avec les Premières Nations de l'État de Victoria progressent et laissent entrevoir l'espoir d'une plus grande autonomie, d'une meilleure protection des droits et d'une réduction des inégalités économiques et sociales.

En Inde, les quotas politiques réservés aux castes et tribus répertoriées et à d'autres groupes marginalisés ont permis aux communautés pauvres et socialement exclues d'accéder à une représentation législative et de militer en faveur de politiques de redistribution.

Source : A. Maitland, A. Taneja, A. Kamande, C. Brown Solá, H. Bignell, M. Lawson et R. Møller Stahl. (2026). *Résister au pouvoir des ultra-riches : protéger la liberté contre le pouvoir des milliardaires*. Oxfam. <https://www.oxfamamerica.org/explore/research-publications/resisting-the-rule-of-the-rich/>

CHAPITRE 5

LE POUVOIR DES SERVICES PUBLICS



5 LE POUVOIR DES SERVICES PUBLICS

Des services publics universels de qualité sont essentiels à toute réduction efficace des inégalités économiques. Tous les plans nationaux de réduction des inégalités doivent en faire un axe central de priorités. Ils transforment radicalement la vie des citoyens, et en particulier celle des femmes et des groupes marginalisés. Ils sont indispensables pour réduire le travail de soins mal rémunéré ou sous-payé. En bref, ils constituent l'un des outils les plus puissants dont disposent les gouvernements pour lutter contre les inégalités et sont essentiels à la construction d'une économie plus humaine (voir **chapitre 3**).⁶⁰ Non seulement **les services publics permettent de réduire les écarts de revenus, mais ils améliorent également la mobilité sociale et élargissent les perspectives d'avenir. Ils contribuent ainsi à atténuer les désavantages qui renforcent les inégalités d'une génération à l'autre.**

L'Indice d'engagement pour la réduction des inégalités (ERI) d'Oxfam montre que les services publics universels réduisent les inégalités de plus de moitié dans de nombreux pays.⁶¹ Si tout le monde en bénéficie, les plus pauvres en profitent davantage car les transferts en nature peuvent représenter la part la plus importante de leurs revenus.⁶²

Par exemple, en Thaïlande, la couverture de santé universelle a protégé des millions de personnes de la pauvreté en réduisant considérablement les dépenses de santé à la charge des ménages, passant de 34 % en 2000 à moins de 10 % en 2023 ; ce qui a permis de réduire les inégalités économiques dans le pays.⁶³ En Éthiopie, l'expansion du système éducatif a permis à 15 millions d'enfants supplémentaires d'accéder à l'éducation entre 2005 et 2015 ;⁶⁴ en Uruguay, le système national de soins a fait progresser l'égalité des sexes ;⁶⁵ et en Afrique du Sud, le système de retraite universel, ainsi qu'au Brésil, le programme Bolsa Família, ont démontré leur capacité à réduire considérablement la pauvreté et les inégalités.⁶⁶

Cependant, dans la réalité, l'impact des services publics est bien plus faible qu'il ne pourrait l'être dans de nombreux pays à faibles revenus, en raison d'un faible niveau d'investissement et d'une couverture inégale.⁶⁷ Des décennies d'austérité, d'endettement et de politiques néolibérales telles que la privatisation ont privé les services publics de leurs moyens d'investissement et confié des fonctions essentielles à des intérêts privés motivés par la recherche du profit. Reconstruire les services publics et les investissements publics est un impératif à la fois économique et démocratique. Les marchés ne peuvent garantir l'égalité. Seul un État actif, solidaire et compétent, fondé sur les droits et la participation des citoyens, peut assurer que les ressources publiques servent l'humanité et la planète plutôt que le profit.

Ce chapitre examine comment le pouvoir des services publics, de la protection sociale et des services d'aide à la personne visant à réduire les inégalités est mis à mal, et comment contrer cette tendance. Pour cela, nous devons nous demander qui tire profit du statu quo actuel et élaborer des stratégies d'influence qui y remédient. Concrètement, cela pourrait signifier :

- mener des campagnes pour s'opposer à la privatisation et dénoncer ceux qui cherchent à tirer profit de l'affaiblissement des services publics ; et
- plaider en faveur d'un accroissement des investissements publics et de politiques garantissant le respect des droits des personnes pauvres, en particulier des femmes, des personnes issues de minorités ethniques et de groupes marginalisés.

5.1 QUELS SONT LES PROBLÈMES AUXQUELS NOUS DEVONS FAIRE FACE ?

Malgré leur capacité avérée à lutter contre les inégalités, les services publics et la protection sociale restent systématiquement sous-financés et font l'objet d'attaques de plus en plus fréquentes. Le ERI a constaté que 138 pays sur 164 ont réduit la part budgétaire consacrée à l'éducation, à la santé ou à la protection sociale entre 2022 et 2024.

⁶⁸Ces coupes budgétaires relevaient de choix politiques délibérés visant à affaiblir le pouvoir de redistribution de l'État. L'endettement et l'austérité aggravent le problème, entraînant des coupes budgétaires massives, tandis que la richesse extrême des plus fortunés ne cesse de croître.

Lorsque les services font défaut, sont sous-financés ou pris en otage par les intérêts des plus riches, ils peuvent aggraver les inégalités. Par exemple, les enfants vivant dans la pauvreté dans les pays du Sud ont sept fois moins de chances de terminer leurs études secondaires que leurs camarades plus aisés.⁶⁹ Cela montre à quel point les systèmes éducatifs reproduisent souvent les privilèges au lieu de les démanteler. Une situation similaire touche les infrastructures : des millions de personnes n'ont pas accès aux infrastructures énergétiques, au logement, aux transports et au numérique à un coût abordable. Lorsqu'elles sont conçues dans une optique de profit, les communautés rurales, les femmes et les personnes en situation de handicap sont exclues des opportunités.⁷⁰

Le sous-investissement dans le domaine de la santé, de la garde d'enfants, de l'approvisionnement en eau et des soins aux personnes âgées oblige les femmes à prendre le relais, ce qui limite leurs opportunités et aggrave les inégalités.⁷¹

Les tâches de soins sous-rémunérées ou non rémunérées constituent un problème majeur. À l'échelle mondiale, les femmes effectuent plus des trois quarts des tâches de soins non rémunérées, et ce sont les femmes les plus pauvres qui supportent la charge la plus lourde, que ce soit au sein de leur propre foyer, en tant que soignantes mal rémunérées au service d'autrui, ou les deux.

Les ressources publiques et l'aide sont détournées vers des prestataires privés. Dans les pays à revenus faibles et intermédiaires, Oxfam a découvert que de nombreux hôpitaux à but lucratif – soutenus par la Banque mondiale et d'autres bailleurs de fonds – exploitent les patients et plongent les familles dans la pauvreté ou dans des difficultés financières.⁷² Dans le domaine de l'éducation, plus d'un cinquième des projets de la Banque mondiale entre 2013 et 2018 ont soutenu l'expansion du secteur privé plutôt que le renforcement des systèmes publics.⁷³ Cela aggrave les inégalités au lieu de les réduire, en particulier dans des contextes sous-réglémentés ou faiblement réglémentés. La santé et l'éducation cessent ainsi d'être des droits pour devenir des biens accessibles uniquement à ceux qui en ont les moyens.

Les concentrations extrêmes de revenus et de richesse déterminent la manière dont les services sont financés, dispensés et rendus accessibles, ce qui les rend souvent davantage accessibles aux plus aisés, au détriment de la qualité des services pour tous.⁷⁴ Par exemple, la privatisation et la commercialisation permettent aux plus aisés d'acheter des services, tandis que les plus pauvres sont laissés pour compte. Chaque seconde, 60 personnes sont plongées dans la pauvreté ou dans une situation de détresse en raison de frais de santé catastrophiques à leur charge – des coûts qui n'existeraient tout simplement pas si les services de santé étaient gratuits, universels et fournis par le secteur public.⁷⁵

5.2 QUELS CHANGEMENTS EXIGEONS-NOUS ?

Les gouvernements doivent réaffirmer le rôle des services publics en tant que pilier de l'égalité.

Pour tirer pleinement parti de leur effet égalisateur, les gouvernements doivent garantir l'accès à la santé, à l'éducation, à la protection sociale et aux soins comme des droits universels, dispensés gratuitement au moment de leur utilisation. Pour y parvenir, les changements que nous attendons des États sont les suivants :⁷⁶

- **Garantir des services publics universels et de qualité.**

Assurer la gratuité ou l'accessibilité des services essentiels et des biens publics tels que des soins de santé de qualité, l'éducation, les services d'aide à la personne, la sécurité publique, la sécurité alimentaire et la protection sociale pour tous. Les gouvernements devraient envisager la mise en place de monopoles publics ou d'options publiques dans les secteurs sujets à la concentration des entreprises, susceptibles de générer d'importantes externalités ou essentiels pour renforcer l'égalité et favoriser une transition juste.

- **Financer les services publics de manière adéquate et équitable grâce aux fonds publics.**

Ils doivent mettre en œuvre des plans nationaux pour assurer un financement suffisant des services publics, notamment en s'engageant à consacrer au moins 15 % des dépenses publiques à la santé et 20 % à l'éducation. Ils doivent veiller à ce que ces dépenses contribuent au maximum aux progrès vers la couverture universelle et bénéficient en priorité aux plus démunis. Cela implique d'élargir la marge de manœuvre budgétaire grâce à une fiscalité progressive sur la fortune, les revenus et les bénéfices des entreprises, ainsi qu'en endiguant les flux financiers illicites. Il est également nécessaire de donner la priorité à l'annulation et à la restructuration de la dette afin que les services publics ne soient pas écrasés par les remboursements.

- **Élaborer des plans visant à lutter contre les inégalités dans la prestation des services publics.**

Les services publics doivent être conçus pour réduire ces inégalités. Cela commence par garantir la disponibilité de données désagrégées, mais implique également un engagement formel à suivre la prestation de services, l'accès à ces services et leurs résultats afin d'identifier et de corriger les inégalités persistantes.

- **Investir dans le personnel des services publics.** Les enseignants, les infirmières, les agents d'entretien, les cliniciens constituent l'épine dorsale des services publics. Ils sont aussi majoritairement des femmes : les services publics sont souvent le seul secteur de l'économie où elles sont majoritaires. Il est essentiel de recruter et/ou de former un nombre suffisant d'agents compétents, qualifiés, motivés et bénéficiant d'un soutien adéquat pour assurer des services de qualité. Ils doivent se voir garantir une rémunération décente, des contrats stables, une représentation et une protection sociale.
- **Investir dans des infrastructures publiques inclusives.** Les transports, l'énergie, le logement, l'eau et la connectivité numérique doivent permettre d'améliorer l'accès aux moyens de subsistance, aux soins et aux opportunités. Les infrastructures doivent être publiques ou efficacement réglementées, abordables, accessibles et conformes aux objectifs d'égalité entre les sexes, d'inclusion des personnes en situation de handicap et de justice climatique.
- **Il est essentiel de reconnaître, de réduire et de redistribuer le travail de soins non rémunéré.** Les gouvernements devraient adopter des politiques de genre et investir dans la garde d'enfants, les soins aux personnes âgées et la santé. Chacun doit remettre en question les normes racistes, coloniales, sexistes, extractives et exploiteuses qui font peser les responsabilités de soins sur les femmes, les filles, les personnes non binaires, les migrants et les communautés racisées. Il est impératif de garantir que les soins soient reconnus comme un droit fondamental, un bien public et une responsabilité collective.
- **Mettre fin aux privatisations nuisibles.** Il est impératif de mettre un terme à des décennies de financiarisation qui ont transformé les biens publics en sources de revenus. Cela implique de mettre fin aux partenariats public-privé qui privilégient le rendement des investisseurs au détriment de l'équité, et de réorienter les financements vers la construction de systèmes publics robustes. Tout acteur privé actif dans ces secteurs devrait être géré dans l'intérêt public et, dans la mesure du possible, appartenir au secteur public.
- **Aligner la finance internationale sur les objectifs d'équité.** La Banque mondiale, le FMI et les autres acteurs internationaux doivent cesser de promouvoir l'austérité et la privatisation, et aligner tous leurs programmes, conseils politiques et financements sur l'objectif de réduction des inégalités et de renforcement des services publics.

5.3 SOURCES DES DONNÉES

- De nombreuses [enquêtes démographiques et de santé \(EDS\)](#) contiennent des données précieuses sur l'accès à l'éducation, aux soins de santé, etc. (ou sur les résultats obtenus dans ces domaines), ventilées par revenu, sexe, zone géographique, etc. Ces documents sont extrêmement utiles. Ils permettent, par exemple, de montrer que les filles issues de familles pauvres en milieu rural ont beaucoup moins de chances d'aller au lycée que les garçons issus de familles aisées en milieu urbain.
- Les études [du CEQ \(Commitment to Equity\)](#) fournissent une analyse détaillée de l'impact des dépenses en matière d'éducation, de santé et de protection sociale sur les inégalités dans de nombreux pays.⁷⁷ Ces études sont particulièrement pertinentes car elles démontrent l'impact direct de la fiscalité, de la protection sociale, de l'éducation et de la santé sur le coefficient de Gini ; elles peuvent par exemple démontrer comment la gratuité de l'enseignement réduit considérablement les inégalités économiques. Dans certains pays, la Banque mondiale a également réalisé des études similaires, en collaboration avec le CEQ ; vous pouvez les demander et les obtenir.
- [Indicateur du développement mondial \(IDM\)](#) de la Banque mondiale dispose d'un vaste ensemble de données mondiales couvrant divers indicateurs.⁷⁸
- Le FMI collecte des données sur les dépenses publiques et des projections à cinq ans dans ses [bases de données des « Perspectives de l'économie mondiale »](#).⁷⁹ Le Fonds publie également des données [sur l'indice d'inégalité entre les sexes](#) pour de nombreux pays.⁸⁰
- Des ensembles de données sur l'éducation, couvrant de multiples indicateurs, sont accessibles auprès de [l'Institut de statistique de l'UNESCO](#).⁸¹ La [Base de données mondiale](#) de l'UNESCO [sur les inégalités dans l'éducation](#) est également une source utile.⁸²
- L'Organisation mondiale de la santé met à disposition un [répertoire de données sur les inégalités en matière de santé](#).⁸³
- L'Organisation internationale du travail (OIT) est une bonne source de [statistiques sur la protection sociale](#).
- L'[OCDE](#) fournit des données sur divers indicateurs à ses États membres.⁸⁴

CHAPITRE 6

FINANCEMENT PROGRESSIF



6 FINANCEMENT PROGRESSIF

Des milliers de milliards de dollars sont nécessaires de toute urgence pour lutter contre la pauvreté, les inégalités et les crises climatiques actuelles.⁸⁵ **Avec une volonté politique suffisante, les gouvernements pourraient lever les sommes colossales requises et s'attaquer aux inégalités extrêmes grâce à des mesures progressives de collecte de fonds.** Leur incapacité à agir en ce sens fait que ce sont les pays les plus pauvres, les plus démunis et la classe ouvrière qui subissent de plein fouet crise après crise, tandis que les super-riches accumulent toujours plus de richesses.

LA FISCALITÉ – LA SOURCE LA PLUS VITALE DE FINANCEMENT PROGRESSIF

La fiscalité progressive est absolument indispensable à la réussite des plans nationaux de réduction des inégalités. Il peut réduire les inégalités économiques de deux manières principales :

1. Elle réduit directement les inégalités économiques lorsque les plus riches paient plus d'impôts que ceux qui ont moins, réduisant ainsi l'écart entre les deux groupes ;
2. Elle peut alors réduire encore davantage les inégalités économiques si les recettes générées sont davantage consacrées à aider les plus démunis, par exemple si elles sont affectées à la protection sociale, l'éducation ou la santé.

À l'inverse, la manière dont les impôts sont prélevés peut au contraire accroître les inégalités – lorsque les plus pauvres paient une part plus importante d'impôts que les riches. C'est particulièrement vrai avec la TVA, par exemple, qui constitue un moyen courant pour les gouvernements de générer des recettes fiscales.

Au cours des dernières décennies, le montant des impôts payés par les plus riches dans le monde et dans de nombreux pays n'a cessé de diminuer, tout comme celui payé par les entreprises. Cela nuit directement aux efforts visant à réduire les inégalités.

Pour changer cette situation et garantir que les plus riches paient leur juste part en faveur d'un monde plus égalitaire, il faut mettre en œuvre des stratégies visant à remettre en cause le pouvoir des super-riches et la complicité des gouvernements. Concrètement, cela pourrait signifier :

- Mener des campagnes pour taxer davantage les riches et les entreprises
- Lutter contre l'évasion fiscale des riches et des entreprises
- Élaboration de stratégies de plaidoyer pour s'opposer aux politiques fiscales régressives telles que la TVA

6.1 QUELS SONT LES PROBLÈMES AUXQUELS NOUS DEVONS FAIRE FACE ?

La politique économique néolibérale a permis à des particuliers et à des entreprises extrêmement riches de s'en tirer en ne versant qu'une contribution fiscale minime, tout en faisant peser la charge fiscale sur les épaules des plus démunis. Les taux d'imposition des plus riches sont en baisse depuis les années 1980, y compris les taux les plus élevés de l'impôt sur le revenu des particuliers et des droits de succession, ainsi que les impôts sur les dividendes et les bénéfices des entreprises.⁸⁶ À titre d'exemple, en Amérique latine, le taux marginal d'imposition moyen sur les revenus les plus élevés est passé de 51 % au début des années 1980 à moins de 27 % en 2015.⁸⁷ Parallèlement, les gouvernements ont augmenté les impôts des plus pauvres, notamment par le biais de taxes régressives sur la consommation comme la TVA, qui pénalisent les personnes vivant dans la pauvreté car elles consacrent l'essentiel de leurs revenus à des biens de première nécessité comme l'alimentation. En tant que principales responsables des soins aux personnes, les femmes sont particulièrement touchées par la hausse des taxes sur les biens et services essentiels.

Aujourd'hui, l'impôt sur le revenu des particuliers et les taxes à la consommation, comme la TVA, représentent plus de 80 % des recettes fiscales totales ; l'impôt sur les sociétés contribue à hauteur d'environ 14 %, et celui sur la fortune à peine à 4 %.⁸⁸ La moitié des milliardaires de la planète vivent dans des pays où il n'y a pas de droits de succession, ce qui contribue à maintenir une grande richesse au sein de leurs familles.⁸⁹

ENCADRÉ 4 : UN CERCLE VICIEUX DE FISCALITÉ RÉGRESSIVE ET DE MAINMISE POLITIQUE

L'accès privilégié des ultra-riches au pouvoir décisionnel et, leur influence sur celui-ci, leur permettent de bloquer toute réforme fiscale progressiste qui redistribuerait le pouvoir et l'argent. Par exemple, en Amérique latine, malgré d'importants besoins de recettes à la suite des programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale dans les années 1980 et au début des années 1990, certains responsables gouvernementaux qui bénéficiaient de relations étroites avec de grandes entreprises ont bloqué les réformes fiscales progressistes.

Les ultra-riches ont également la capacité de contrôler le discours dominant et de diffuser de la désinformation. Le Tax Justice Network a constaté qu'en 2024, face à la pression croissante de l'opinion publique en faveur d'une taxation des plus fortunés, on recensait 30 articles par jour sur un « exode inexistant » de millionnaires hors du Royaume-Uni.

⁹⁰Les trois quarts du tirage des journaux britanniques sont contrôlés par quatre familles ultra-riches.⁹¹

Source : A. Maitland, A. Taneja, A. Kamande, C. Brown Solá, H. Bignell, M. Lawson et R. Møller Stahl. (2026).

Résister au pouvoir des ultra-riches : protéger la liberté contre le pouvoir des milliardaires. Oxfam.

<https://policy-practice.oxfam.org/resources/resisting-the-rule-of-the-rich-621776/>

Le système fiscal défaillant a contribué à appauvrir les gouvernements les plus pauvres. Par exemple, les pertes fiscales de 47 milliards de dollars américains subies par les pays à faible revenu en raison de la fraude fiscale mondiale représentent 49 % de leurs budgets de santé publique.⁹²

De nombreux pays du Sud sont confrontés à de graves crises de la dette, les empêchant d'investir dans la lutte contre les inégalités, la pauvreté et la faim. Entre 1970 et 2023, les gouvernements du Sud ont versé 3 300 milliards de dollars d'intérêts à des créanciers du Nord.⁹³ La CNUCED indique que 3,4 milliards de personnes vivent dans des pays qui consacrent davantage de ressources au paiement des intérêts de la dette qu'à l'éducation ou à la santé.⁹⁴ La majeure partie de cette dette est contractée auprès de créanciers privés, principalement des personnes fortunées.⁹⁵ Il est désormais urgent de mettre en place un allègement global de la dette afin de créer une marge de manœuvre budgétaire pour l'investissement public.

La majeure partie de la dette des pays à faible revenu a été contractée auprès de créanciers étrangers (principalement basés dans les pays du Nord), mais une part importante et croissante est désormais due à des créanciers nationaux. Les gouvernements paient des taux d'intérêt très élevés et contraignent parfois les banques, les compagnies d'assurance et les fonds de pension nationaux à acheter leurs obligations, ce qui détourne l'épargne nationale des investissements du secteur privé.

Même lorsqu'un gouvernement fait défaut sur sa dette extérieure, il hésite à faire défaut sur sa dette intérieure par crainte de faire s'effondrer l'ensemble du secteur financier national et de déclencher une dépression de longue durée. Cette situation, combinée au poids élevé des intérêts, crée un cercle vicieux de « trop gros pour faire faillite » qui alimente l'augmentation de la dette intérieure.

Parallèlement, les plus riches ainsi que les détenteurs de fonds de pension (une minorité de la population dans les pays à faible revenu) profitent des taux d'intérêt élevés au détriment des contribuables et des usagers des services publics. La crise de la dette a donc un impact à la fois sur les inégalités Nord-Sud et sur les inégalités au sein même des pays du Sud.

Face au poids écrasant du service de la dette, **les finances publiques des gouvernements en difficulté ont été encore davantage affectées par les mesures d'austérité** imposées depuis des décennies par de puissantes institutions financières mondiales. Une étude menée par Oxfam sur un groupe de pays pauvres a révélé que, pour chaque dollar que le FMI les encourageait à dépenser en biens publics entre 2020 et 2021, il leur demandait de réduire leurs dépenses quatre fois plus par le biais de mesures d'austérité.⁹⁶

Pendant ce temps, **les pays riches manquent à leurs responsabilités en matière de développement et de financement de la lutte contre le changement climatique,** invoquant un manque de moyens financiers, tout en modifiant les règles pour pouvoir faire passer leurs propres intérêts avant ceux des pays bénéficiaires. Bien qu'ils se soient engagés à consacrer 0,7 % de leur RNB à l'aide, les donateurs ont sous-financé leurs engagements à hauteur d'au moins 7 200 milliards de dollars américains entre 1970 et 2023. La hausse constante de l'aide observée au cours des deux dernières décennies s'est inversée ces dernières années, les principaux donateurs ayant procédé à d'importantes réductions, ramenant le niveau de l'aide publique au développement (APD) mondiale au niveau de 2014.⁹⁷ Les donateurs consacrent de plus en plus l'aide à leurs propres intérêts nationaux et géopolitiques (par exemple, la compétitivité, la sécurité, les migrations) plutôt qu'à la lutte contre la pauvreté et les inégalités.⁹⁸

Un processus multilatéral a défini, au cours des deux dernières décennies, des principes utiles en matière d'efficacité de l'aide. Cependant, les progrès réalisés à cet égard ont été lents et inégaux, et connaissent aujourd'hui un recul, en raison de la faiblesse des mécanismes de responsabilisation contrôlés par les donateurs.

Les promesses de financement de la lutte contre le changement climatique sont lamentablement insuffisantes – et ont systématiquement été non respectées. Or, ces transferts internationaux relèvent de la justice, et non de la charité : les pays riches ont acquis leur position grâce à l'exploitation du Sud, ainsi qu'à une extraction excessive de ressources et à des émissions excessives de gaz à effet de serre. Ce sont eux qui portent la plus grande responsabilité dans les impacts climatiques, tandis que les pays les plus pauvres sont laissés à eux-mêmes pour en subir les conséquences.⁹⁹

6.2 QUELS CHANGEMENTS EXIGEONS-NOUS ?

Pour lutter contre les inégalités extrêmes, il faut une action délibérée des gouvernements visant à redistribuer les ressources économiques et à accroître considérablement les investissements destinés à résoudre les problèmes sociaux et environnementaux les plus urgents de la planète. Cela implique de rétablir la fiscalité progressive comme l'un des fondements d'un avenir plus équitable et plus durable. Cela nécessite également un accord mondial visant à augmenter les impôts des 1 % les plus riches – et pas seulement des milliardaires – à des taux suffisamment élevés pour réduire les inégalités, ainsi qu'une action coordonnée pour endiguer les flux financiers illicites qui permettent aux plus riches d'échapper à leurs obligations fiscales. Les changements dont nous avons besoin incluent :

LA FISCALITÉ PROGRESSIVE

- **Améliorer la progressivité fiscale et imposer les revenus et la fortune du 1 % le plus riche à des taux suffisamment élevés pour réduire drastiquement les inégalités.** Par exemple, l'impôt sur le revenu des personnes physiques devrait être rendu fortement progressif, et les plus-values – revenus provenant d'actions, de parts sociales, de loyers et d'autres sources dont dépendent de manière démesurée les riches – devraient être imposées à des taux au moins aussi élevés que ceux applicables aux revenus du travail, et de préférence supérieurs. La fortune devrait être imposée par le biais d'impôts fonciers progressifs, d'impôts sur les héritages importants et d'un impôt sur la fortune nette qui s'applique aux fortunes des plus riches.
- **Augmenter les impôts sur les profits des entreprises et veiller à ce que les profits excédentaires soient imposés à des taux plus élevés.**
- **Supprimer les exonérations fiscales et les incitations qui profitent principalement aux plus riches et aux entreprises,** tout en veillant à ce que les produits de première nécessité, tels que les denrées alimentaires, soient exonérés ou soumis à un taux zéro de la taxe sur la consommation, telle que la TVA.
- **Donner aux administrations fiscales les moyens de suivre la fortune des personnes et des entreprises les plus riches.** Cela implique d'améliorer la transparence sur les véritables propriétaires des entreprises, des biens immobiliers et d'autres actifs, et d'accroître la transparence des données financières clés des multinationales dans chaque pays où elles opèrent. Il faut investir dans les administrations fiscales pour leur fournir les ressources nécessaires et mettre en place des services fiscaux dédiés, chargés de l'imposition des particuliers fortunés.
- **Soutenir l'action internationale en faveur d'une imposition efficace des multinationales et des particuliers très fortunés,** notamment par le biais d'une convention-cadre ambitieuse et exhaustive des Nations unies ainsi que par d'autres initiatives.

AIDE ET DETTE

- **Un engagement et des actions internationales sont nécessaires pour annuler les dettes insoutenables dans les pays du Sud.** Cela nécessitera de repenser notre approche de l'architecture internationale de la dette. Une convention-cadre des Nations unies sur la dette souveraine devrait rééquilibrer les rapports de force entre débiteurs et créanciers lors des restructurations de dette, conférer une force juridique aux accords multilatéraux de restructuration de la dette afin de garantir que les créanciers privés accordent eux aussi un allègement de la dette, et veiller à ce que la dette ne s'accumule pas à nouveau jusqu'à atteindre des niveaux insoutenables.
- **Le Cadre commun (l'initiative actuelle d'allègement de la dette lancée par le G20) doit être réformé pour générer un allègement de la dette plus important ¹⁰⁰ et plus rapide ¹⁰¹.**
- **Augmenter l'aide à 0,7 % du RNB des donateurs.**
- **Réformer la gouvernance de l'aide et donner aux pays bénéficiaires une place à la table des négociations.** La définition des principes d'efficacité de l'aide et la responsabilité de leur respect devraient être transférées vers un forum équitable et inclusif à l'échelle mondiale, où tous les pays disposeraient d'une voix égale.
- **Mettre fin aux mesures d'austérité et instaurer à la place des mesures progressives de mobilisation de recettes** afin de renforcer les contrats sociaux, ce qui aura des effets positifs sur l'égalité des sexes et le rééquilibrage des tâches de soins.

6.3 SOURCES DE DONNÉES

- Les données les plus complètes sur les indicateurs fiscaux nationaux sont disponibles auprès des instituts nationaux de statistique ou des ministères des finances, ou figurent dans les budgets nationaux.
- [La base de données longitudinale sur les recettes publiques \(World Revenue Longitudinal Database\) du FMI](#) suit l'évolution des recettes publiques dans 193 pays. Elle inclut différents types de recettes fiscales et non fiscales.¹⁰²
- [L'ensemble de données sur les recettes publiques](#) de l'ONU - WIDER contient des ensembles de données complets sur les recettes fiscales et non fiscales pour la quasi-totalité de tous les pays.¹⁰³
- Le Commitment to Equity Institute (CEI) propose des analyses détaillées de l'impact de la fiscalité sur les inégalités dans de nombreux pays en développement.¹⁰⁴ L'OCDE réalise des analyses d'incidence pour ses États membres.¹⁰⁵
- La [base de données mondiale sur les dépenses fiscales du Tax Expenditures Lab](#) fournit des informations sur les traitements fiscaux préférentiels tels que les exonérations, les déductions, les crédits et les reports d'imposition, mis en œuvre par les gouvernements nationaux pour atteindre différents objectifs politiques.¹⁰⁶ Elle indique les recettes fiscales non perçues du fait de ces traitements fiscaux.
- La [base de données « Global Revenue Statistics » de l'OCDE](#) fournit des informations sur les recettes fiscales de 141 pays.¹⁰⁷
- La meilleure base de données sur la dette est celle « [International Debt Statistics](#) » de la Banque mondiale, [sur les statistiques de la dette internationale](#).
- La meilleure base de données sur l'aide est le « [Creditor Reporting System – grant equivalent](#) » de l'OCDE.

CHAPITRE 7

LES DROITS DES TRAVAILLEURS ET DES SALAIRES PLUS JUSTES



7 LES DROITS DES TRAVAILLEURS ET DES SALAIRES PLUS JUSTES

Les règles de l'économie mondiale privilégient la richesse au détriment du travail. Or, la plupart des gens dépendent de leur travail pour percevoir un revenu. Une analyse récente montre que 85 % de l'humanité ne tire aucun revenu de la richesse¹⁰⁸. La part du revenu national revenant aux travailleurs a diminué, tandis que les droits et les conditions de travail de ces derniers se sont détériorés. Dans le même temps, les rendements économiques liés à la richesse ont explosé, portant la fortune des élites ultra-riches à des niveaux sans précédent.

Le travail est également lié à d'autres formes de discrimination. Les femmes, les migrants, les travailleurs du secteur informel, les peuples autochtones et les communautés victimes de discrimination raciale sont concentrés de manière disproportionnée dans des emplois précaires, sous-payés et sous-valorisés, tout en assumant les responsabilités écrasantes liées aux soins non rémunérés ou sous-payés. Lutter contre les inégalités dans le monde du travail implique de transformer les déséquilibres de pouvoir structurels qui entretiennent l'exclusion dans les économies et les sociétés.

Des systèmes de négociation collective solides permettent de resserrer les écarts salariaux et de réduire la pauvreté chez les travailleurs en relevant les salaires minimums, en réduisant les écarts de rémunération entre les sexes et autres disparités salariales, et en limitant la croissance excessive des rémunérations des dirigeants. Dans les pays où les syndicats sont puissants, la part des salaires est plus élevée et les inégalités de revenus sont plus faibles. La défense et le renforcement du pouvoir collectif des travailleurs ne constituent donc pas seulement un enjeu social, mais un enjeu central en matière d'inégalités.¹⁰⁹

Ce chapitre explore les inégalités dans le monde du travail et leur lien avec les inégalités extrêmes de manière plus générale.

Pour parvenir à un changement dans ce domaine stratégique, il est nécessaire d'influencer les stratégies relatives aux politiques du travail et de renforcer le pouvoir des syndicats et de la société civile. Il est également indispensable de remettre en question le pouvoir des actionnaires et des élites les plus fortunés, capables d'orienter les politiques à leur avantage. Concrètement, cela pourrait signifier :

- mener des campagnes contre les rémunérations excessives des dirigeants ou les bénéfices exceptionnels ;
- militer en faveur de salaires décents et de la protection de la négociation collective et de la liberté d'association ; ou
- soutenir directement les efforts de syndicalisation.

7.1 QUELS SONT LES PROBLÈMES AUXQUELS NOUS DEVONS FAIRE FACE ?

Alors que les revenus et la fortune des plus riches explosent, des milliards d'autres personnes peinent à joindre les deux bouts en raison de la stagnation des salaires et de la flambée du coût de la vie. En 2023, Oxfam estimait que 1,7 milliard de travailleurs – près de la moitié de la population active mondiale – vivaient dans des pays où l'inflation dépassait la hausse des salaires, ce qui réduisait de fait les revenus réels.¹¹⁰ Lorsque les salaires ne suivent pas l'augmentation du coût de la vie, ou lorsque la protection sociale est faible, même les personnes qui ont un emploi peuvent basculer dans la pauvreté.

L'absence de négociation collective, de liberté d'association et de protection du salaire minimum entraîne la stagnation des salaires et pousse les travailleurs vers des emplois temporaires, informels et sous-traités. L'indice ERI 2024 a montré que **les gouvernements font marche arrière en matière de droits des travailleurs et de salaire minimum, tandis que le nombre de personnes en situation d'emploi précaire continue d'augmenter.**¹¹¹ Près de la moitié des travailleurs dans le monde occupent un emploi informel sans contrat ni protection, ce taux avoisinant les 90 % dans les pays à faible revenu. L'essor du travail à la tâche et des plateformes numériques a engendré de nouvelles formes de vulnérabilité.¹¹²

Les femmes sont surreprésentées dans les emplois faiblement rémunérés, à temps partiel, informels et précaires, et sont confrontées à une discrimination, un harcèlement et des inégalités salariales persistantes entre les sexes. Les violences et le harcèlement sexistes au travail – notamment le harcèlement sexuel, l'exploitation et les violences à l'encontre des travailleuses, des personnes LGBTQIA+, des travailleuses domestiques et des travailleuses migrantes – demeurent des obstacles majeurs à la justice économique et au travail décent. Les femmes et les filles effectuent également plus des trois quarts du travail de soins non rémunéré. À l'échelle mondiale, elles consacrent chaque jour 160 millions d'heures de plus à ces tâches que les hommes et les garçons.¹¹³

À l'inverse, **la rémunération des dirigeants, les bénéfices des entreprises et les rendements pour les actionnaires les plus fortunés ont explosé.** La rémunération moyenne des PDG a augmenté de 50 % en termes réels entre 2019 et 2024, tandis que le salaire moyen des employés a progressé de moins de 1 %.¹¹⁴ Les bénéfices des entreprises ont grimpé en flèche, la majeure partie étant distribuée sous forme de dividendes et de rachats d'actions plutôt que redistribuée aux employés.¹¹⁵

Les syndicats constituent l'un des plus puissants leviers d'égalisation sur le marché du travail. Ils contribuent à la hausse des salaires et à la réduction des écarts de rémunération entre les sexes et les origines ethniques.¹¹⁶ Cependant, **le pouvoir des syndicats est systématiquement affaibli**.¹¹⁷ Selon la Confédération syndicale internationale (CSI), 87 % des pays bafouent aujourd'hui le droit de grève et 80 % le droit à la négociation collective.¹¹⁸

Les ultra-riches s'attaquent aussi directement aux salaires, aux droits des travailleurs et à leurs libertés fondamentales. En Argentine, par exemple, le président Javier Milei, soutenu par le milliardaire argentin Eduardo Eurnekian, a cherché à modifier des centaines de lois afin de libéraliser les conditions de travail et les salaires, à démanteler les protections syndicales et à privatiser les entreprises publiques.¹¹⁹ Les manifestants font face à un contexte de plus en plus hostile, car le gouvernement de Milei a également adopté des lois restreignant le droit de manifester.¹²⁰

Les propriétaires et les investisseurs du secteur technologique s'accaparent les bénéfices accrus générés par l'automatisation, la numérisation et l'intelligence artificielle, qui suppriment des millions d'emplois. Le travail sur les plateformes conduit de plus en plus souvent à la reclassification de ces travailleurs en « travailleurs indépendants », les privant ainsi de leurs droits et de leurs protections. À moins d'être gérée de manière équitable, la technologie risque d'ouvrir de nouvelles frontières d'inégalité.¹²¹

7.2 QUELS CHANGEMENTS EXIGEONS-NOUS ?

Lorsque les salaires et les protections des travailleurs sont affaiblis, les inégalités se creusent. Garantir un travail décent et des salaires équitables pour tous est l'un des outils les plus puissants pour bâtir une économie plus égalitaire qui ne laisse personne de côté. Les gouvernements peuvent et doivent réécrire les règles de l'économie afin de récompenser le travail, et non la richesse, et de veiller à ce que les droits inscrits sur le papier soient réellement appliqués.¹²² Parmi les changements nécessaires, il faut que:

- **Les gouvernements ratifient et mettent en œuvre Conventions fondamentales de l'OIT relatives aux droits des travailleurs.**¹²³
- **Le renforcement de la négociation collective, des droits des travailleurs et des syndicats.** Les gouvernements doivent protéger et étendre le droit de s'organiser, de négocier et de faire grève. Les lois antisyndicales doivent être abrogées ; les droits doivent être étendus aux travailleurs du secteur informel, aux travailleurs indépendants de la « gig economy » et aux travailleurs migrants ; et les services d'inspection du travail doivent disposer des ressources nécessaires pour faire respecter ces protections.
- **Garantir un travail décent et un salaire décent.** Les salaires minimums doivent évoluer vers des salaires décents, régulièrement ajustés en fonction du coût de la vie. Les taux discriminatoires doivent être éliminés. Des contrats stables, des congés payés et des lieux de travail sûrs sont essentiels pour garantir que les emplois soient véritablement décents.
- **Ancrer la fixation des salaires dans un dialogue social tripartite** entre l'État, les employeurs et les syndicats.
- **Étendre les droits du travail aux travailleurs du secteur informel, aux travailleurs indépendants de la « gig economy » et aux travailleurs vulnérables.** Les exclusions qui limitent les protections à l'emploi formel doivent être supprimées ; les cadres juridiques doivent être adaptés ; et les systèmes d'application de la loi et de protection sociale doivent être étendus pour couvrir, dans la pratique, l'ensemble des travailleurs. Des systèmes nationaux de protection sociale universels, financés par l'impôt et capables de répondre aux chocs, qui protègent tous les travailleurs, sont nécessaires.

- **Intégrer l'égalité salariale, la lutte contre la discrimination et des protections favorisant la transformation en matière d'égalité des sexes.** Des lois sur l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale, la transparence salariale, le congé parental et la protection sociale universelle doivent être adoptées et appliquées. Il en va de même pour les protections contre la discrimination et le harcèlement qui s'attaquent aux formes multiples et croisées d'exclusion – notamment liées au genre, à la race, à l'origine ethnique, à la caste, au handicap et au statut migratoire – et qui s'étendent au-delà de l'économie formelle, afin que les travailleurs du secteur informel et en situation de précarité ne soient pas laissés pour compte. Les soins doivent être considérés comme un bien public : la généralisation des services de garde d'enfants, de prise en charge des personnes âgées et de soins de santé permettrait de redistribuer les tâches de soins non rémunérées, de créer des millions d'emplois décents et de garantir que les travailleurs du secteur des soins rémunérés perçoivent un salaire équitable et bénéficient de tous leurs droits.
- **Gérer équitablement le changement technologique.** En concertation et en accord avec les organisations de travailleurs, les gouvernements doivent réglementer les plateformes en ligne et l'intelligence artificielle afin que les nouvelles technologies créent des emplois décents plutôt que de porter atteinte aux droits. Les gains de productivité doivent être partagés par le biais d'une augmentation des salaires, d'une reconversion professionnelle et de mesures de protection pour les travailleurs en transition.

7.3 SOURCES DE DONNÉES

- Les données sur l'emploi, les salaires, les droits des travailleurs, etc., peuvent être obtenues auprès de la plupart des instituts nationaux de statistiques.
- L'OIT fournit [des ensembles de données complets sur le travail](#), couvrant divers indicateurs.¹²⁴
- La [base de données mondiale sur les inégalités \(World Inequality Database\)](#) contient des données sur les parts du revenu national revenant au capital et au travail, ainsi que sur la part du revenu du travail des femmes.¹²⁵
- L'[Indice mondial des droits des travailleurs de la CSI](#) est publié chaque année et constitue un excellent index complet des violations des droits des travailleurs.¹²⁶
- L'[indice des droits du travail](#) de WageIndicator *évalue la législation du travail dans 145 pays*, qui représentent plus de 90 % de la population active mondiale.¹²⁷

CHAPITRE 8

CLIMAT



8 CLIMAT

Le monde est confronté à deux crises étroitement liées : celle des inégalités et celle du dérèglement climatique. Notre monde est entraîné vers une catastrophe climatique. Sans changement urgent et systémique, nous nous dirigeons vers des hausses de température incompatibles avec un avenir pour la vie humaine sur Terre. Ce sont les populations les plus pauvres du monde qui souffriront le plus à mesure que les effets du changement climatique continueront de se faire sentir.

On sait depuis longtemps que les pays les plus riches ont émis des quantités dangereuses et disproportionnées de gaz à effet de serre, mais il est désormais clair que ce sont **les émissions des personnes les plus riches du monde – qu’elles proviennent de pays riches ou pauvres – qui sont en grande partie responsables de la crise climatique**. Nous ne pouvons pas y remédier sans prendre des mesures pour limiter la consommation de carbone et les niveaux excessifs de richesse des plus fortunés.

Parallèlement, **ce sont les inégalités qui déterminent qui est le plus touché par la crise climatique**. Les pays les plus riches et les personnes les plus riches sont ceux qui sont le moins touchés par les inondations, les incendies et les famines provoqués par la crise climatique. Les pays où les inégalités sont moindres sont bien plus à même de faire face aux chocs climatiques afin de minimiser les souffrances, les décès et les pertes économiques pour tous. Une étude portant sur plusieurs pays a révélé que les personnes sont sept fois plus susceptibles de mourir à la suite d’une inondation dans les pays où les inégalités sont importantes.

Pour parvenir à un changement sur cette question stratégique urgente, il est nécessaire d’influencer les stratégies afin de lutter à la fois contre les crises climatique et des inégalités. Concrètement, cela pourrait signifier :

- mener des campagnes en faveur de la réduction des inégalités économiques : les pays plus égalitaires réalisent des progrès sociaux bien plus importants avec un niveau d’émissions de carbone bien plus faible, et ils sont également bien plus résilients face aux impacts de la crise climatique.
- mener des campagnes en faveur de politiques qui s’attaquent conjointement au changement climatique et aux inégalités – par exemple, des dispositifs de protection sociale pour protéger les plus démunis contre les catastrophes, ou encore des transports publics et une énergie publique.
- mettre en place des campagnes pour taxer les plus riches et faire payer les riches pollueurs
- soutenir la société civile et les mouvements sociaux afin qu’ils se mobilisent et exigent le changement.

8.1 QUELS SONT LES PROBLÈMES AUXQUELS NOUS DEVONS FAIRE FACE ?

La consommation de carbone atteint des niveaux incompatibles avec la vie sur Terre. Dans le cadre de l’Accord de Paris de 2015, la communauté internationale s’est engagée à limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C au maximum par rapport aux niveaux préindustriels. Des températures supérieures à cette limite mettraient en danger la vie sur Terre. Elles affecteraient de manière disproportionnée les populations défavorisées, entraînant une insécurité alimentaire, une hausse des prix des denrées alimentaires, une perte de revenus et de moyens de subsistance, des effets néfastes sur la santé et des déplacements de population.¹²⁸ Pour avoir ne serait-ce que 50 % de chances de maintenir le réchauffement climatique sous la barre des 1,5 °C, les émissions mondiales ne doivent pas dépasser 250 gigatonnes d’équivalent dioxyde de carbone. Or, la planète est actuellement en passe d’atteindre précisément ce seuil d’ici 2029.¹²⁹

Les personnes les plus riches de la planète sont responsables, dans leur immense majorité, de l’épuisement du budget carbone. Depuis les années 1990, les 1 % les plus riches du monde ont consommé deux fois plus de carbone que la moitié la plus pauvre de l’humanité.¹³⁰



Citation/fait marquant : Si tout le monde émettait autant de carbone que les 1 % les plus riches, le budget carbone mondial restant serait épuisé en moins de cinq mois.¹³¹

Il est désormais évident que **nous ne pourrions éviter une catastrophe climatique sans une réduction spectaculaire des émissions des plus riches de la planète**. Pour limiter le réchauffement climatique en dessous de 1,5 °C, les émissions des 1 % les plus riches doivent diminuer de 97 % d’ici 2030, alors que les tendances récentes ne laissent entrevoir qu’une baisse de 5 %.¹³²

Autrement dit, **tant que l’extrême richesse existera, il sera impossible de réaliser les réductions nécessaires pour sauver les populations et la planète**. Les émissions excessives liées à la consommation et aux investissements des ultra-riches (voir **encadré 5**) ne sont possibles que grâce à la richesse et au pouvoir excessifs dont ils disposent.

**ENCADRÉ 5 : LES ÉMISSIONS LIÉES À LA
CONSOMMATION ET AUX INVESTISSEMENTS DES
ULTRA-RICHES**

L'extrême richesse permet à une poignée de privilégiés d'atteindre un niveau de consommation de luxe sans précédent. Les super-yachts et les jets privés d'un milliardaire émettent en moins de quinze jours plus de carbone que la moyenne des individus durant toute leur vie. À titre d'exemple, deux des jets privés d'Elon Musk produisent l'équivalent de plus de 5 000 années d'émissions de carbone d'un citoyen lambda issu des 50 % les plus pauvres de la population mondiale.

On estime que quatre décennies (1990-2030) d'émissions liées à la consommation des populations les plus riches de la planète causeront 44 000 milliards de dollars de dommages économiques aux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure entre 1990 et 2050. À elles seules, les émissions liées à la consommation des 1 % les plus riches de la planète devraient entraîner 1,5 million de décès supplémentaires dus aux vagues de chaleur extrêmes entre 2020 et 2120. Parmi ces décès, 78 % surviendront dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

Les personnes les plus riches du monde investissent massivement dans les énergies fossiles et d'autres industries très polluantes. Oxfam a constaté que près de 40 % des investissements des milliardaires concernent des secteurs très polluants comme le pétrole, les mines, le transport maritime et le ciment, et que plus des trois quarts des entreprises dans lesquelles ils investissent ne se sont pas fixé d'objectifs de zéro émission nette. Ces « émissions liées aux investissements » représentent la contribution la plus importante et la plus néfaste des ultra-riches au changement climatique.

Source : M. Alestig, N. Dabi, A. Jeurkar, A. Maitland, M. Lawson, D. Horen Greenford, C. Lesk et A. Khalfan. (2024). Les inégalités carbone tuent. Réduire les émissions excessives d'une élite peut favoriser la durabilité de la planète pour tou-te-s. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/carbon-inequality-kills-why-curbing-the-excessive-emissions-of-an-elite-few-can-621656/>

Les inégalités en matière d'émissions sont aggravées par les inégalités liées aux conséquences du changement climatique. Les pays et les populations qui ont le moins contribué aux émissions de gaz à effet de serre sont les plus durement touchés.

Par exemple, alors que l'Afrique de l'Est n'a pratiquement pas contribué aux émissions mondiales de carbone, elle est l'une des régions les plus durement touchées par le changement climatique, et ce sont les plus pauvres qui en paient le prix le plus lourd. L'Éthiopie, le Kenya et la Somalie ont été confrontés à des sécheresses fréquentes et extrêmes ces dernières années. En 2023, quelque 31,5 millions de personnes au Soudan du Sud se sont retrouvées en situation de famine aiguë à la suite d'inondations.¹³³

Les conséquences seront tout simplement catastrophiques pour les quelque 500 millions de petits exploitants agricoles dans le monde – dont une grande partie sont des femmes – comme principale source de nourriture et de revenus.¹³⁴ Une étude de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) révèle qu'une augmentation de 1 °C des températures moyennes à long terme réduit le revenu moyen des ménages dirigés par des femmes de 34 % de plus que celui des ménages dirigés par des hommes.¹³⁵

Les pays où les inégalités sont les plus marquées sont plus durement touchés par les effets du changement climatique.

Par exemple, le nombre de victimes des inondations est sept fois plus élevé dans les pays où les inégalités sont les plus marquées que dans les pays où elles sont moins marquées.¹³⁶

8.2 QUELS CHANGEMENTS EXIGEONS-NOUS ?

Les gouvernements doivent agir pour réduire drastiquement les émissions des plus riches et de leurs entreprises. Ces mesures doivent s'ajouter à toutes les autres nécessaires à la réduction des inégalités économiques, car l'élite ultra-riche précipite notre monde vers une catastrophe climatique. Les mesures fiscales mentionnées à la **section 6.3** permettraient de dégager les fonds nécessaires aux investissements dans la lutte contre la crise climatique, notamment pour assurer une transition équitable vers l'abandon des combustibles fossiles, ainsi que pour financer des services publics gratuits. Les changements spécifiques au climat dont nous avons besoin comprennent :

- **L'élaboration et la mise en œuvre de plans climatiques ambitieux visant à réduire les émissions afin de respecter l'Accord de Paris.** Cela implique de respecter les contributions déterminées au niveau national (CDN) sur la base du principe de la part équitable et d'une limite de 1,5 °C pour l'augmentation des températures. Les plans nationaux devraient inclure des mesures visant à réduire de manière significative les émissions des personnes les plus riches, à éliminer progressivement les combustibles fossiles et à définir les contributions financières des membres les plus riches de la société pour financer l'adaptation au changement climatique et une transition juste.
- **Imposer les ultra-riches à des taux suffisamment élevés pour freiner leur consommation excessive et les émissions liées à leurs investissements,** et réduire de manière significative les inégalités. Cela implique d'introduire une série d'impôts progressifs permanents sur les revenus et la fortune des 1 % les plus riches, d'appliquer des taxes supplémentaires sur les revenus et la fortune provenant d'investissements polluants, et de mettre en place des taxes punitives d'au moins 90 % sur la consommation de luxe.
- **Les pays à revenus élevés doivent utiliser une partie des recettes qu'ils perçoivent pour s'acquitter intégralement de leurs responsabilités en matière de financement international de la lutte contre le changement climatique,** ainsi que pour respecter leurs engagements en matière d'aide internationale.
- **Investir dans la transition écologique.** Les investissements publics dans les services universels et les infrastructures vertes – santé, éducation, énergie, transports, logement et accès au numérique – sont essentiels à la résilience climatique et à une transition juste. Seul un État actif et compétent peut garantir que ces investissements servent les intérêts de la population plutôt que le profit, en créant des emplois décents, en réduisant les émissions et en renforçant les communautés face aux chocs futurs. À ce titre, les stratégies climatiques doivent prendre en compte les pertes et les dommages subis par les services publics en raison du changement climatique, élaborer et mettre en œuvre des plans d'adaptation complets pour assurer la continuité des services publics en cas de perturbations liées au climat, et rendre les infrastructures et équipements publics résistants au changement climatique et décarbonés.

CHAPITRE 9

TERRE, ALIMENTATION ET AGRICULTURE



9 TERRE, ALIMENTATION ET AGRICULTURE

9.1 LA TERRE

De manière générale, la terre est au cœur des inégalités. Elle constitue la forme originelle de richesse, et les inégalités foncières représentent la plus ancienne forme d'inégalité. Ces inégalités se caractérisent par une concentration extrême de l'accès à la terre et de son contrôle, ainsi que par une répartition inégale des bénéfices tirés de son exploitation et de ses ressources naturelles.

9.2 QUELS SONT LES PROBLÈMES AUXQUELS NOUS DEVONS FAIRE FACE ?

L'inégalité foncière est au cœur d'autres formes d'inégalité. Elle est fondamentalement liée à des inégalités plus larges, telles que les inégalités de richesse, politiques, sociales, de genre, environnementales et spatiales, et en constitue souvent le principal facteur, notamment dans les sociétés agraires. Aujourd'hui, les 1 % des exploitations agricoles les plus importantes contrôlent plus de 70 % des terres agricoles mondiales. En Afrique, la moitié de la valeur des terres appartient aux 1 % les plus riches, tandis que les 50 % les plus pauvres n'en possèdent que 8 %.¹³⁷

L'inégalité foncière est également au cœur de nombreuses crises et tendances mondiales, notamment la crise climatique. Les populations les plus vulnérables aux impacts climatiques sont celles dont les droits fonciers ne sont pas garantis. De même, de vastes étendues de terres dans les pays du Sud sont accaparées par les pays riches pour mettre en œuvre des « solutions vertes » face à la crise climatique.

D'un point de vue historique, les inégalités foncières sont liées à l'héritage du colonialisme, des conquêtes et des divisions. Dans de nombreuses régions du monde, il s'agit d'une question politiquement sensible. Le colonialisme consistait essentiellement à déposséder les populations de leurs terres et à exploiter leurs richesses en ressources naturelles au profit des plus riches dans les pays les plus riches.¹³⁸ La période coloniale a vu la mise en place, dans de nombreuses régions du monde, de régimes fonciers fortement racialisés et de facto ségrégationnistes, faisant fi des systèmes traditionnels et coutumiers de gouvernance foncière qui existaient dans les colonies depuis des centaines d'années. Après l'indépendance, ceux qui détenaient le pouvoir à l'époque coloniale ont conservé leur richesse et leur pouvoir politique, transmettant les inégalités foncières qu'ils avaient engendrées aux oligarchies foncières d'aujourd'hui. Au fil du temps, les élites traditionnelles ont

noué de nouvelles alliances et d'autres groupes d'élite ont émergé, consolidant à nouveau les structures de privilèges et d'inégalités foncières.

Le néocolonialisme d'aujourd'hui continue d'exploiter les richesses naturelles du sol, enrichissant les élites et les puissantes multinationales tout en aggravant les inégalités foncières. Ce modèle économique « extractiviste » vise à contrôler les terres afin de répondre à la demande croissante en terres pour l'expansion de la monoculture à grande échelle destinée à l'exploitation forestière, à l'élevage et à la production agricole, ainsi qu'à l'extraction de combustibles fossiles et à l'exploitation minière de minéraux et de métaux. Cette approche extractiviste dépossède les petits exploitants et les communautés marginalisées, perturbe et affaiblit les systèmes agroalimentaires locaux, et dissocie la terre de ses relations biophysiques et des besoins quotidiens des populations locales. Elle prive les peuples autochtones de leurs terres ancestrales, qui sont étroitement liées à leurs traditions spirituelles et religieuses, à leur culture ainsi qu'à leurs sites archéologiques et historiques.

Les inégalités foncières sont à la fois une cause et une conséquence d'autres inégalités : elles sont façonnées par des facteurs économiques, politiques, sociaux, spatiaux et environnementaux, qu'elles influencent à leur tour. Cette interdépendance signifie que la lutte contre les inégalités foncières nécessite une approche globale et intersectorielle. Elle signifie également que s'attaquer à ces inégalités aura de nombreuses répercussions positives sur les inégalités et les crises plus générales de notre planète.

9.3 QUELS CHANGEMENTS EXIGEONS-NOUS ?

Pour réduire de manière significative les inégalités foncières, il faudra une transformation en profondeur des rapports de force et d'importants changements dans les normes politiques, économiques et juridiques. Des mesures devront être prises pour s'attaquer aux racines mêmes de ce qui rend les sociétés et les économies inégales et non durables. Nous défendons **la justice foncière**, entendue comme une justice intégrée sur les plans économique, culturel et politique dans les systèmes ruraux et agraires. Notre approche intégrée de la justice foncière vise à remédier aux injustices historiques, contemporaines et prévisibles liées à la terre.

- **Redistribuer les terres** : les gouvernements doivent prendre des mesures concrètes pour redistribuer la propriété foncière, notamment en supprimant les privilèges des élites, en répondant aux revendications des populations rurales en matière d'accès à la terre et de contrôle sur celle-ci, et en instaurant une plus grande équité. Ces mesures doivent s'accompagner de politiques complémentaires cohérentes avec la politique économique et sociale du pays. Elles doivent inclure des dispositions visant à empêcher le retour des inégalités foncières à long terme.
- **Gouvernance foncière juste et démocratique** : les modèles de gouvernance foncière doivent promouvoir une utilisation durable, équitable et inclusive des terres qui garantisse les droits fonciers et la sécurité alimentaire des communautés locales et des peuples autochtones. Pour que la gouvernance foncière soit efficace, des politiques appropriées doivent être mises en place au niveau national, puis mises en œuvre et appliquées à tous les niveaux à travers le pays. Les facteurs structurels à l'origine des inégalités foncières doivent être combattus en démocratisant la gouvernance foncière, en accordant la priorité au rôle moteur des peuples autochtones et des communautés locales dans les processus décisionnels.
- **Reconnaître et protéger légalement les droits fonciers** : les gouvernements doivent reconnaître et protéger légalement les droits fonciers, en accordant une attention particulière aux droits des femmes ainsi qu'aux droits coutumiers et collectifs, notamment ceux des peuples autochtones. Ils doivent veiller à ce que les territoires autochtones et les droits fonciers traditionnels et coutumiers soient protégés et respectés dans l'ensemble des politiques et réglementations foncières, notamment par le biais de mesures de restitution élaborées en collaboration avec les peuples autochtones et les communautés concernées, en restituant les terres ou en fournissant une indemnisation juste et équitable ainsi que des ressources pour le développement durable.

Oxfam soutient de manière générale les initiatives de formalisation foncière à condition qu'elles intègrent les personnes en situation de vulnérabilité, qu'elles prennent en compte les droits secondaires et qu'elles ne soient pas orientées vers la marchandisation de la terre. Nous examinons les intérêts que servent ces initiatives, identifions les risques et les moyens de les atténuer, et nous portons un regard critique sur les initiatives d'attribution de titres fonciers axées sur le marché foncier qui conduisent à une marchandisation accrue de la terre, exacerbant ainsi les inégalités foncières.

- **Égalité de genre en matière de droits fonciers** : veiller à ce que les femmes aient un accès, une utilisation et un contrôle équitables, sûrs et stables de la terre, ce qui leur permette de satisfaire leurs besoins économiques, sociaux et culturels quotidiens et de s'épanouir au sein de leur

famille, de leur communauté et de la société. S'attaquer aux obstacles structurels, ainsi qu'aux normes et pratiques sociales et culturelles qui discriminent les femmes et les empêchent d'avoir un accès et un contrôle équitables à la terre et aux ressources foncières.

- **Lutter contre la mainmise politique** : il faut éviter ou lutter contre la mainmise politique, car les efforts de redistribution et la gouvernance foncière équitable risquent d'être compromis si le contrôle des politiques foncières, des marchés et d'autres aspects du système agroalimentaire reste entre les mains d'une poignée d'acteurs.
- **Protéger les droits fonciers des petits exploitants** : les gouvernements devraient soutenir des modèles de production plus résilients et durables pour les petits producteurs et les exploitations familiales. Cela implique de leur accorder une plus grande autonomie vis-à-vis des systèmes de production des grandes entreprises et de leur permettre d'obtenir des revenus raisonnables en recourant à des pratiques de production agroécologiques, ou du moins à faible apport d'intrants externes, en lien avec les marchés locaux. Des investissements publics sont nécessaires non seulement pour garantir l'accès à des terres de bonne qualité, mais aussi pour améliorer les marchés publics, protéger les marchés nationaux des produits agricoles contre les pressions exercées par les marchés internationaux des matières premières, mener des recherches sur des intrants améliorés et respectueux de l'environnement, tels que les semences et le patrimoine génétique, et mettre en place des technologies de stockage et de transformation adaptées.
- **Réglementer la mainmise des entreprises sur les terres, source d'inégalités** : les politiques gouvernementales doivent réglementer l'utilisation des terres afin de lutter contre les inégalités engendrées par l'affectation de terres à des projets à grande échelle et nuisibles à l'environnement, notamment l'agriculture industrielle à grande échelle, la monoculture, les activités minières et les soi-disant « solutions vertes » à la crise climatique. Ces projets ne doivent pas se faire au détriment des droits fonciers des femmes, des communautés locales et des peuples autochtones.

9.4 ALIMENTATION ET AGRICULTURE

Le système alimentaire mondial actuel, marqué par des inégalités, le manque d'investissements publics dans l'agriculture, les injustices foncières, les effets du changement climatique, la crise du coût de la vie et les conflits, fait que des centaines de millions de personnes n'ont pas assez à manger. Parallèlement, les acteurs commerciaux et les multinationales du système alimentaire mondial accumulent d'énormes richesses. Par exemple, entre 2020 et 2022, les milliardaires du secteur agroalimentaire ont

vu leur fortune augmenter de 45 % en seulement deux ans, et 62 nouveaux milliardaires du secteur alimentaire ont fait leur apparition au cours de la même période.¹³⁹

Le système agroalimentaire constitue une source importante de revenus pour les familles à faibles revenus, en particulier dans les zones rurales de nombreux pays du Sud. En 2022, deux travailleurs sur cinq dans le monde étaient employés dans le système agroalimentaire, avec un pourcentage atteignant 70 % en Asie et en Afrique.¹⁴⁰ Cependant, les petits agriculteurs et les travailleurs du secteur agricole comptent parmi les personnes les plus pauvres. De plus, les personnes à faibles revenus consacrent la plus grande partie de leurs revenus à l'alimentation, ce qui signifie que lorsque le système alimentaire est injuste et que les prix des denrées alimentaires augmentent, ce sont elles qui en supportent le plus lourd fardeau.

Les femmes sont particulièrement touchées par les inégalités au sein du système agroalimentaire, notamment parce qu'elles produisent la majeure partie de la nourriture que nous consommons, qu'elles ne possèdent pas de terres, qu'elles sont confrontées à des prix alimentaires plus élevés et qu'elles sont victimes d'exploitation au sein de la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

9.5 QUELS SONT LES PROBLÈMES AUXQUELS NOUS DEVONS FAIRE FACE ?

Dans de nombreuses régions du monde, les inégalités foncières sont extrêmement marquées et constituent un facteur clé des inégalités au sein du système alimentaire. Par exemple, en Amérique latine et en Asie du Sud, les 10 % les plus riches possèdent jusqu'à 75 % des terres agricoles, tandis que les 50 % les plus pauvres n'en détiennent qu'environ 2 %.¹⁴¹ En Afrique, les 10 % les plus riches possèdent 60 % des terres agricoles, tandis que les 50 % les plus pauvres n'en détiennent qu'environ 3 %. Cela signifie que les personnes qui ont le plus besoin de terres sont souvent concentrées sur de petites parcelles, voire sans terre, tandis que celles qui en ont le moins besoin disposent d'immenses étendues de terres. Cette situation revêt également une forte dimension de genre, car les femmes n'ont souvent aucun contrôle sur les terres qu'elles cultivent.

La faiblesse des investissements publics dans l'agriculture constitue un obstacle majeur à la sécurité alimentaire. En 2024, les dépenses publiques consacrées à l'agriculture à l'échelle mondiale représentaient moins de 2 % des dépenses publiques totales.¹⁴² Cela se traduit par un manque de systèmes d'irrigation, de recherche et développement, de main-d'œuvre agricole, ainsi que d'infrastructures telles que les installations de stockage, les routes d'accès et le raccordement au réseau électrique dans les zones

rurales. Cela affecte non seulement la production, mais aussi la manière dont les denrées alimentaires sont acheminées des agriculteurs vers les consommateurs et la façon dont elles sont stockées. Dans certains cas, même lorsque les agriculteurs produisent suffisamment de denrées alimentaires, celles-ci ne parviennent pas aux consommateurs ou ne sont pas consommées. En effet, jusqu'à 20 % des denrées alimentaires produites dans le monde sont gaspillées.¹⁴³

L'asymétrie d'information sur le marché alimentaire est une autre cause d'inégalité dans le système alimentaire. Ce phénomène découle entièrement de l'absence de réglementation gouvernementale sur le marché alimentaire local. Si les intermédiaires peuvent faciliter l'accès au marché tant pour les agriculteurs que pour les consommateurs, ils créent souvent des obstacles à l'accès à la nourriture par le biais de l'exploitation et de la distorsion du marché, notamment en raison de l'asymétrie de l'information.¹⁴⁴ Ces intermédiaires riches fixent les prix à la production et déterminent le prix que les consommateurs devront payer. Par conséquent, ils s'approprient une part importante de la production agricole tout en rendant les denrées alimentaires inabordables pour les personnes à faibles revenus.

La financiarisation croissante du système alimentaire mondial, notamment la spéculation sur les marchés des matières premières, et les règles commerciales inéquitables conçues pour profiter aux riches des pays riches rendent les denrées alimentaires inabordables pour beaucoup. Elles appauvrissent les agriculteurs et empêchent les pays importateurs nets de denrées alimentaires à faibles revenus de renforcer leurs systèmes alimentaires, tout en augmentant la richesse des plus riches et de leurs entreprises. De plus, ce sont les grandes entreprises qui dictent ce que nous mangeons et, par conséquent, ce que les agriculteurs doivent produire.¹⁴⁵

Notre système alimentaire actuel est fortement marqué par les inégalités de genre. Les femmes, qui effectuent la majeure partie du travail à la ferme, en souffrent de manière disproportionnée. Elles n'ont souvent ni la propriété ni le contrôle des terres qu'elles cultivent, et tirent peu de bénéfices des denrées qu'elles produisent en raison de l'exploitation dont elles sont victimes tout au long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, tant au niveau local qu'au niveau mondial. Par exemple, l'absence de propriété foncière signifie qu'il leur est difficile d'obtenir des crédits qui pourraient les aider à améliorer leur exploitation. De plus, elles sont touchées de manière disproportionnée lorsque les prix des denrées alimentaires augmentent, notamment parce qu'elles gagnent et possèdent moins que les hommes, et qu'elles assument l'essentiel des tâches de soins.

9.6 QUELS CHANGEMENTS EXIGEONS-NOUS ?

Un système alimentaire et agricole plus équitable doit placer les agriculteurs et les consommateurs au centre, et non les plus riches et les grandes entreprises. Les gouvernements et la communauté internationale doivent agir pour sécuriser notre système alimentaire, soutenir les agriculteurs, veiller à ce que chacun soit nourri et lutter contre les inégalités au sein du système alimentaire.

1. Un investissement public accru dans l'agriculture : un système agroalimentaire plus juste passe d'abord par des investissements publics de qualité dans des domaines tels que l'irrigation, la recherche et le développement, les ressources humaines agricoles, la formation des agriculteurs et les systèmes de stockage des denrées alimentaires. Cela implique des dépenses publiques plus importantes et plus équitables dans le secteur agricole.
2. Des mesures fiscales progressives consistant à taxer les plus riches afin de lever les fonds nécessaires aux investissements agroalimentaires.
3. Un renforcement de la réglementation des marchés alimentaires locaux : il est primordial de s'attaquer au problème des intermédiaires dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire locale des pays du Sud. Les gouvernements devraient mettre en place des systèmes garantissant que des intermédiaires avides ne profitent pas des agriculteurs et des consommateurs. Cela devrait également inclure l'ensemble des infrastructures de la chaîne d'approvisionnement alimentaire : stockage, électricité, connexions Internet, routes d'accès de qualité dans les zones rurales et accès aux marchés.
4. Système universel de protection sociale : cela permettra d'éviter qu'une mauvaise récolte ne plonge les agriculteurs dans la pauvreté ou que des personnes ne se couchent le ventre vide faute d'argent pour acheter de la nourriture. Un système de protection sociale solide renforcerait également la résilience des agriculteurs, car ils pourraient s'en servir pour améliorer leur production, augmentant ainsi leurs revenus tout en garantissant que les denrées alimentaires restent abordables.
5. Respect des engagements des pays riches en matière de financement climatique: davantage de moyens financiers devraient être consacrés à l'adaptation au changement climatique afin de protéger notre système alimentaire et d'aider les agriculteurs à s'adapter au changement climatique. Cela inclut notamment les cultures et le bétail résistants à la sécheresse, la conservation des sols, l'irrigation et la maîtrise des crues. Pour cela, il est indispensable que les gouvernements des pays riches tiennent leurs engagements en matière de financement climatique.
6. Lutter contre l'injustice foncière : il s'agit notamment de veiller à ce que les terres communautaires dont dépendent de nombreux agriculteurs, en particulier les communautés pastorales, ne soient ni volées ni cédées à de grandes exploitations. De plus, les gouvernements doivent garantir la protection des droits fonciers des petits exploitants agricoles.
7. Réglementer le marché alimentaire mondial, mettre en œuvre des règles commerciales plus équitables et renforcer la réglementation des marchés des denrées alimentaires. Cela passe par la transparence, notamment en améliorant les données sur les niveaux des stocks alimentaires. Il convient de soutenir la constitution de réserves alimentaires stratégiques, compte tenu du rôle que ces stocks peuvent jouer pour amortir les effets des crises alimentaires. De nouvelles règles devraient également être mises en place pour empêcher que la spéculation financière excessive n'alimente la volatilité des prix alimentaires. Cela permettra de protéger les pays à faibles revenus et de les aider à mettre en place des systèmes alimentaires plus solides.
8. Rééquilibrer les rapports de force dans les chaînes d'approvisionnement alimentaires : cela implique de veiller à ce que les droits des agriculteurs et des travailleurs qui produisent notre alimentation soient respectés. Un soutien accru devrait être accordé aux agriculteurs et aux travailleurs agricoles afin de développer une production alimentaire nationale et locale durable. Cela permettrait de réduire la dépendance vis-à-vis des marchés internationaux, qui expose les pays à des ruptures d'approvisionnement et à des fluctuations de prix.
9. Accès au financement pour les petits exploitants agricoles : Aider les petits exploitants agricoles des pays à faible revenu à accéder au financement, aux infrastructures, aux intrants et aux marchés.
10. Des mesures radicales doivent être prises pour protéger et faire respecter les droits des femmes : des politiques publiques doivent être mises en œuvre pour faciliter l'accès des femmes aux intrants, aux ressources et aux services, et garantir leurs droits fonciers.

9.7 SOURCES DE DONNÉES

1. [FAOSTAT](#), la base de données de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, est la plus grande base de données au monde consacrée à l'alimentation et à l'agriculture.
2. La [base de données mondiale sur la répartition des terres et les inégalités \(LINEQ\)](#) contient des données exhaustives sur la répartition foncière par pays, notamment l'indice de Gini foncier et la répartition par décile.

CHAPITRE 10

TRANSFORMER L'ANALYSE EN ACTION



10 TRANSFORMER L'ANALYSE EN ACTION

Ce chapitre explique comment élaborer des stratégies d'influence efficaces pour lutter contre les inégalités extrêmes. Il présente des étapes concrètes, notamment la réalisation d'une analyse des rapports de force et d'un diagnostic des inégalités, ainsi que des stratégies pouvant être combinées pour un impact encore plus important.

Oxfam définit l'influence comme « *les efforts systématiques visant à modifier les rapports de force ; les attitudes, les normes sociales et les comportements ; l'élaboration et la mise en œuvre des politiques officielles, des lois et des réglementations ; les budgets ; ainsi que les politiques et pratiques des entreprises, de manière à promouvoir des sociétés plus justes et durables, exemptes de pauvreté* ». ¹⁴⁶

Pour réduire les inégalités, il faut avant tout déployer **des efforts délibérés afin de réorienter les termes du débat**, de sorte qu'un changement plus progressiste et plus ambitieux soit à la fois possible et durable.

Qu'est-ce que cela signifie ? Il s'agit des actions que nous mènerions pour faire évoluer l'opinion publique dans votre pays – pour réorienter le débat national, pour éduquer et informer le public de façon à modifier la compréhension et les perceptions des gens ; par exemple, en leur faisant comprendre qu'ils sont pauvres à cause des riches, et non à cause des migrants ou des groupes marginalisés, ou encore que les riches le sont très rarement grâce à leur travail acharné, mais le plus souvent grâce à la corruption ou à un héritage.

Cela nécessite un travail médiatique et de communication grand public soutenu en permanence – non seulement de manière proactive lorsque nous publions des rapports, etc., mais aussi de manière constante et réactive, en saisissant l'actualité du moment pour montrer que le cœur du problème réside dans les inégalités – par exemple lorsque les enfants reçoivent chaque année leurs résultats aux examens finaux et que bon nombre des plus brillants d'entre eux ne peuvent pas aller à l'école faute d'argent.

En faisant évoluer cette perception nationale, nous faisons en sorte que le rapport de force change, ce qui nous permet de faire pression sur les responsables politiques pour qu'ils luttent contre l'énorme influence des plus riches et prennent des mesures visant à réduire les inégalités.

Le travail d'influence peut comprendre un éventail de tactiques et d'interventions, notamment :

- Le travail médiatique, proactif et réactif ; des faits et des récits marquants ;
- l'utilisation intensive des réseaux sociaux ;
- la mise en place d'alliances ;
- le renforcement des capacités ;
- la recherche et l'analyse des politiques publiques ;
- le plaidoyer ; et
- les campagnes publiques et médiatiques.

10.1 FAÇONNER LE DÉBAT ET FAIRE BASCULER LES RAPPORTS DE FORCE

Les inégalités sont le résultat de choix politiques et de discours qui servent les intérêts des plus riches. Un monde juste, égalitaire et durable n'est pas possible si nous ne remettons pas en cause ces normes puissantes.

Depuis des décennies, le modèle économique néolibéral dominant considère la recherche de la croissance et du profit comme des biens incontestables. Cette idéologie a concentré la richesse entre les mains d'un petit groupe de personnes tout en affaiblissant les institutions publiques. Elle a facilité un transfert injuste de ressources du Sud vers le Nord par le biais d'un commerce inéquitable, du fardeau de la dette, des règles fiscales mondiales et des chaînes de valeur extractives. Parvenir à la justice signifie donc également décoloniser nos économies.

Les discours qui sous-tendent ce système doivent être remis en question et remplacés par des économies humaines (voir l'introduction du **chapitre 3**) qui promeuvent la solidarité, la dignité et une prospérité partagée, plutôt que la concurrence et l'accumulation. Concrètement, cela signifie que les États doivent garantir des services publics universels et redistribuer les richesses par le biais d'une fiscalité progressive. Les êtres humains devraient pouvoir vivre et s'épanouir dans le respect des limites planétaires. Le pouvoir devrait rendre des comptes aux citoyens.

Pour lutter contre les inégalités extrêmes, nous devons **bâtir un consensus et agir en faveur d'une économie humaine**. Cela implique de repousser les limites de ce qui est considéré comme envisageable et de le concrétiser.

10.2 ANALYSE DES INÉGALITÉS ET DU POUVOIR

Une stratégie efficace de lutte contre les inégalités repose sur deux piliers :

1. Une vision claire de la manière dont les inégalités fonctionnent dans votre contexte.
2. Une analyse du pouvoir qui identifie qui détient les leviers d'influence, où se trouvent les opportunités et comment l'action collective peut rendre le changement inéluctable.

ANALYSE DU POUVOIR

Pour agir efficacement, il est essentiel de comprendre qui détient le pouvoir, qui profite du système actuel et qui peut en changer les règles. L'analyse du pouvoir met en relation les données sur les inégalités et les réalités politiques, révélant ainsi où se situe l'influence, quelles voix sont marginalisées et quelles alliances peuvent faire évoluer la situation.

De manière générale, le pouvoir présente trois facettes :¹⁴⁷

- **Visible.** Cela inclut les lois, les politiques et les budgets officiels.
- **Caché.** Cela détermine qui fixe les priorités et quelles voix sont exclues.
- **Invisible.** Cela façonne les normes et les croyances, faisant apparaître les systèmes inégalitaires comme naturels ou inévitables.

Ce pouvoir se manifeste comme suit :¹⁴⁸

- **Le pouvoir sur les autres,** c'est-à-dire, la domination ou le contrôle ;
- **Le pouvoir avec,** c'est-à-dire la force collective issue de la collaboration ;
- **Le pouvoir d'agir,** c'est-à-dire la capacité individuelle d'agir ; et
- **Le pouvoir intérieur,** c'est-à-dire la conscience de soi, la confiance en soi et la capacité d'agir.

Le genre, la classe sociale, l'origine ethnique et le handicap conditionnent l'accès des personnes à la parole et aux ressources. Ensemble, ces dimensions sont essentielles pour comprendre comment le changement s'opère et comment le pouvoir collectif peut remettre en cause les inégalités – en transformant le pouvoir sur les autres en formes plus équitables et inclusives de pouvoir avec les autres.

Poser des questions clés dans les analyses de pouvoir

nous aide à examiner qui détient le pouvoir de décision, qui définit les priorités et comment les groupes exclus peuvent influencer le changement. ¹⁴⁹Ainsi, une analyse de pouvoir ne se contente pas de cartographier les acteurs, mais aussi les opportunités politiques, par exemple :

- quelles sont les opportunités actuelles qui sont propices au changement ;
- quels moments politiques il convient de saisir ; et
- qui peut contribuer à concrétiser les opportunités identifiées.

Une analyse des rapports de force doit être itérative et participative,

impliquant les partenaires, les mouvements et les communautés, tout en associant un éventail plus large d'acteurs qui façonnent le contexte national. Cela nécessite un dialogue et des échanges permanents – non seulement pour partager des données factuelles, mais aussi pour écouter les analyses des différents acteurs sur les inégalités, leurs priorités et leurs recommandations, ainsi que leurs attentes vis-à-vis des efforts d'influence. Cartographier ensemble le pouvoir permet de construire une compréhension commune du système, renforce l'appropriation collective des stratégies et garantit que les plans d'influence reposent sur des réalités concrètes plutôt que sur des hypothèses.

CHAPITRE 11

LES CINQ PILIERS DE L'INFLUENCE



11 LES CINQ PILIERS DE L'INFLUENCE

Un audit rigoureux des inégalités et une analyse des pouvoirs devraient déboucher sur une stratégie. Ensemble, ils permettent d'identifier :

- quelles inégalités sont les plus urgentes ou les plus symboliques ?
- quels types de pouvoir doivent évoluer, par exemple, institutionnel, culturel ou financier ; et
- où se présentent les opportunités politiques, par exemple lors des cycles budgétaires, des débats fiscaux ou des moments de mobilisation citoyenne.

Une stratégie doit déterminer, sur la base des données disponibles, quels leviers de changement privilégier et quels alliés mobiliser. L'objectif est de faire le lien entre ce que nous savons des inégalités et la manière dont nous agissons pour y remédier. Une stratégie efficace doit tisser des liens entre les **trois voies complémentaires mises en avant dans la Boîte à outils d'Oxfam sur les inégalités (2020)**.¹⁵⁰

1. **Changer le discours** : rendre l'inégalité visible et l'équité désirable.
2. **Changer les règles** : cibler les décisions politiques et budgétaires.
3. **Mobiliser les citoyens** : créer des alliances, des actions créatives et favoriser une participation organisée.

Ces axes définissent la direction du changement. La manière de les mettre en œuvre concrètement est décrite dans les cinq piliers interdépendants de l'influence d'Oxfam.¹⁵¹

1. Création d'alliances ;
2. Échange de capacité ;
3. Recherche et engagement politique ;
4. Plaidoyer et création d'opportunités ; et
5. Campagnes médiatiques, médias et imaginaire collectif.

Ces piliers ne constituent pas des étapes linéaires ; ce sont des stratégies qui se renforcent mutuellement et qui, lorsqu'elles sont alignées, peuvent transformer les politiques et les rapports de force.

L'influence ne se résume pas seulement à **ce sur quoi nous exerçons une influence, mais aussi à la manière dont nous le faisons ; l'équité et l'inclusion doivent donc être placées au cœur du processus et des résultats.**¹⁵² Des récits positifs, fondés sur des données factuelles, ainsi que des exemples concrets démontrant que le changement est possible, peuvent contribuer à susciter le soutien du public et à renforcer l'engagement auprès des décideurs politiques.

11.1 PILIER 1 : CONSTRUCTION D'ALLIANCES

Construire des alliances, c'est créer de nouveaux mouvements ou soutenir ceux qui existent déjà et qui luttent contre les inégalités – par exemple, les mouvements

féministes, syndicaux, de défense des migrants, de jeunes, confessionnels, de défense des personnes en situation de handicap ou pour le climat ; les organisateurs communautaires ; et les réformateurs œuvrant au sein d'institutions – et les rassembler pour lutter contre les inégalités.

Ces coalitions sont les co-architectes du changement : elles définissent les priorités, partagent une légitimité commune et soutiennent l'action collective sur le long terme.

En alignant les acteurs internes et externes – des réseaux de base aux réformateurs nationaux –, les alliances créent **une influence à plusieurs niveaux**, touchant les citoyens individuels, les gouvernements locaux et nationaux, ainsi que les mouvements transnationaux.

ENCADRÉ 6 : L'ALLIANCE CONTRE LES INÉGALITÉS

L'Alliance contre les inégalités (FIA) rassemble des mouvements sociaux, des syndicats, des réseaux féministes, des groupes de jeunes et des organisations communautaires dans de nombreux pays à travers le monde, tous déterminés à lutter contre la concentration du pouvoir et de la richesse entre les mains d'une minorité.

La stratégie « outsider » de la FIA complète les cinq piliers d'influence d'Oxfam : tandis qu'Oxfam ouvre souvent des espaces politiques, la FIA agit de l'extérieur par le biais de la protestation, de l'art et de la mobilisation de masse pour faire de l'inégalité une crise morale et politique.

Partout dans les pays du Sud, les membres de la FIA :

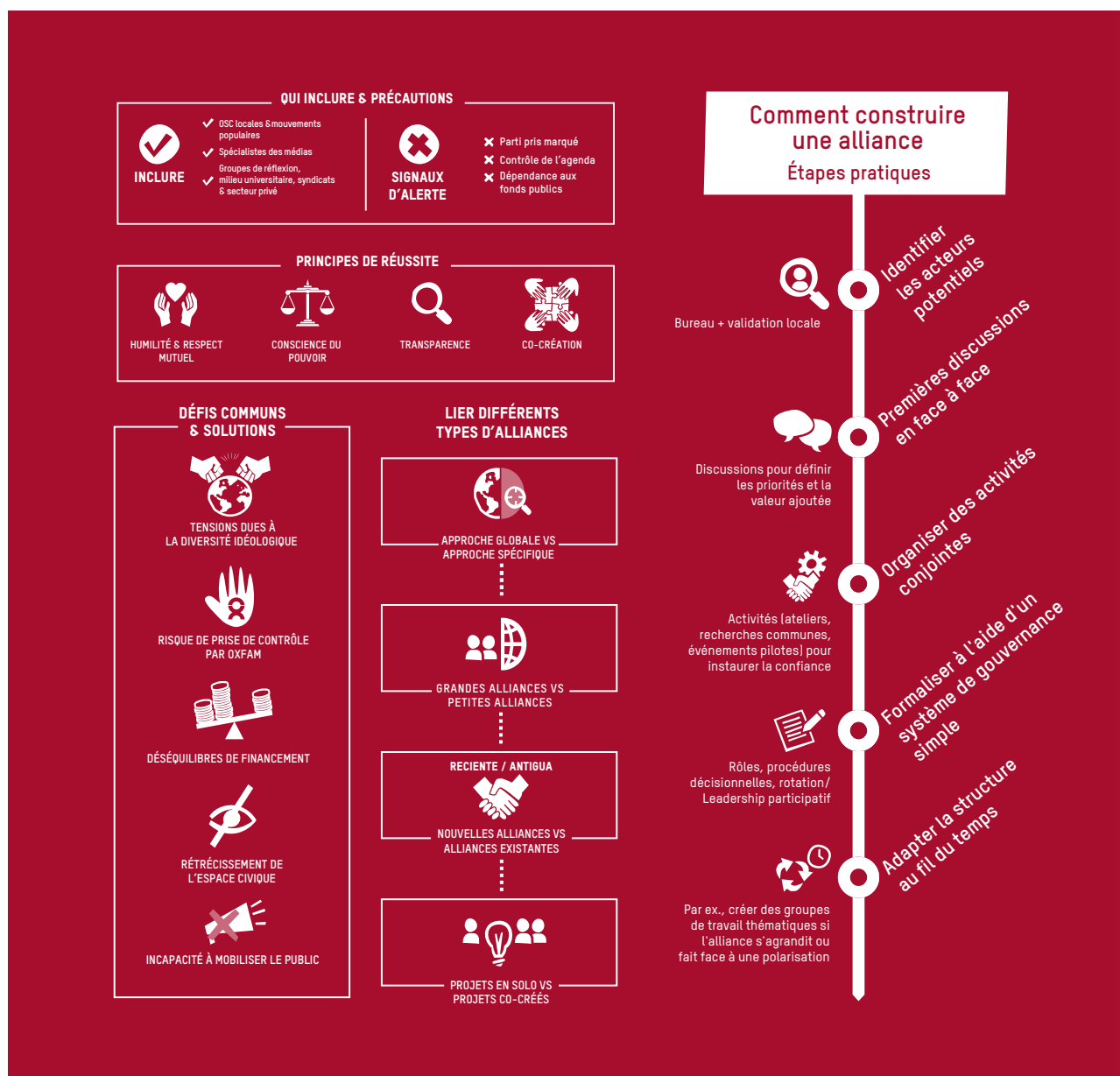
- construisent des mouvements populaires qui demandent des comptes aux gouvernements et aux entreprises ;
- mènent des actions publiques créatives – des marches contre la hausse du coût de la vie aux manifestations artistiques – qui rendent les inégalités visibles ;
- promeuvent un discours d'espoir fondé sur l'équité et la dignité ; et
- mobilisent les moins de 35 ans et les artistes pour transformer l'indignation en imagination.

Travailler au sein d'alliances et de coalitions solides confère une légitimité aux revendications et renforce les mouvements. Les alliances peuvent protéger l'espace civique là où il se rétrécit et amplifier leur influence là où il est ouvert, permettant ainsi aux groupes de se protéger mutuellement et d'agir en solidarité. Par conséquent, **la création d'alliances est particulièrement cruciale dans les contextes où l'espace civique se rétrécit.**

Au Salvador, par exemple, Oxfam a soutenu le Réseau de coresponsabilité des soins, une coalition de 11 organisations de femmes et de jeunes qui militent pour la reconnaissance sociale, économique et politique du travail de soin afin de lutter contre les inégalités de genre. Dans un contexte marqué par des restrictions de l'espace civique, le travail collectif du réseau a contribué à mettre en avant publiquement la question des soins grâce à des campagnes et des actions publiques. De plus, il a créé des espaces de dialogue avec l'État, en présentant des propositions visant à faire progresser la mise en œuvre et le financement public de la politique nationale des soins au Salvador.¹⁵³

Des alliances efficaces reposent sur une analyse commune du pouvoir et des inégalités, ainsi que sur une compréhension de qui détient l'influence, comment le changement s'opère et quelles voix doivent être entendues. Ainsi, **des alliances solides doivent également refléter l'équité qu'elles cherchent à promouvoir** : elles doivent être diversifiées, inclusives et fondées sur le respect mutuel. Cela implique également de mener ensemble des analyses et d'élaborer des stratégies.

FIGURE 1 : CONSTRUIRE DES ALLIANCES

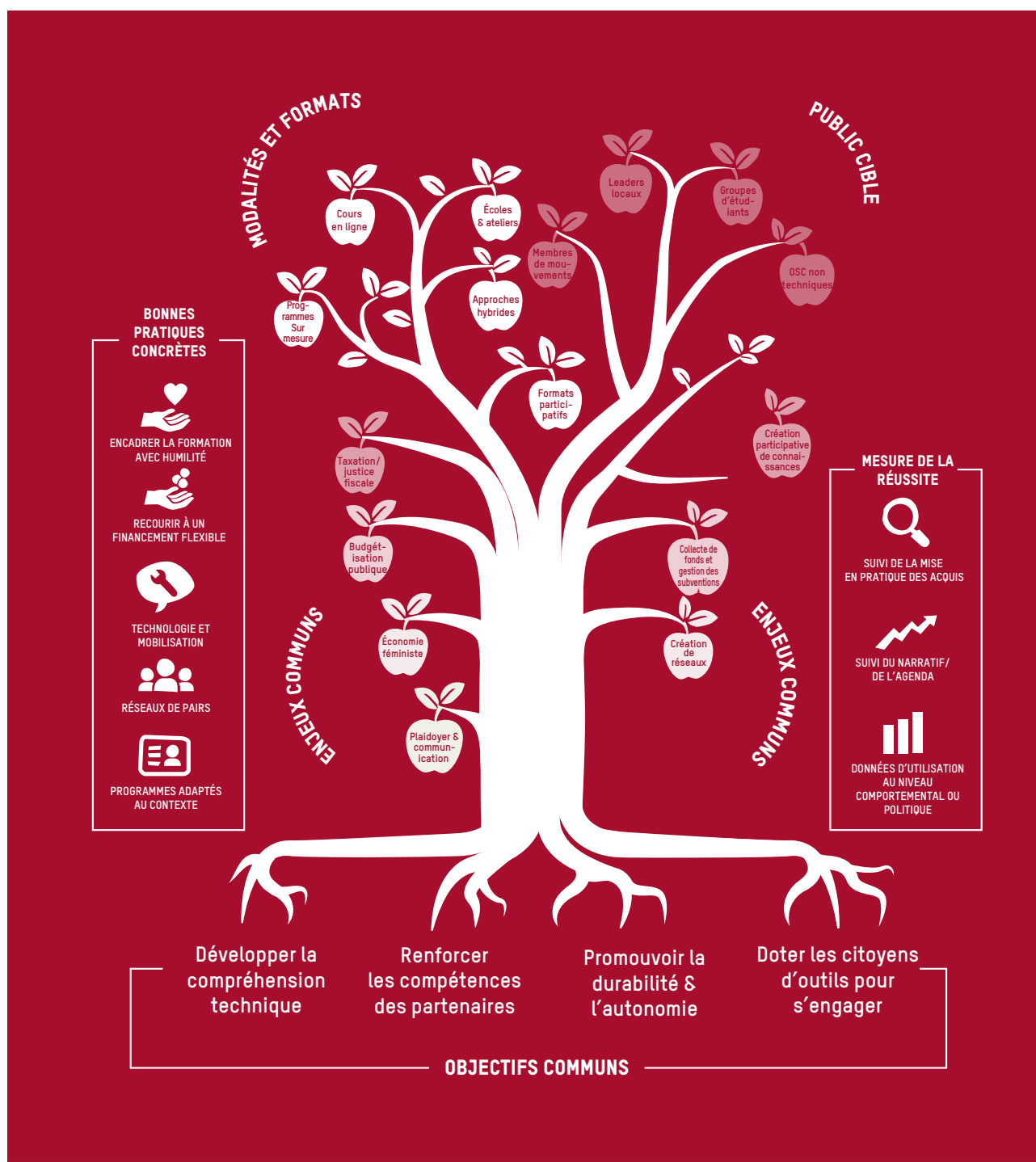


11.2 PILIER 2 : ÉCHANGE DE CAPACITÉS

L'influence commence par la capacité et la confiance nécessaires pour agir, convaincu que le changement est possible. Cela implique également de veiller à ce que ceux qui jouissent de la plus grande légitimité – les personnes

ayant vécu l'inégalité et les groupes qui les représentent – aient la possibilité de renforcer leur propre pouvoir. Il s'agit aussi de garantir la pérennité du rôle d'Oxfam dans le changement en transmettant les rênes aux véritables acteurs de la transformation.

FIGURE 2: ÉCHANGE DE CAPACITÉ



En Ouganda, par exemple, dans le cadre du programme FAIR, Oxfam et ses partenaires ont œuvré au renforcement des capacités de la société civile en matière d'analyse budgétaire et de plaidoyer fiscal. Grâce à des formations, au mentorat et à la production conjointe de données factuelles, les réseaux nationaux ont acquis la confiance et l'expertise nécessaires pour dialoguer directement avec le ministère des Finances et le Parlement sur les questions de justice fiscale.¹⁵⁴

L'échange de capacités visant à lutter contre les inégalités consiste à donner confiance aux partenaires et aux acteurs capables de contribuer à un rééquilibrage des rapports de force. Ce soutien peut prendre de nombreuses formes, allant de l'apport d'un financement de base et de conseils techniques à la facilitation de l'apprentissage entre pairs, en passant par la formation. Les capacités doivent être développées en fonction des priorités identifiées par les acteurs nationaux, que ce soit en matière d'analyse des politiques, de plaidoyer, de campagnes ou dans d'autres domaines qu'ils définissent.

Il est essentiel d'impliquer les personnes dès le départ,¹⁵⁵ en élaborant l'analyse et la stratégie de manière collaborative avec les partenaires, les alliés et les communautés concernées, plutôt que de leur présenter des plans tout prêts dans le cadre de l'échange de capacités. Cette approche participative garantit que cet échange de compétences soit un processus de cocréation et d'appropriation partagée. Ainsi, la confiance et la solidarité deviennent des sources de pouvoir politique ; c'est le pouvoir « avec », plutôt que le pouvoir « sur », qui doit guider notre action.

11.3 PILIER 3 : RECHERCHE ET ENGAGEMENT POLITIQUE

La recherche et l'engagement politique fournissent les données factuelles qui étayent les arguments moraux et garantissent la crédibilité. **L'annexe 3 contient un modèle de cahier des charges pour les publications de recherche d'Oxfam.**

La recherche destinée à influencer doit allier données factuelles et empathie, c'est-à-dire relier les données à l'expérience vécue, afin que les statistiques deviennent des récits et que les politiques prennent une dimension personnelle. Chaque analyse doit mettre en évidence qui en profite et qui en fait les frais, révéler les rapports de force qui sous-tendent les inégalités et présenter des alternatives plus justes sous la forme de recommandations politiques.

Elle peut aussi produire des « faits percutants », c'est-à-dire des statistiques marquantes, mémorables et susceptibles de faire les gros titres, qui donnent du relief aux rapports et vont au-delà des aspects techniques pour inciter les gens à changer le monde. On les appelle « faits percutants » car, s'ils sont vraiment efficaces, ils « anéantissent » les arguments de l'opposition. Pour en savoir plus, consultez l'ouvrage de Duncan Green intitulé « *Creating Killer Facts and Graphics* » (2019).¹⁵⁶

Le dialogue avec les décideurs politiques est plus efficace lorsqu'il est **itératif et réactif** – en identifiant les opportunités, en anticipant les résistances et en préservant la crédibilité tout en restant ancré dans la responsabilité publique.¹⁵⁷

En Ouganda, Oxfam et ses partenaires, dans le cadre du programme FAIR, ont constitué une coalition de chercheurs, de militants et d'associations citoyennes afin de renforcer le plaidoyer en faveur de la justice fiscale. Ils ont combiné la budgétisation intégrant la dimension de genre, des audits fiscaux participatifs et des dialogues communautaires pour mettre en évidence la manière dont les impôts indirects affectaient de manière disproportionnée les femmes et les ménages à faibles revenus. Leurs recherches et leur engagement auprès du Parlement et du ministère des Finances ont donné lieu à un débat parlementaire et à un allègement partiel des taxes sur les biens de première nécessité, tout en alimentant les campagnes menées par la société civile.¹⁵⁸

11.4 PILIER 4 : PLAIDoyer ET OPPORTUNITÉS

Le plaidoyer permet de faire entendre la voix du public auprès des décideurs, garantissant ainsi que les points de vue des citoyens et des mouvements parviennent à ceux qui élaborent les politiques.

Cela nécessite de s'engager de manière stratégique auprès des instances de pouvoir :

- établir des relations ;
- participer aux réunions ;
- présenter des positions politiques ;
- rédiger de courriers de lobbying ; et
- maintenir une communication directe avec les décideurs et les acteurs influents au sein du gouvernement.

Un plaidoyer efficace sait s'adapter.¹⁵⁹ Cela implique de savoir décrypter le contexte politique et d'identifier les « fenêtres d'opportunité », par exemple lorsque des réformateurs au sein même du système peuvent agir de concert avec les voix organisées de la société civile.¹⁶⁰ Cela peut également signifier exercer une pression persistante depuis l'extérieur jusqu'à ce que le changement se produise.

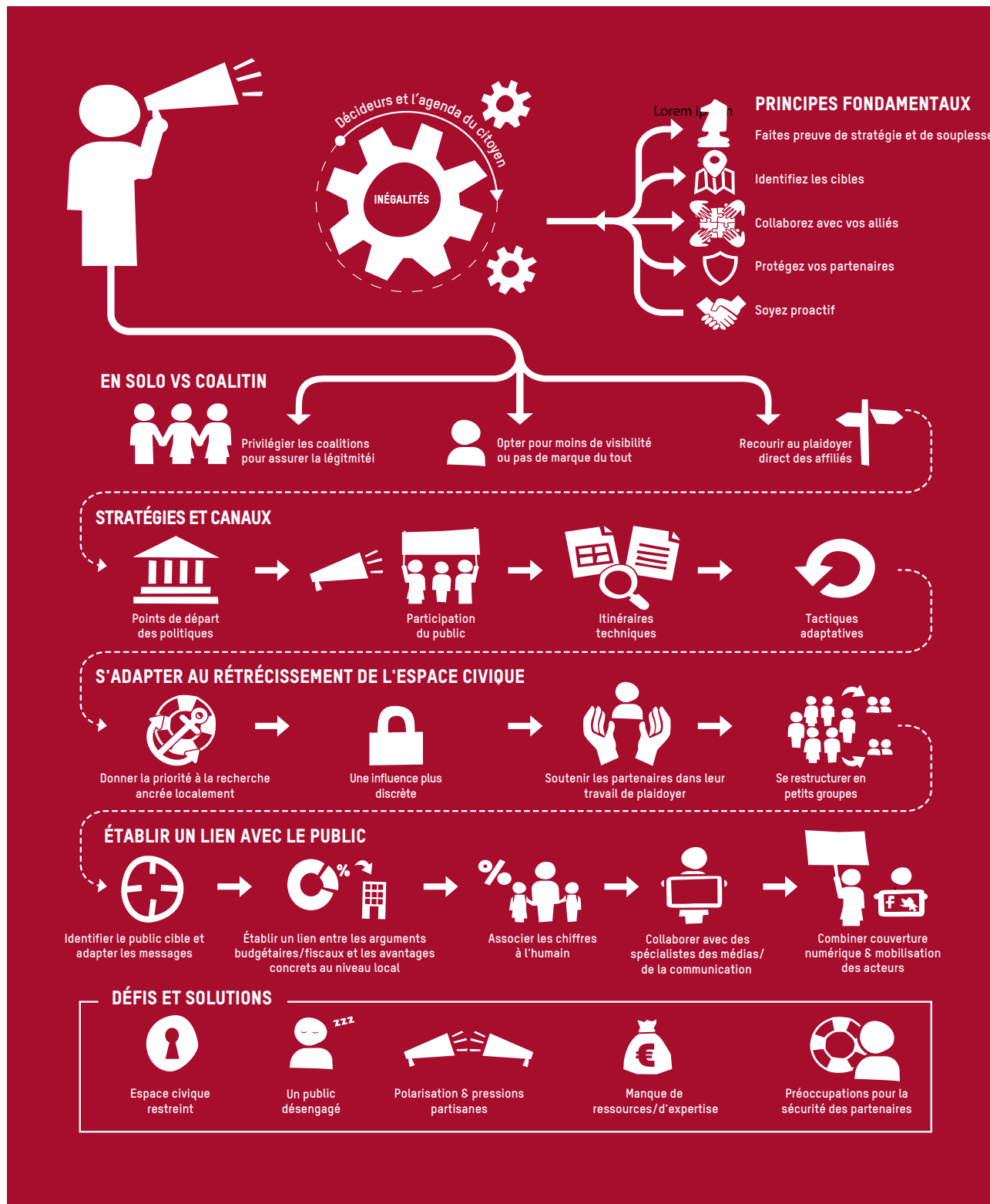
Le plaidoyer exige du courage pour affronter le pouvoir, par exemple en défendant l'espace civique, en amplifiant les voix marginalisées et en tirant parti des canaux tant formels qu'informels pour ouvrir les processus politiques. Le véritable critère d'un bon plaidoyer n'est pas le nombre de réunions organisées, mais le fait de savoir si ceux qui étaient autrefois exclus de la prise de décision obtiennent une place à la table des négociations – et si cela conduit à des changements significatifs dans les politiques, les pratiques ou les résultats.¹⁶¹

Un plaidoyer efficace consiste donc, en fin de compte, à ouvrir un espace politique en créant la confiance, les relations et la légitimité qui permettent aux autres d'agir.

FIGURE 3 : UN OUTIL DE PLANIFICATION POUR LA RECHERCHE VISANT À INFLUENCER



FIGURE 4 : PLAIDOYER



11.5 PILIER 5 : CAMPAGNES, MÉDIAS ET IMAGINAIRE COLLECTIF

Les campagnes, les médias et la mobilisation du public exigent un changement venant de l'extérieur. Elles peuvent parfois élargir ou pérenniser les possibilités de plaider, tandis qu'à d'autres moments, elles peuvent transformer complètement le débat.

Les outils de mobilisation publique, de communication créative et de narration rendent possible la lutte contre les inégalités visibles, percutantes et portées par les citoyens. Ils façonnent la compréhension des enjeux et déterminent quelles voix définissent l'équité et les possibilités. Les campagnes et la communication ne se limitent pas à la visibilité ; elles visent à construire un pouvoir narratif, c'est-à-dire la capacité à faire percevoir l'égalité comme un objectif réalisable et bénéfique pour la société.

Cela comprend :

- la mobilisation des médias locaux, nationaux et internationaux, y compris les réseaux sociaux ;
- la collaboration avec d'autres plateformes créatives ; et
- des événements et des initiatives culturelles axés sur la sensibilisation et l'apprentissage participatif.

Les récits et les cadres conceptuels fondés sur des valeurs permettent de relier les données factuelles aux expériences vécues et à l'instinct moral des individus.¹⁶² Par conséquent, un cadre conceptuel efficace repose sur des valeurs partagées – telles que l'équité, la solidarité, la dignité et la responsabilité – et construit des récits qui incitent le public à passer de la préoccupation à l'action.

Dans le cas des inégalités, cela peut signifier établir un lien entre la justice fiscale et le droit des enfants à l'éducation, en montrant qu'une fiscalité équitable est la manière dont les sociétés reconnaissent et partagent le travail nécessaire pour construire un avenir radieux et prendre soin les uns des autres. Cela peut consister à relier la redistribution des richesses à la dignité, en présentant l'égalité non pas comme de la charité, mais comme du respect, c'est-à-dire que chacun mérite une vie faite de sécurité et d'estime de soi. Les campagnes peuvent également présenter les inégalités comme un facteur qui ronge le tissu social, et l'accumulation excessive de richesses comme nuisible au bien commun.

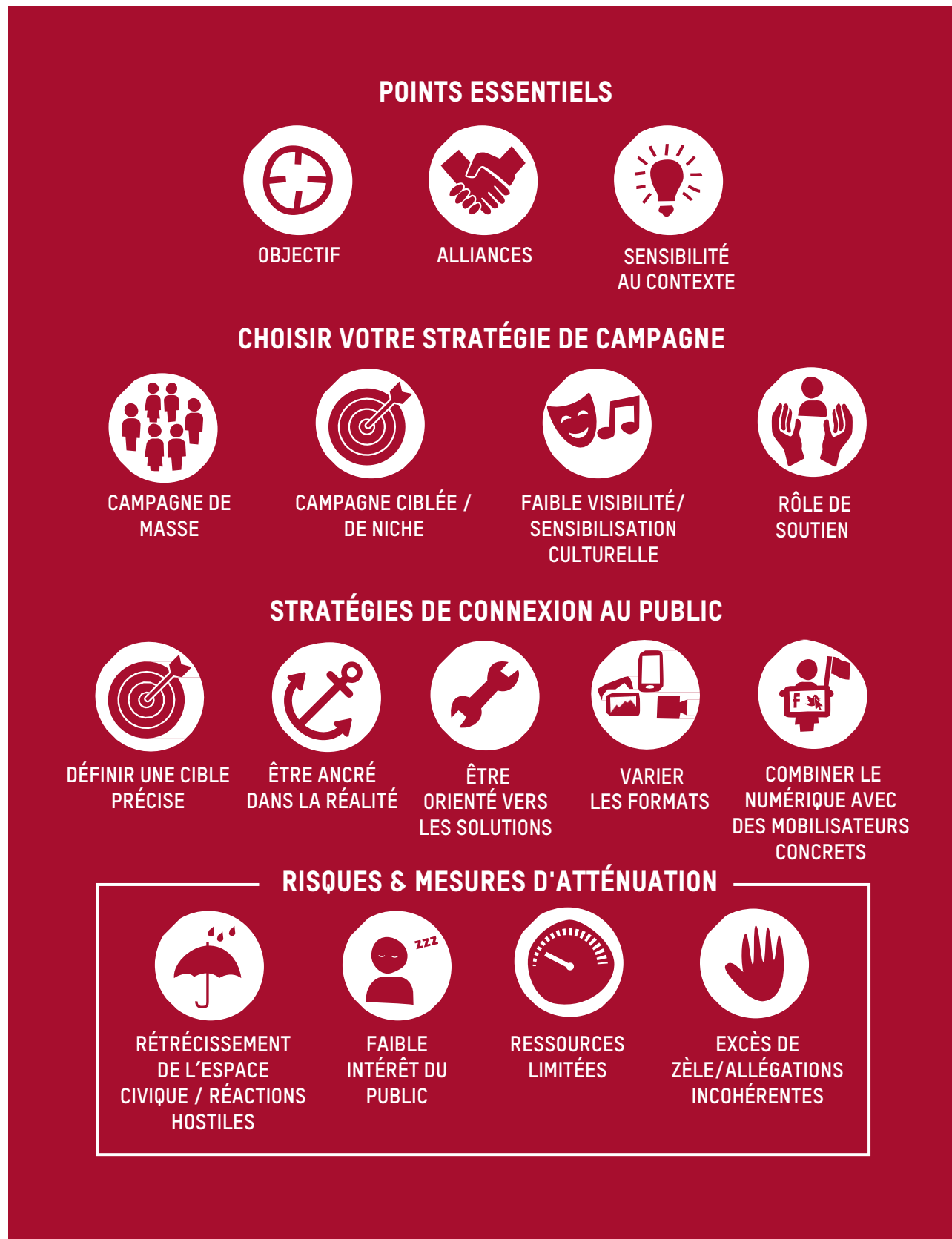
Ces cadres contribuent à transformer les débats politiques techniques en questions morales sur le type de sociétés que nous souhaitons construire. En ancrant leur plaidoyer dans des valeurs humaines partagées, les campagnes vont au-delà des statistiques. Elles peuvent ainsi façonner la manière dont l'équité est ressentie et comprise, et élargir l'espace dédié à un cadre médiatique progressiste et au débat politique.¹⁶³

Grâce à divers moyens, allant de la narration créative à l'art, en passant par la mobilisation numérique et l'activisme culturel, **les campagnes relient l'émotion aux données factuelles.** Lorsque les gens se reconnaissent dans l'histoire, ils deviennent des acteurs du changement.

Au Bangladesh, Oxfam et ses partenaires ont utilisé les réseaux sociaux et les réseaux de jeunes pour sensibiliser le public au travail de soins non rémunéré, en le présentant comme une infrastructure économique essentielle. Cette initiative, qui s'inscrit dans le cadre plus large du programme « We Care » d'Oxfam, a collaboré avec des groupes communautaires et des influenceurs numériques afin de promouvoir la reconnaissance du travail de soins dans les médias nationaux et les débats politiques.¹⁶⁴

Au Kenya, des collectifs de jeunes au sein de la FIA (voir **encadré 6**) ont utilisé l'art, les fresques murales et l'expression créative pour rendre visibles les inégalités et établir un lien entre les luttes économiques et sociales. Oxfam, en tant que partenaire mondial de la FIA, soutient ces efforts en apportant des ressources aux alliances et en reliant l'activisme de base à des campagnes plus larges en faveur de la justice économique.¹⁶⁵

FIGURE 5 : CAMPAGNES



CHAPITRE 12

TOUT METTRE EN PERSPECTIVE



12 TOUT METTRE EN PERSPECTIVE

Le changement survient lorsque la stratégie, les données et l'analyse s'allient à la force d'organisation. **Pour être efficace, l'influence doit associer analyse, alliances, preuves et mobilisation dans un effort cohérent** visant à transformer le champ des possibles en politique.

12.1 LORSQUE LES PILIERS AGISSENT DE CONCERT

Lorsque les cinq piliers (voir chapitre 11) fonctionnent de concert, ils génèrent la dynamique nécessaire pour faire évoluer à la fois les politiques et le pouvoir :

- **Les alliances** confèrent une légitimité aux revendications.
- **Les capacités** renforcent la confiance et permettent de pérenniser l'action sur le long terme.
- **Les données factuelles** apportent de la crédibilité.
- **Le plaidoyer** ouvre des portes.
- **Les campagnes** modifient les termes du débat, poussent au changement et maintiennent la vision en vie.

L'approche d'Oxfam en matière d'influence ancre chaque pilier dans des valeurs partagées : équité, transparence, participation, responsabilité et bienveillance. Ensemble, ces piliers forment un cycle itératif d'analyse, d'action et de réflexion.¹⁶⁶ C'est ainsi que l'économie humaine devient une réalité. (Voir encadré 7, à titre d'exemple.)

12.2 DE L'ANALYSE À L'INFLUENCE

Pour exercer une influence sur les inégalités :

1. **Commencez par une analyse approfondie.** Procédez à un audit des inégalités pour identifier celles qui façonnent le plus la vie des individus et les systèmes qui les perpétuent.
2. **Cartographiez les rapports de force.** Utilisez des outils d'analyse des pouvoirs pour identifier les acteurs influents et les domaines où de nouvelles pressions ou de nouveaux partenariats pourraient modifier la situation.
3. **Mobilisez les piliers d'influence.** Utilisez les cinq piliers conjointement afin que les données factuelles, les alliances et le pouvoir populaire se renforcent mutuellement.
4. **Reliez le local au global.** Associer les stratégies nationales au plaidoyer au niveau mondial (par exemple, auprès de la Banque mondiale et du FMI) et aux campagnes plus larges en faveur de la justice de la dette, d'une fiscalité équitable et de services publics universels afin que les citoyens se sentent acteurs du changement global.

12.3 SUIVI, ÉVALUATION ET APPRENTISSAGE

Le travail d'influence suit rarement un parcours linéaire. Le suivi doit donc permettre de tracer la trajectoire vers un rééquilibrage des pouvoirs et une réorientation des discours vers plus d'équité. Les systèmes de suivi, d'évaluation, de responsabilisation et d'apprentissage doivent également prendre en compte non seulement les résultats, mais aussi la manière dont l'influence s'exerce, par exemple en vérifiant que les alliances soient inclusives, les décisions transparentes et le leadership équitable.¹⁶⁷

À cette fin, trois perspectives complémentaires peuvent être utilisées:

1. **Évolution des politiques et des ressources.** Les gouvernements allouent-ils davantage de moyens à la santé, à l'éducation, aux soins et à la protection sociale ? Des impôts sur la fortune ou de solidarité sont-ils instaurés ? Les taxes régressives ou les mesures d'austérité ont-elles été supprimées ?
2. **Changements de rapports de force.** Les alliances sont-elles plus diversifiées ? Les groupes de jeunes, les associations de femmes, les syndicats et/ou les responsables de réformes prennent-ils les rênes ? De nouveaux espaces de dialogue et de responsabilisation s'ouvrent-ils ?
3. **Évolution des discours et des normes.** Le discours sur l'équité est-il plus présent dans les médias et en politique ? Les citoyens expriment-ils davantage la conviction que les inégalités peuvent être combattues ?

Le suivi et l'apprentissage nous aident à identifier où se trouvent les nouvelles opportunités et où l'espoir prend déjà racine. Ils offrent également des occasions de réflexion et de construction collective de sens.¹⁶⁸

ENCADRÉ 7 : UN EXEMPLE HYPOTHÉTIQUE D'ACTION DE PLAIDOYER

Dans de nombreux pays, Oxfam et ses partenaires démontrent que la lutte contre les inégalités est un combat politique et moral visant à rééquilibrer les rapports de force, à réécrire les règles économiques et à faire de l'équité un idéal partagé.

Dans le pays X, de jeunes militants, des mouvements féministes et des syndicats s'unissent pour marquer le lancement d'un rapport mondial sur les inégalités. Ce rapport expose l'ampleur des inégalités et les politiques qui doivent être modifiées au cours des cinq prochaines années. Au cœur de ces propositions figure un appel en faveur d'un Plan national contre les inégalités visant à surveiller les inégalités et l'impact des politiques sur celles-ci.

Le rapport comprend des « faits percutants » et des témoignages d'expériences vécues reliant l'injustice mondiale à la vie quotidienne. Il utilise des récits pour relier les données factuelles aux expériences vécues et à l'instinct moral des individus, par exemple les conséquences de la charge des soins non rémunérés sur les femmes, les communautés privées d'accès aux soins de santé et à l'éducation, et l'exposition inégale des populations aux catastrophes climatiques. Le rapport dénonce également les personnes les plus riches du pays et montre à quel point leur fortune s'est accrue alors que le citoyen moyen est confronté à une forte inflation. Le message central : les inégalités sont le fruit d'un système, et ce système peut être repensé. Les faits percutants sont largement partagés sur les réseaux sociaux et deviennent le cœur du récit.

Tout au long de l'année, l'alliance se fait le porte-parole public de la lutte contre les inégalités, en s'appuyant sur ces faits marquants et ce cadre narratif. Les organisateurs mettent en place une semaine « Art for Fairness » (L'art pour l'équité) consacrée aux fresques murales, au théâtre, à la musique et aux performances de poésie orales. Des artistes et influenceurs de renom utilisent les espaces publics et les réseaux sociaux pour dénoncer les injustices et redonner espoir.

L'alliance commence à mieux relier entre elles des luttes autrefois considérées comme distinctes au sein d'un discours plus large sur les inégalités, notamment :

- Les syndicats d'enseignants qui associent la justice salariale à une fiscalité équitable ;
- Les militants pour le climat qui réclament une part équitable du financement de l'adaptation au changement climatique ;
- Les travailleurs du secteur des soins qui défendent l'investissement dans les services publics ; et
- Les collectifs de jeunes qui réinventent l'économie à travers le design et la performance.

Lorsque les mesures d'austérité et les conditions liées à la dette menacent les dépenses sociales, la coalition descend dans la rue. Lorsque le gouvernement tente d'introduire des mesures d'austérité par le biais d'un nouveau projet de loi de finances, conformément aux recommandations du programme du FMI, l'alliance peut capitaliser sur la colère de la population, tout en s'associant au travail de lobbying mené par le personnel d'Oxfam au siège du FMI.

Au fil du temps, les militants prennent davantage conscience d'autres processus et forums mondiaux. Ils commencent à défendre la nouvelle Convention-cadre des Nations unies sur la coopération fiscale internationale, une instance qui contribue à faire évoluer l'élaboration des règles fiscales mondiales afin de donner une véritable voix aux pays du Sud.

Leur travail soutenu porte ses fruits :

- Le Parlement adopte un impôt sur la fortune ciblant les personnes très fortunées ;
- Des allocations universelles sont instaurées pour les enfants ; et
- L'alliance se joint aux campagnes mondiales en faveur de l'annulation de la dette et d'une fiscalité équitable.

Tout aussi important, le discours public évolue : ce qui était autrefois considéré comme « inabordable » ou « irréaliste » est désormais perçu comme une lutte pour la justice face aux inégalités croissantes. Grâce à une couverture médiatique régulière, le public prend davantage conscience du lien entre inégalités, pauvreté persistante et injustice.

L'alliance gagne en maturité et en crédibilité, elle est désormais capable d'œuvrer pour des résultats durables, et de réagir avec agilité face aux menaces. Elle plaide pour un Plan national de lutte contre les inégalités qui évalue l'impact des changements politiques décrits ci-dessus sur les inégalités et qui puisse démontrer une réduction progressive du ratio de Palma ou du coefficient de Gini au fil du temps.

ANNEXES

BOÎTE À OUTILS SUR LES INÉGALITÉS :
GUIDE POUR AGIR EN FAVEUR DE LA
RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

ANNEXES

ANNEXES

Les annexes suivantes accompagnent le chapitre 10 et fournissent des liens et des conseils pour ceux qui souhaitent approfondir leurs connaissances à chaque étape - de l'analyse et de la planification jusqu'au suivi et à l'apprentissage. Elles proposent :

1. Des liens vers des outils clés pour concevoir des actions ayant un impact sur les inégalités ;
2. Un guide sur la manière d'animer un atelier consacré aux inégalités ; et
3. Un modèle de cahier des charges pour la réalisation d'une publication de recherche Oxfam.

ANNEXE 1 OUTILS CLÉS POUR INFLUENCER LES INÉGALITÉS

Encadré A1 : Principaux outils pour agir sur les inégalités

Focus	Outils
Données et analyse	C. Kumar. (2020). <i>Oxfam Inequality toolkit</i>. Oxfam. https://inequalitytoolkit.org/guides/toolkit_in-equality_fv.pdf Oxfam. (2017). <i>Guide Oxfam sur les inégalités</i>. https://policy-practice.oxfam.org/resources/oxfam-inequality-guide-620253/ C. Kumar. (2019). <i>Data Advocacy: The Multidimensional Inequality Framework: The Oxfam toolkit</i>. Oxfam. https://inequalitytoolkit.org/intermon/public/guides/data_advocacy.pdf
Pouvoir et stratégie	Oxfam. (2014). <i>Quick Guide to Power Analysis</i>. https://policy-practice.oxfam.org/resources/quick-guide-to-power-analysis-313950/ R. English. (2020). <i>Guide pour un travail d'influence efficace : Comment mettre en œuvre des stratégies d'influence efficaces ?</i> Oxfam. https://policy-practice.oxfam.org/resources/influencing-for-impact-guide-how-to-deliver-effective-influencing-strategies-621048/ C. Safier, S. Wakefield, R. Harvey et R. Rewald. (2019). <i>Guide d'Oxfam pour le travail d'influence féministe</i>. Oxfam. https://policy-practice.oxfam.org/resources/oxfams-guide-to-feminist-influencing-620723/
Cinq piliers	Oxfam. (2017). <i>Guide Oxfam sur les inégalités</i>. https://policy-practice.oxfam.org/resources/oxfam-inequality-guide-620253/ R. English. (2020). <i>Guide pour un travail d'influence efficace : Comment mettre en œuvre des stratégies d'influence efficaces ?</i> Oxfam. https://policy-practice.oxfam.org/resources/influencing-for-impact-guide-how-to-deliver-effective-influencing-strategies-621048/ I. Crabtree-Condor. (2020). <i>Pouvoir narratif et action collective : conversations avec celles et ceux qui œuvrent à changer les narratifs pour le bien social – Partie 1</i>. https://policy-practice.oxfam.org/resources/narrative-power-and-collective-action-conversations-with-people-working-to-change-621020/ I. Crabtree-Condor. (2020). <i>Pouvoir narratif et action collective : conversations avec celles et ceux qui œuvrent à changer les narratifs pour le bien social – Partie 2</i>. https://policy-practice.oxfam.org/resources/narrative-power-and-collective-action-conversations-with-people-working-to-change-621085/ Oxfam. (2026). <i>GINI in a Bottle: Distilling Learnings from Implementing Countries</i>. https://www.oxfam.org/en/research/gini-bottle-distilling-learnings-implementing-countries
Suivi, apprentissage et adaptation	R. English. (2020). <i>Guide pour un travail d'influence efficace : Comment mettre en œuvre des stratégies d'influence efficaces ?</i> Oxfam. https://policy-practice.oxfam.org/resources/influencing-for-impact-guide-how-to-deliver-effective-influencing-strategies-621048/ Oxfam. (n.d.). <i>MEL-of-Influencing Toolkit</i>. https://melofinfluencing.org

ANNEXE 2 : ORGANISER UN ATELIER SUR LES INÉGALITÉS

Il s'agit d'une version légèrement adaptée de l'outil inclus dans l'annexe du Guide d'Oxfam sur les inégalités (2017).

Les ateliers sur les inégalités peuvent rassembler des équipes d'ONG, des partenaires, des alliés, des chercheurs et des représentants des communautés afin de parvenir à une compréhension commune des inégalités et d'identifier les priorités d'action. Ils offrent un espace permettant de combiner l'analyse des données et les expériences vécues, et de réfléchir à la manière dont les programmes existants peuvent mieux lutter contre les inégalités.

Le format ci-dessous est flexible et doit être adapté au contexte. Le cadre s'articule autour de quatre objectifs.

A2.1 COMPRENDRE LES MANIFESTATIONS DE L'INÉGALITÉ DANS VOTRE CONTEXTE

Explorer et analyser les données relatives aux inégalités selon différentes dimensions (par exemple, le revenu, le sexe, la situation géographique, l'identité, l'accès aux services, etc.). Cela implique l'identification des personnes les plus touchées et la manière dont les inégalités s'entrecroisent.

APPROCHES POSSIBLES

- Présenter les données et tendances clés à l'aide de sources nationales et internationales.
- Inviter des chercheurs, des militants ou des praticiens à partager leurs points de vue.
- Travailler en petits groupes pour explorer des ensembles de données et identifier les tendances clés.
- Réfléchir aux expériences personnelles des participants en matière d'inégalité et d'opportunités.
- Identifier les lacunes dans les données disponibles et déterminer les expériences qui ne sont pas prises en compte.

A2.2 IDENTIFIER LES PRINCIPAUX FACTEURS D'INÉGALITÉS

Analyser les facteurs structurels, politiques et sociaux qui entretiennent les inégalités.

APPROCHES POSSIBLES

- Utiliser un cadre structuré (par exemple : fiscalité, services publics, marchés du travail, soins, climat, espace civique).
- Animer des discussions de groupe sur les questions suivantes :
 - Qui bénéficie du système actuel ?
 - Qui est exclu ou marginalisé ?
 - Quelles politiques, normes ou dynamiques de pouvoir sont à l'origine de ces résultats ?
- Introduire une analyse élémentaire du pouvoir (pouvoir visible, caché et invisible).

A2.3 RÉFLÉCHIR AUX PROGRAMMES ET STRATÉGIES ACTUELS

Évaluer dans quelles mesures les actions existantes contribuent à réduire les inégalités et où subsistent les lacunes.

APPROCHES POSSIBLES

- Cartographier les programmes actuels au regard des principaux facteurs d'inégalité.
- Identifier les groupes touchés et ceux qui sont exclus.
- Discuter pour déterminer si les programmes s'attaquent aux causes profondes ou aux symptômes.
- Identifier les opportunités de renforcer une approche axée sur les inégalités.

A2.4 IDENTIFIER LES PRIORITÉS D'ACTION ET D'INFLUENCE

Traduire l'analyse en étapes concrètes.

APPROCHES POSSIBLES

- Donner la priorité à deux ou trois enjeux ou domaines clés liés aux inégalités.
- Identifier les changements politiques potentiels ou les points d'entrée pour le plaidoyer.
- Identifier les acteurs clés, les alliés et les décideurs.
- Explorer les possibilités de formation de coalitions ou d'engagement au sein de mouvements.

PRINCIPES CLÉS DE LA FACILITATION

- **Mettre l'expérience vécue au cœur du processus.** Veiller à ce que la voix des personnes les plus touchées par les inégalités soit activement prise en compte et prioritaires.
- **Utiliser des données ventilées.** Combiner les données quantitatives avec des analyses qualitatives pour cerner les inégalités croisées.
- **Adopter une approche participative.** Utiliser des méthodes interactives pour favoriser une compréhension commune et un sentiment d'appropriation.
- **Se concentrer sur le pouvoir.** Aller au-delà de la simple description des inégalités pour analyser qui détient le pouvoir et comment le changement peut s'opérer.
- **Adopter une approche orientée vers l'action.** Veiller à ce que l'atelier débouche sur des étapes claires pour l'élaboration de programmes ou le plaidoyer.

A2.5 RÉSULTATS ATTENDUS

À l'issue de l'atelier, les participants devraient avoir :

- Une compréhension commune des principales inégalités et des personnes les plus touchées;
- Une analyse plus claire des principaux facteurs et des dynamiques de pouvoir ;
- Lacunes identifiées dans les programmes ou stratégies actuels; et
- Se mettre d'accord sur les domaines prioritaires et les actions potentielles pour réduire les inégalités.

ANNEXE 3 MODÈLE DE CAHIER DES CHARGES POUR UNE PUBLICATION

Informations requises	À compléter
Responsable de la commande	XXX
Auteur(s)	XXX
Chef/fe de projet	XXX
Type de document Par exemple, rapport de recherche, note d'information, communiqué de presse, etc.	XXX
Campagne Oxfam Par exemple, une campagne contre les inégalités	XXX
Partenaire de publication Indiquer les partenaires de publication ou alliés prévus pour une publication conjointe / un co-marquage.	XXX
Longueur prévue (Nombre de mots)	Par exemple 10 000 mots

Objectif Pourquoi ce document est-il commandé, et pourquoi maintenant ? Comment contribue-t-il à la campagne?	La rédaction de ce document a été commandée car les inégalités extrêmes et croissantes constituent l’une des plus grandes crises de notre époque, tant à l’échelle mondiale qu’au sein des pays et entre eux. En effet, les écarts entre les plus riches et le reste de la population ont non seulement atteint des proportions vertigineuses, mais continuent de se creuser, exacerbés par des crises fréquentes, notamment la pandémie de COVID-19, les guerres, les conflits géologiques et le changement climatique. Alors que quelques-uns amassent d’énormes richesses, des milliards de personnes sont confrontées à la pauvreté, à la faim, à la baisse des salaires et à l’inaccessibilité des services essentiels tels que les soins de santé, un logement décent ou l’éducation. L’élite fortunée concentre le pouvoir politique, réduisant l’efficacité des institutions publiques – ainsi que la confiance en celles-ci – et portant atteinte au droit des citoyens à demander des comptes aux détenteurs du pouvoir. Il est important de comprendre comment les inégalités se manifestent, c’est-à-dire quels en sont les facteurs et les conséquences, avant de concevoir et de mettre en œuvre un ensemble de mesures visant à les réduire. L’objectif de ce document est d’identifier les tendances, les facteurs, les conséquences et les interventions politiques en matière d’inégalités afin de les réduire considérablement au niveau national. Il vise à : • Produire des connaissances sur les tendances en matière d’inégalités, y compris des chiffres percutants illustrant le fossé entre les riches et le reste de la population, les causes et les conséquences des inégalités économiques, ainsi que des recommandations politiques. • Positionner Oxfam comme un leader d’opinion sur le débat relatif aux inégalités dans le pays et potentiellement ouvrir la voie à l’élaboration d’une stratégie de campagne contre les inégalités ancrée dans le contexte national. • Fournir une base solide pour établir des relations et des alliances avec les organisations de la société civile, les universitaires et les leaders d’opinion engagés dans le débat national sur les inégalités.
Public À qui s’adresse ce document ? Qui cherchons-nous à influencer ? Quel ton/style adoptera-t-il ? Veuillez indiquer les publics cibles principaux et secondaires. Comment comptez-vous les diffuser auprès de ces publics ? Quels sont les pays cibles prioritaires ?	Public cible principal : Grand public, décideurs politiques, médias, responsables politiques Public secondaire : universitaires, organisations de la société civile, syndicats

Proposition Quels sont les principaux arguments et recommandations politiques de ce document ? Si possible, veuillez inclure des points spécifiques relatifs au genre et aux droits des femmes. Quel impact cela aura-t-il sur la pauvreté ?	Le présent document dressera un état des lieux des inégalités dans le pays X, en montrant comment celles-ci se sont accrues, réduites ou sont restées stables au cours des dernières années ; comment le fondamentalisme de marché et la mainmise politique ont contribué à ces tendances ; et quelles mesures peuvent être prises pour lutter contre les inégalités, notamment en matière de droits du travail, de fiscalité et de services publics. Il mettra en évidence les liens entre les inégalités économiques et d'autres formes d'inégalités, en particulier les inégalités entre les sexes. Ce document apportera des éléments factuels et identifiera les principaux domaines d'action et de politique publique pour de futures interventions. Pour ce faire, il répond aux questions de recherche suivantes : 1. Dans quelle mesure les inégalités économiques extrêmes et croissantes sont-elles évidentes dans le pays X et susceptibles de constituer un obstacle aux progrès du développement de ce pays ? 2. Quels sont les principaux facteurs d'inégalité économique dans le pays X ? Quel est le rôle du fondamentalisme de marché/néolibéralisme ? Quel est le rôle de la mainmise politique sur le pouvoir ? 3. Quelle est l'interaction entre les inégalités économiques et les autres formes d'inégalités, notamment celles liées au genre, à l'origine ethnique et à la situation géographique ? 4. Quelles politiques sont en place dans le pays X qui renforcent/perpétuent ou réduisent les inégalités ? 5. Quelles sont les opportunités (limitations) pour l'élaboration de politiques progressistes dans le pays X ?
---	---

Contenu Décrivez en détail le contenu du document, en indiquant le nombre de pages estimé pour chaque section. Mettez en avant les faits marquants et précisez comment vous abordez les questions d'égalité entre les sexes.	Ce document vise à : • Apporter un éclairage sur la dynamique des inégalités dans le pays X afin de permettre à Oxfam d'en tenir compte dans sa planification et sa programmation futures. • Mettre en évidence l'impact néfaste des inégalités extrêmes et croissantes là où elles existent, ou montrer en quoi une approche progressiste du développement est bénéfique pour la société et constitue un modèle pour d'autres pays. • Identifier les opportunités pour Oxfam de s'engager au niveau local et/ou national dans des programmes ou des campagnes visant à réduire efficacement les inégalités et à soutenir une voie de développement plus égalitaire. Le contenu suivra la structure des questions de recherche décrites ci-dessus : Section 1 : Les faits concernant les inégalités dans le pays X (1500 mots) • Tendances et évolutions de la répartition des revenus et de la richesse. • Impact des inégalités sur la pauvreté, la mobilité sociale, la croissance et la stabilité sociale, en particulier sur les conflits, la criminalité et la sécurité à moyen et long terme. • Comparaison avec d'autres pays ayant des niveaux de revenus similaires. • Chiffres percutants illustrant l'ampleur du problème. Section 2 : Facteurs à l'origine des inégalité (1500 mots) • L'ampleur de la marginalisation et de l'exclusion fondées sur le genre (en s'appuyant sur l'analyse du travail de soins non rémunéré lorsque cela est possible), l'origine ethnique, la situation géographique et d'autres inégalités. • La mesure dans laquelle l'accès aux ressources productives et aux opportunités d'emploi rémunérateur est restreint et inégalement réparti. • L'influence du néolibéralisme, du fondamentalisme de marché et de l'ajustement structurel. • Les effets de la mainmise politique par les élites. • Exemples et récits illustratifs, par exemple les barrières économiques, sociales et politiques auxquelles sont confrontés les groupes exclus, et leur position qui en résulte dans la répartition des revenus ; exemples de richesse extrême, en citant des noms chaque fois que cela est possible. Section 3 : L'inégalité n'est pas inévitable : choix et mise en œuvre des politiques (1500) • Le modèle de croissance et de développement mis en œuvre. • Politiques d'accès aux ressources productives. • Politiques en matière de travail et de salaires. • L'incidence de la fiscalité, par exemple l'impact néfaste de la TVA sur les personnes vivant dans la pauvreté ; l'imposition limitée des personnes riches ; les allègements fiscaux accordés aux entreprises. • Une évaluation de la progressivité des dépenses publiques, notamment en matière de services publics et de protection sociale. Cette évaluation devrait porter sur des questions telles que la tarification des services, la privatisation des services et l'enseignement privé. • Des faits marquants sur l'incidence fiscale et les choix en matière de dépenses publiques. Section 4 : Espace pour l'élaboration de politiques progressistes (1000) • Cartographie du rôle et des objectifs des acteurs politiques, notamment les partis/factions politiques, les ONG et le secteur privé. • Les inégalités de pouvoir dans la société en général, et plus particulièrement dans les processus politiques et la prise de décision (espace des OSC face aux élites économiques). • Opportunités : identifier les leaders et les discours progressistes/régressifs à exploiter. • Défis : risque que les clivages sociaux et les conflits restreignent l'espace d'élaboration de politiques inclusives, et des preuves de mainmise politique.
---	--

	Conclusion (500) Identifier les opportunités permettant à Oxfam de mieux travailler dans le contexte des inégalités manifestes dans le pays X, et de mettre en œuvre des politiques et des espaces d'élaboration de politiques susceptibles de réduire ces inégalités. Nombre total de mots : 6000
Contenu Web Comment ce document d'information sera-t-il utilisé et diffusé en ligne ? Pourra-t-il être complété par les supports suivants : • Blog • Matériel vidéo • présentation PowerPoint	Ce document devrait fournir suffisamment de matière pour élaborer des supports de plaidoyer adaptés au contexte local (par exemple : fiches d'une page, mini-études de cas, infographies, tableaux de bord, vidéos, témoignages de personnes ordinaires du pays X confrontées à des inégalités extrêmes, etc.).
Liens avec les programmes Comment ce document établira-t-il un lien entre les politiques et l'expérience d'Oxfam en matière de programmes ? Quels pays seront concernés ?	Il sera conçu pour fournir un contenu approprié à la stratégie globale du pays X et aux programmes spécifiques qui luttent contre les inégalités aux niveaux local et national.
Genre Comment cet article ou ce rapport intègre-t-il la question de la justice de genre et des droits des femmes dans son argumentation ? Veuillez inclure des informations à ce sujet, le cas échéant, dans les sections « Contenu » et « Proposition ». Comment cet article aborde-t-il soit les relations de pouvoir entre les hommes et les femmes, soit l'impact disproportionné des politiques injustes sur les femmes, en lien avec la question traitée ? Sur quelles recherches existantes s'appuiera-t-il ?	Il mettra en lumière les liens entre les inégalités économiques et d'autres formes d'inégalités, notamment les inégalités entre les sexes, qui créent des cercles vicieux de précarité. Ce rapport plaidera en faveur d'une lutte contre les inégalités économiques fondée sur une approche qui tienne compte des rôles attribués en fonction du genre et des droits des femmes. Il visera à une répartition plus équitable du travail rémunéré et non rémunéré entre les hommes et les femmes, ainsi qu'à l'accès aux moyens de production et au pouvoir d'influence, en particulier au niveau des politiques publiques.

Aspects sensibles Quels sont les risques liés à la publication de ce document ? (Par exemple : risque pour la sécurité du personnel ou pour le programme ; risque pour la réputation d'Oxfam ; risque pour l'identité d'Oxfam ; qualité du produit et du contenu ; cohérence avec les plans et les priorités.)	Le ton adopté sera équilibré et fondé sur des données factuelles. Nous nous appuierons sur une analyse quantitative rigoureuse et des recommandations concrètes. Nous tiendrons compte des sensibilités nationales.
Besoins en matière de traduction Précisez si le texte intégral doit être traduit dans les langues principales d'Oxfam (français, espagnol, anglais). Indiquez toute autre langue requise, expliquez comment elle sera utilisée et confirmez que des fonds ont été alloués à cet effet. Remarque : si le texte intégral doit être traduit, toutes les versions linguistiques devront être publiées simultanément.	XXX
Vérification du risque de diffamation Cet document doit-il faire l'objet d'une vérification des risques de diffamation par un expert juridique ? (par exemple, si des noms d'entreprises sont mentionnés et qu'il existe un risque de diffamation)	XXX

CALENDRIER DE PRODUCTION		
Non	Sujet	Nombre de jours ouvrables
1	Prêt pour TOR	
2		
3	Révision par les auteurs	
4	Révision (4000 mots/jour)	
5	Révision par les auteurs de la version éditée	
6	Approbation (prévoir un délai minimum de 5 jours)	
7	Révision de l'auteur basée sur les commentaires approuvés	
8	Version finale signée prête	
9	Traductions (1000 mots/jour) et mise en page	
10	Préparation des fichiers PDF définitifs etc . Il faut au moins deux jours ouvrables complets pour préparer les articles en vue de leur publication en ligne et produire les fichiers PDF finaux.	
11	Date de publication Indiquez tout événement ou occasion spécifique, et précisez si un embargo sera en vigueur. En l'absence d'élément déclencheur externe particulier, quelle est la marge de manœuvre concernant la date de publication ? À noter : les fichiers finaux doivent être transmis aux équipes médias et web au moins trois jours ouvrables avant la date d'embargo.	
12	Diffusion Veuillez indiquer ici les exigences spécifiques de diffusion (électronique ou papier) de ce document (par exemple, auprès de cibles spécifiques, de spécialistes des politiques publiques/des médias, de listes de diffusion, de réseaux, etc.). Tous les documents OI suivent une procédure de diffusion standard qui sera appliquée automatiquement et qui comprend : • Site web ou intranet de l'organisme d'affiliation de l'auteur • Site web OI • Sumus • contacts externes (généraux)	
	Date de publication	

NOTES

Tous les liens ont été consultés pour la dernière fois le 7 mai 2026, sauf indication contraire.

- 1 A. Taneja, A. Kamande, C. Guharay Gomez, D. Abed, M. Lawson et N. Mukhia. (2025). *L'art de prendre sans entreprendre: l'injustice de la pauvreté face aux richesses imméritées issues du colonialisme*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/takers-not-makers-621668/>
- 2 Ibid.
- 3 S. Dickman, D. Himmelstein et S. Woolhandler. (2017). *Inequality and the health-care system in the USA*. *The Lancet*. [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(17\)30398-7/abstract](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(17)30398-7/abstract)
- 4 C. Canelas and R. Gisselquist. (2018). *Horizontal inequality as an outcome*. Oxford Development Studies. <https://doi.org/10.1080/13600818.2018.1508565>
- 5 World Bank. (2024). *Pathways Out of the Polycrisis*. <https://www.worldbank.org/en/publication/poverty-prosperity-and-planet#global>
- 6 Ibid.
- 7 E. Dabla-Norris, K. Kochhar, N. Suphaphiphat, F. Ricka and E. Tsounta. (2015). *Causes and Consequences of Income Inequality: A Global Perspective*. IMF staff discussion note. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2015/sdn1513.pdf>
- 8 K. Pickett, A. Gauhar, R. Wilkinson, and P. Sahni-Nicholas. (2024). *The Spirit Level at 15*. The Equality Trust. <https://doi.org/10.15124/yao-de9s-7k93>
- 9 A. Maitland, A. Taneja, A. Kamande, C. Brown Solá, H. Bignell, M. Lawson et R. Møller Stahl. (2026). *Résister au règne des plus riches : défendre la liberté contre le pouvoir des milliardaires*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/resisting-the-rule-of-the-rich-621776/>
- 10 Ibid.
- 11 A. Taneja, A. Kamande, C. Guharay Gomez, D. Abed, M. Lawson et N. Mukhia. (2025). *L'art de prendre sans entreprendre: l'injustice de la pauvreté face aux richesses imméritées issues du colonialisme*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/takers-not-makers-621668/>
- 12 A. Khalfan, A. Nilsson Lewis, C. Aguilar, M. Lawson, S. Jayoussi, J. Persson, N. Dabi et S. Acharya. (2023). *Climate Equality: A planet for the 99%*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/climate-equality-a-planet-for-the-99-621551/>
- 13 M. Alestig, N. Dabi, A. Jeurkar, A. Maitland, M. Lawson, D. Horen Greenford, C. Lesk et A. Khalfan. (2024). *Les inégalités carbone tuent : réduire les émissions excessives d'une élite peut favoriser la durabilité de la planète pour tous*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/carbon-inequality-kills-why-curbing-the-excessive-emissions-of-an-elite-few-can-621656/>
- 14 R. Riddle. (2025). *UNEQUAL: The rise of a new American oligarchy and the agenda we need*. Oxfam America. <https://www.oxfamamerica.org/explore/research-publications/unequal-the-rise-of-a-new-american-oligarchy-and-the-agenda-we-need/>
- 15 A. Khalfan, A. Nilsson Lewis, C. Aguilar, M. Lawson, S. Jayoussi, J. Persson, N. Dabi and S. Acharya. (2023). *Climate Equality: A planet for the 99%*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/climate-equality-a-planet-for-the-99-621551/>
- 16 Calculs basés sur les données de la Base de données mondiale sur les inégalités (WID). (s.d.). <https://wid.world/data/>
- 17 Calculs basés sur les données de *ibid.*
- 18 Forbes. (March 10 2026). *World's Billionaires List: The Richest In 2026*. <https://www.forbes.com/real-time-billionaires/>
- 19 R. Neves Costa and S. Pérez-Duarte. (2019). *Not all inequality measures were created equal: The measurement of wealth inequality, its decompositions, and an application to European household wealth*. European Central Bank. <https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/scp-sps/ecb.sps31-269c917f9f.en.pdf>
- 20 Banque mondiale. (2026). *Poverty and Inequality Platform (version 20260324_2021_01_02_PROD)* [Data set]. World Bank Group. <https://pip.worldbank.org/>
- 21 C. Haddad et al. (2024). *The World Bank's New Inequality Indicator: The Number of Countries with High Inequality*. World Bank Group. <https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/29983929-a4c6-4181-8a35-18877f512917>.
- 22 Office for National Statistics. (2025). *Household total wealth in Great Britain: April 2020 to March 2022*. <https://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/personalandhouseholdfinances/incomeandwealth/bulletins/totalwealthingreatbritain/april2020tomarch2022>
- 23 A. Cobham and A. Sumner. (2013). *Is It All About the Tail? The Palma Proposition and Development Measures*. Center for Global Development Working Paper 343. <https://frompoverty.oxfam.org.uk/on-inequality-lets-do-the-palma-because-the-gini-is-so-last-century>
- 24 A. Cobham S A. Sumner. (2013). *Is It All About the Tails? The Palma Measure of Income Inequality*. Center for Global Development. <https://www.cgdev.org/sites/default/files/it-all-about-tails-palma-measure-income-inequality.pdf>

- 25 UNU-WIDER. (n.d.). *Gini Index*. <https://www4.wider.unu.edu/?ind=1&type=LineChart&year=72&group=world-world&byCountry=false&slider=slider&avg=precomputed&yearRange=0,72>
- 26 En 2024, la part du revenu avant impôt des 10 % les plus riches, au taux de change du marché, était de 66,6 %, tandis que celle des 40 % les plus pauvres était de 2 %. WID. (s.d.). <https://wid.world/data/>
- 27 Par exemple, les mesures de l'indice d'entropie généralisée (GE) et l'indice d'inégalité d'Atkinson.
- 28 C. Lakner et al. (3 November 2016). *Measuring inequality isn't easy or straightforward - Here's why*. World Bank Blogs. <https://blogs.worldbank.org/en/developmenttalk/measuring-inequality-isn-t-easy-or-straightforward-here-s-why>
- 29 Ibid.
- 30 Ibid.
- 31 Banque mondiale. (2025). *Poverty & Equity Brief*. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099722104222534584/pdf/IDU-25f34333-d3a3-44ae-8268-86830e3bc5a5.pdf>
- 32 WID. (s.d.). *World Inequality Database*. <https://wid.world/data/>
- 33 UNU WIDER. (2020). *WIID – World Income Inequality Database*. <https://www.wider.unu.edu/project/wiid-world-income-inequality-database>
- 34 Banque mondiale. (s.d.). *Poverty & Inequality Indicators*. <https://pip.worldbank.org/poverty-calculator>
- 35 OCDE. (s.d.). *Bases de données sur la répartition des revenus et du patrimoine*. <https://www.oecd.org/en/data/datasets/income-and-wealth-distribution-database.html>
- 36 Centre de données transnational au Luxembourg. (s.d.). *About LIS*. <https://www.lisdatacenter.org/about-lis/>
- 37 Banque mondiale. (2024). *Pathways Out of the Polycrisis*. <https://www.worldbank.org/en/publication/poverty-prosperity-and-planet#-global>
- 38 Oxfam. (2017). *Guide Oxfam sur les inégalités*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/oxfam-inequality-guide-620253/> **Section 3**, pp. 16–46.
- 39 C. Kumar. (2020). *Boîte à outils Oxfam sur les inégalités*. https://inequalitytoolkit.org/guides/toolkit_inequality_fv.pdf **Section 4a**, p. 91
- 40 Ibid., **Section 2a**, pp. 14–20.
- 41 Ibid., **sections 4a à 4b**, p. 91 à 94.
- 42 Ibid., **Section 2g–2h**, pp. 49–51.
- 43 Oxfam. (2017). *Guide Oxfam sur les inégalités*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/oxfam-inequality-guide-620253/>
- 44 A. Maitland et al. (2026). *Résister au règne des plus riches : défendre la liberté contre le pouvoir des milliardaires*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/resisting-the-rule-of-the-rich-621776/>
- 45 A. Firmin, IM Pousadela et M. Tiwana. (2025). *2025 State of Civil Society Report*. CIVICUS. <https://publications.civicus.org/publications/2025-state-of-civil-society-report/>
- 46 Ibid.
- 47 Réseau UE-Amérique latine. (2025). *Shrinking Civic Space and Attacks on Civil Society in Latin America and Europe*. EU-LAT. <https://www.omct.org/en/resources/statements/report-on-the-state-of-civic-space-in-latin-america>
- 48 M. Roggensack, G. Kripke, M. Borum et H. Ivanhoe. (2024). *Rights and Responsibilities: Understanding the impact of the tech industry on economic inequality*. Oxfam. <https://www.oxfamamerica.org/explore/research-publications/rights-and-responsibilities-understanding-the-impact-of-the-tech-industry-on-economic-inequality/>
- 49 Ibid.
- 50 A. Maitland et al. (2026). *Résister au règne des plus riches : défendre la liberté contre le pouvoir des milliardaires*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/resisting-the-rule-of-the-rich-621776/>
- 51 M. Roggensack et al. (2024). *Rights and Responsibilities*. <https://www.oxfamamerica.org/explore/research-publications/rights-and-responsibilities-understanding-the-impact-of-the-tech-industry-on-economic-inequality/>
- 52 A. Maitland et al. (2026). *Résister au règne des plus riches : défendre la liberté contre le pouvoir des milliardaires*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/resisting-the-rule-of-the-rich-621776/>
- 53 Ibid.
- 54 A. Kamande et C. Hallum. (2025). *Africa's Inequality Crisis and the Rise of the Super-Rich*. Oxfam. <https://www.oxfam.org/en/research/africas-inequality-crisis-and-rise-super-rich>

- 55 T. Isbell. (2023). *Keeping up with the Dlaminis: Perceived inequalities and satisfaction with democracy in Africa*. Afrobarometer. <https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/2023/05/WP199-Perceived-inequalities-and-satisfaction-with-democracy-in-Africa-Afrobarometer-working-paper-26may23.pdf>
- 56 A. Maitland et al. (2026). *Résister au règne des plus riches : défendre la liberté contre le pouvoir des milliardaires*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/resisting-the-rule-of-the-rich-621776/>
- 57 Ibid.
- 58 Ibid.
- 59 Ibid.
- 60 M. Lawson, M-K. Chan, F. Rhodes, A.P. Butt, A. Marriott, E. Ehmke, D. Jacobs, J. Seghers, J. Atienza and R. Gowland. (2019). *Public Good or Private Wealth? Universal health, education and other public services reduce the gap between rich and poor, and between women and men*. Oxfam. <https://www.oxfam.org/en/research/public-good-or-private-wealth>
- 61 A. Kamande, J. Walker, M. Matthew et M. Lawson. (2024). *Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2024*. Oxfam et Development Finance International (DFI). <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-commitment-to-reducing-inequality-index-2024-621653/>
- 62 E. Seery. (2014). *Au service de la majorité. Des services publics pour combattre les inégalités*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/working-for-the-many-public-services-fight-inequality-314724/>
- 63 Banque mondiale. (s.d.). *Out-of-pocket expenditure (% des dépenses de santé courantes – Thaïlande)*. <https://data.worldbank.org/indicator/SH.XPD.OOPC.CH.ZS?locations=TH>
- 64 J. Walker, C. Pearce, K. Boe and M. Lawson. (2019). *The Power of Education to Fight Inequality: How increasing educational equality and quality is crucial to fighting economic and gender inequality*. Oxfam. <https://www.oxfam.org/en/research/power-education-fight-inequality>
- 65 C. Coffey, P. Espinoza Revollo, R. Harvey, M. Lawson, A. Parvez Butt, K. Piaget, D. Sarosi et J. Thekkudan. (2020). *Celles qui comptent. Reconnaître la contribution considérable des femmes à l'économie pour combattre les inégalités*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/time-to-care-unpaid-and-underpaid-care-work-and-the-global-inequality-crisis-620928/>
- 66 A. Kamande et al. (2024). *Indice d'engagement à la réduction des inégalités 2024*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-commitment-to-reducing-inequality-index-2024-621653/>
- 67 Voir le résumé des données probantes dans : M. Martin, J. Walker, M. Lawson et C. Putaturo. (2024) *L'Indice d'engagement à réduire les inégalités : Note méthodologique*. Oxfam et DFI. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-commitment-to-reducing-inequality-index-2024-621653/>
- 68 A. Kamande et al. (2024). *Indice d'engagement à la réduction des inégalités 2024*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-commitment-to-reducing-inequality-index-2024-621653/>
- 69 J. Walker et al. (2019). *The power of education to fight inequality*. Oxfam. https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/bp-education-inequality-170919-summ-en.pdf
- 70 Oxfam. (2025). *Policy Compendium: role of the state and public services in a human/new economy*. Document interne.
- 71 C. Coffey et al. (2020). *Celles qui comptent. Reconnaître la contribution considérable des femmes à l'économie pour combattre les inégalités*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/time-to-care-unpaid-and-underpaid-care-work-and-the-global-inequality-crisis-620928/>
- 72 A. Marriott. (2023). *Sick Development: How rich-country government and World Bank funding to for-profit private hospitals causes harm and should be stopped*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/sick-development-how-rich-country-government-and-world-bank-funding-to-for-prof-621529/>
- 73 K. Malouf Bous and J. Farr. (2019). *False Promises: How delivering education through public-private partnerships risks fueling inequality instead of achieving quality education for all*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/false-promises-how-delivering-education-through-private-schools-and-public-priv-620720/>
- 74 M. Lawson et al. (2019). *Public good or private wealth?* https://www.oxfam.de/system/files/bp-public-good-or-private-wealth-210119-en_web.pdf
- 75 A. Marriott. (2023). *Sick Development: How rich-country government and World Bank funding to for-profit private hospitals causes harm and should be stopped*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/sick-development-how-rich-country-government-and-world-bank-funding-to-for-prof-621529/>
- 76 Résumé tiré de : Oxfam. (2025). *Policy Compendium: role of the state and public services in a human/new economy*. Document interne.
- 77 Commitment to Equity Institute (CEI). (n.d.). *The CEI Institute: A New Phase*. <https://www.ceiinstitute.org/>
- 78 Par exemple : Banque mondiale. (s.d.). *Current health expenditure (% of GDP) - World.*, <https://data.worldbank.org/indicator/SH.XPD.CHEX.GD.ZS?locations=IW>

- 79 FMI. (s.d.). *IMF Datamapper*. <https://www.imf.org/external/datamapper/datasets>
- 80 FMI. (s.d.). *IMF Datamapper : 1. Budgétisation sensible au genre et 2. Indices d'égalité des sexes*. <https://www.imf.org/external/datamapper/datasets/GD>
- 81 Unesco. (2025). *Statistiques mondiales de l'éducation 2025*. <https://www.uis.unesco.org/en/publication/world-education-statistics-2025>
- 82 Unesco. (s.d.). *Indicateurs*. <https://www.education-inequalities.org/indicators>
- 83 Organisation mondiale de la Santé (OMS). (s.d.). *Health Inequality Data Repository*. <https://www.who.int/data/inequality-monitor/data>
- 84 OCDE. (s.d.). *Données*. <https://www.oecd.org/en/data/indicators.html>
- 85 D. Jacobs et E. Seery. (Avril 2023). *False Economy: Financial wizardry won't pay the bill for a fair and sustainable future*. <https://www.oxfam.org/en/research/false-economy-financial-wizardry-wont-pay-bill-fair-and-sustainable-future>
- 86 M.B. Christensen, C. Hallum, A. Maitland, Q. Parrinello et C. Putaturo. (2023). *La loi du plus riche. Pourquoi et comment taxer les plus riches pour lutter contre les inégalités*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/survival-of-the-richest-how-we-must-tax-the-super-rich-now-to-fight-inequality-621477/>
- 87 Ibid.
- 88 Ibid.
- 89 A. Taneja et al. (2025). *L'art de prendre sans entreprendre: l'injustice de la pauvreté face aux richesses imméritées issues du colonialisme*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/takers-not-makers-621668/>
- 90 Tax Justice Network. (June 2025). *Millionaire exodus did not occur, study reveals*. [Millionaire exodus did not occur, study reveals - Tax Justice Network](https://www.taxjustice.net/en/millionaire-exodus-did-not-occur-study-reveals)
- 91 A. Maitland et al. (2026). *Résister au règne des plus riches : défendre la liberté contre le pouvoir des milliardaires*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/resisting-the-rule-of-the-rich-621776/>
- 92 A. Taneja et al. (2025). *L'art de prendre sans entreprendre: l'injustice de la pauvreté face aux richesses imméritées issues du colonialisme*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/takers-not-makers-621668/>
- 93 Ibid.
- 94 A. Maitland et al. (2026). *Résister au règne des plus riches : défendre la liberté contre le pouvoir des milliardaires*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/resisting-the-rule-of-the-rich-621776/>
- 95 Ibid.
- 96 Oxfam. (2023). *IMF Social Spending Floors: A fig leaf for austerity?* <https://policy-practice.oxfam.org/resources/imf-social-spending-floors-a-fig-leaf-for-austerity-621495/>
- 97 OECD. (2026). *ODA projections for 2026 and the near term: Implications for vulnerable countries and sectors*. https://www.oecd.org/en/publications/oda-projections-for-2026-and-the-near-term_d7c74fa2-en.html
- 98 S. Nocerino. (2025). *Au-delà des objectifs : un programme ambitieux pour remettre l'aide sur la bonne voie*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/beyond-the-targets-an-ambitious-agenda-to-put-aid-back-on-track-621687/>
- 99 M. Alestig et al. (2024). *Les inégalités carbone tuent*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/carbon-inequality-kills-why-curb-the-excessive-emissions-of-an-elite-few-can-621656/>
- 100 Eurodad. (2025). *Improving the IMF and world Bank's Debt Sustainability Framework for Low-Income Countries*. https://www.eurodad.org/improving_the_imf_and_world_bank_s_debt_sustainability_framework_for_low_income_countries
- 101 Oxfam. (2024). *Briefing on the Global Sovereign Debt Roundtable*. <https://www.oxfam.org/en/research/briefing-global-sovereign-debt-roundtable>
- 102 FMI. (2026). *Base de données longitudinale sur les recettes mondiales*. <https://www.imf.org/en/topics/fiscal-policies/world-revenue-longitudinal-database>
- 103 UNU WIDER. (s.d.). *Base de données sur les recettes publiques (GRD)*. <https://www.wider.unu.edu/about/government-revenue-dataset-grd>
- 104 Commitment to Equity Institute (CEI). (s. f.). *The CEI Institute: A New Phase*. <https://www.ceiinstitute.org/>
- 105 O. Causa, J. Browne y A. Vindics. (2019). *Income redistribution across OECD countries: main findings and policy implications*. OCDE. https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2019/02/income-redistribution-across-oecd-countries_f2d12a2b/3b63e61c-en.pdf
- 106 Global Tax Expenditures Database. (2025). *Comprehensive tax expenditure data to increase transparency and advance reforms*. <https://gted.taxexpenditures.org/>

- 107 OCDE. (5 mai 2026). *Base de données statistiques sur les recettes mondiales*. <https://www.oecd.org/en/data/datasets/global-revenue-statistics-database.html>
- 108 B. Milanovic and M. Ranaldi. (14 avril 2026). *Capitalisation of the world: global distribution of income from property, 2000–2020*. LSE Inequalities blog. https://blogs.lse.ac.uk/inequalities/2026/04/14/capitalisation-of-the-world-global-distribution-of-income-from-property-2000-2020/?utm_source=chatgpt.com
- 109 D. Alejo Vázquez Pimentel, I. Macías Aymar et M. Lawson. (2018). *Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent: pour mettre fin à la crise des inégalités, il est indispensable de construire une économie pour les travailleurs et travailleuses, et non pour les riches et les puissants*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/reward-work-not-wealth-to-end-the-inequality-crisis-we-must-build-an-economy-fo-620396/>
- 110 MB. Christensen et al. (2023). *La loi du plus riches*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/survival-of-the-richest-how-we-must-tax-the-super-rich-now-to-fight-inequality-621477/>
- 111 A. Kamande et al. (2024). *Indice d'engagement pour la réduction des inégalités 2024*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-commitment-to-reducing-inequality-index-2024-621653/>
- 112 Oxfam. (2017). *Guide Oxfam sur les inégalités*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/oxfam-inequality-guide-620253/>
- 113 C. Coffey et al. (2020). *Celles qui comptent. Reconnaître la contribution considérable des femmes à l'économie pour combattre les inégalités*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/time-to-care-unpaid-and-underpaid-care-work-and-the-global-inequality-crisis-620928/>
- 114 R. Riddell, N. Ahmed, A. Maitland, M. Lawson et A. Taneja. (2024). *Inequality Inc. Multinationales et inégalités multiples*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/inequality-inc-how-corporate-power-divides-our-world-and-the-need-for-a-new-era-621583/>
- 115 Ibid.
- 116 Voir le résumé des données probantes dans : M. Martin et al. (2024) *The Commitment to Reducing Inequality Index: Methodology Note*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-commitment-to-reducing-inequality-index-2024-621653/>
- 117 J. Walker, M. Martin, E. Seery, N. Abdo, A. Kamande et M. Lawson. (2022). *Indice d'engagement à la réduction des inégalités 2022*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-commitment-to-reducing-inequality-index-2022-621419/>
- 118 Confédération syndicale internationale. (2025). *Indice mondial des droits 2025 : La seule étude annuelle mondiale exhaustive sur la violation des droits des travailleurs*. <https://www.ituc-csi.org/global-rights-index>
- 119 A. Maitland et al. (2026). *Résister au règne des plus riches : défendre la liberté contre le pouvoir des milliardaires*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/resisting-the-rule-of-the-rich-621776/>
- 120 Ibid.
- 121 M. Roggensack et al. (2024). *Rights and Responsibilities*. <https://www.oxfamamerica.org/explore/research-publications/rights-and-responsibilities-understanding-the-impact-of-the-tech-industry-on-economic-inequality/>
- 122 J. Walker et al. (2022). *Indice d'engagement à la réduction des inégalités 2022*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-commitment-to-reducing-inequality-index-2022-621419/>
- 123 Organisation internationale du Travail (OIT). (s.d.). *Conventions, protocoles et recommandations*. <https://www.ilo.org/international-labour-standards/conventions-protocols-and-recommendations>
- 124 OIT. (s.d.). *Le monde du travail et le Programme 2030 : bilan décennal*. <https://ilostat.ilo.org/>
- 125 WID. (s.d.). *Base de données mondiale sur les inégalités*. <https://wid.world/data/>
- 126 Confédération syndicale internationale. (2025) *ITUC Global Rights Index: The world's worst countries for workers*. <https://www.ituc-csi.org/global-rights-index>
- 127 WageIndicator. (n.d.). *Labour Rights Index*. <https://labourrightsindex.org/>
- 128 M. Alestig et al. (2024). *Les inégalités carbone tuent*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/carbon-inequality-kills-why-curb-the-excessive-emissions-of-an-elite-few-can-621656/>
- 129 Ibid.
- 130 A. Khalfan, A. Nilsson Lewis, C. Aguilar, M. Lawson, S. Jayoussi, J. Persson, N. Dabi and S. Acharya. (2023). *Climate Equality: A planet for the 99%*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/climate-equality-a-planet-for-the-99-621551/>
- 131 Ibid.
- 132 Ibid.
- 133 Ibid.

- 134 A. Khalfan et al. (2023). *Climate Equality*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/climate-equality-a-planet-for-the-99-621551/>
- 135 M. Alestig et al. (2024). *Les inégalités carbone tuent*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/carbon-inequality-kills-why-curb-the-excessive-emissions-of-an-elite-few-can-621656/>
- 136 A. Khalfan et al. (2023). *Climate Equality*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/climate-equality-a-planet-for-the-99-621551/>
- 137 A. Taneja, A. Kamande, C. Guharay Gomez, D. Abed, M. Lawson et N. Mukhia. (2025). *L'art de prendre sans entreprendre: l'injustice de la pauvreté face aux richesses imméritées issues du colonialisme*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/takers-not-makers-621668/>
- 138 Ibid.
- 139 M. Cohen et al. (2022). *Cartes sur table. Dix mythes à déconstruire sur les causes de la crise alimentaire mondiale*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/fixing-our-food-debunking-10-myths-about-the-global-food-system-and-what-drives-621411/>
- 140 FAO. (24 juil. 2025). *Indicateurs de l'emploi 2000-2023 (mise à jour de juillet 2025)*. [https://www.fao.org/statistics/highlights-archive/highlights-detail/employment-indicators-2000-2023-\(july-2025-update\)/en](https://www.fao.org/statistics/highlights-archive/highlights-detail/employment-indicators-2000-2023-(july-2025-update)/en)
- 141 L. Bauluz, Y. Govind et F. Novokmet. (2020). *Inégalités foncières mondiales. Base de données mondiale sur les inégalités*. <https://wid.world/document/global-land-inequality-world-inequality-lab-wp-2020-10/>
- 142 FAO. (24 décembre 2025). *Dépenses publiques en agriculture (Tendances mondiales et régionales, 2001-2024)*. [https://www.fao.org/statistics/highlights-archive/highlights-detail/government-expenditures-in-agriculture-\(global-and-regional-trends--2001-2024\)/en](https://www.fao.org/statistics/highlights-archive/highlights-detail/government-expenditures-in-agriculture-(global-and-regional-trends--2001-2024)/en)
- 143 PAM. (24 juin 2024). *5 faits sur le gaspillage alimentaire et la faim*. <https://www.wfp.org/stories/5-facts-about-food-waste-and-hunger>
- 144 A.Taiwo et al. (2025). *The Impact of Market Information Asymmetry on Food Prices and Farmer Incomes in Rural Nigeria*. <https://www.irejournals.com/formatedpaper/1711524.pdf>
- 145 P. Howard. (08 Nov 2021). *How corporations determine what we eat*. Welt Hunger Hilfe. <https://www.welthungerhilfe.org/news/latest-articles/2021/concentration-in-global-food-and-agriculture-industries>
- 146 C. Kumar. (2020). *Oxfam Inequality Toolkit*. Oxfam. https://inequalitytoolkit.org/guides/toolkit_inequality_fv.pdf
- 147 Oxfam. (2014). *Quick Guide to Power Analysis*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/quick-guide-to-power-analysis-313950/>
- 148 Ibid.
- 149 Oxfam. (2017). *Oxfam Inequality Guide*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/oxfam-inequality-guide-620253/> **Section 3.1**, pp. 17-18.
- 150 C. Kumar. (2020). *Oxfam Inequality Toolkit*. https://inequalitytoolkit.org/guides/toolkit_inequality_fv.pdf **Sections 4a à 4b**, p. 92 à 94.
- 151 Oxfam. (2026). *Gini in a Bottle: Distilling Learnings from Implementing Countries*. <https://www.oxfam.org/en/research/gini-bottle-distilling-learnings-implementing-countries>
- 152 R. English. (2020). *Guide pour un travail d'influence efficace : Comment mettre en œuvre des stratégies d'influence efficaces*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/influencing-for-impact-guide-how-to-deliver-effective-influencing-strategies-621048/>
- 153 Oxfam. (2024). *Financiar La Politica Nacional De Corresponsabilidad De Los Cuidados Es Un Medio Para Avanzar En La Igualdad Sustantiva En El Salvador*. <https://centroamerica.oxfam.org/lo-%C3%BAltimo/publicaciones/financiar-la-politica-nacional-de-corresponsabilidad-de-los-cuidados-es-un>
- 154 J. Olwenyi and R. Schonewille. (2023). *Fiscal Accountability for Inequality Reduction (FAIR) Even It Up: Track record case study Oxfam in Uganda*. Oxfam. <https://uganda.oxfam.org/latest/publications/fiscal-accountability-inequality-reduction-fair-track-record-case-study>
- 155 R. English. (2020). *Guide pour un travail d'influence efficace : Comment mettre en œuvre des stratégies d'influence efficaces*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/influencing-for-impact-guide-how-to-deliver-effective-influencing-strategies-621048/> p. 7
- 156 D. Green. (2019). *Créer des données choc et des graphiques parlants*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/creating-killer-facts-and-graphics-253013/>
- 157 R. English. (2020). *Guide pour un travail d'influence efficace : Comment mettre en œuvre des stratégies d'influence efficaces*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/influencing-for-impact-guide-how-to-deliver-effective-influencing-strategies-621048/>
- 158 J. Olwenyi et R. Schonewille. (2023). *Responsabilité fiscale pour la réduction des inégalités (FAIR) : une étude de cas sur les résultats obtenus par Oxfam en Ouganda*. <https://uganda.oxfam.org/latest/publications/fiscal-accountability-inequality-reduction-fair-track-record-case-study>
- 159 R. English. (2020). *Guide pour un travail d'influence efficace : Comment mettre en œuvre des stratégies d'influence efficaces*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/influencing-for-impact-guide-how-to-deliver-effective-influencing-strategies-621048/>
- 160 Ibid.
- 161 Ibid.

162 Ibid.

163 Ibid.

164 Oxfam. (s.d.). *Programme WE-Care*. <https://policy-practice.oxfam.org/we-care/>

165 Fight Inequality Alliance. (2024). *Roadmap for the Fight Inequality Alliance 2023-2033*. <https://www.fightinequality.org/sites/default/files/2024-04/FI-Roadmap-ENG-large-120424.pdf> pp. 14 and 19

166 R. English. (2020). *Guide pour un travail d'influence efficace : Comment mettre en œuvre des stratégies d'influence efficaces*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/influencing-for-impact-guide-how-to-deliver-effective-influencing-strategies-621048/>

167 Ibid.

168 Oxfam. (n.d.). *MEL-of-Influencing Toolkit*. <https://melofinfluencing.org>

Acknowledgements

© Oxfam International octobre 2026

Ce guide a été rédigé par Anthony Kamande, Emma Seery, Jo Walker et Max Lawson, avec d'importantes contributions d'Anjela Taneja, Rodrigo Barahona, Pubudini Wickramaratne, Grazielle Custudio, Susan Ruiz Rodriguez, Didier Jacobs et Mariana Paoli.

Nous avons également bénéficié des contributions et du soutien d'Adama Coulibaly, Alejandro Garcia – Gil, Anjela Taneja, Anthony Kamande, Beatriz Novales, Beverly Musili, Carlos Botella, Carlos Brown Sola, Christian Hallum, Deepak Xavier, Didier Jacobs, Do Quy Duong, Ernesto Garcia, Francis Agbere, Gabriel Olila, Grazielle Custudio, Holger Apel, Iñigo Macías, Ivan Nikolic, Juan Sebastian Pardo Peña, Kate Donaldson, Kwesi Obeng, Lars Koch, Leah Mugehera, Linda Oduor Noah, Lourdes Benavides, Maaza Seyoum, Mariana Paoli, Max Lawson, Morten Bisgaard, Mustafa Talpur, Nabil Abdo, Nabil Ahmed, Raquel Checa, Rodrigo Barahon et Susan Ruiz Rodriguez.

Responsable des commandes et des publications :
Anthony Kamande.

Graphiste: Nigel Willmott.

Crédits photos

Photo de couverture: Danny Lehman

Chapitre 1: C.Fernandes/istockphoto

Chapitre 2: Gerard Ferry/Alamy Stock Photo

Chapitre 3: Zinnia Quirós Chacón

Chapitre 4: Isacc Fontana/Shutterstock

Chapitre 5: Aaron Amat/Alamy Stock Photo

Chapitre 6: 4045/Shutterstock

Chapitre 7: Aron Joel Santos Images/Shutterstock

Chapitre 8: Johnny Miller/unequalscenes.com

Chapitre 9: ILC/Tria Rifki

Chapitre 10: Alexi Rosenfeld/Shutterstock

Chapitre 11: NSA Digital Archive/istockphoto

Chapitre 12: Abdullah Bailey/Alamy Stock Photo

Oxfam

Oxfam est un mouvement citoyen mondial, réunissant des personnes déterminées à combattre les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et aux injustices. Nous travaillons dans plus de 70 pays de différentes régions avec un réseau de milliers de partenaires et d'alliés, pour aider les communautés au quotidien, renforcer leur résilience et protéger les vies et les moyens de subsistance en temps de crise. Ensemble, nous combattons les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et aux injustices, aujourd'hui et sur le long terme, pour un futur à égalité.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam Colombie (lac.oxfam.org/countries/colombia)

Oxfam Danemark (www.oxfam.dk)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)

Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam KEDV (www.kedv.org.tr)

Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)

Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Pilipinas (www.oxfam.org.ph)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)